T. XXXIX. N° 13. *PARIS, 157, boul. Saint-Germain (6e)* 1er Oct. 1929

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

P. C. de compagnie

I. — Un dîner d'anciens combattants.

Voici des pages sur la guerre. Elles sont extraites de mon carnet de route. Elles ont été écrites au fil des jours, sans rancune et sans vanité. Elles ont peut-être une valeur anecdotique. Ce n'est pas pour cela que je les publie, et il faut que je m'en explique.

Dans le courant du mois de mars 1929, j'ai dîné à Lyon, dans un cabaret, avec plusieurs amis, bien différents les uns des autres par leur vocation, par leur tempérament et par leurs idées politiques ou philosophiques. L'un d'eux, le commandant Ch..., est un de nos aviateurs les plus distingués. Il a appartenu, pendant la guerre, à la N. 12, une de nos plus brillantes escadrilles de chasse. Cette formation aérienne, commandée alors par l'admirable capitaine de Bernis, comptait parmi ses pilotes Navarre, Robert, de Sevin, Pelletier-Doisy. Mais leurs frères d'armes que le grand public ne connaît pas, les deux frères Quellenec, Moinier, et les autres, n'étaient inférieurs ni par le courage, ni même, peut-être, par leurs qualités professionnelles, à ces héros dont j'ai prononcé les noms et dont deux sont entrés à jamais dans le sommeil. L'indulgence du capitaine de Bernis et la camaraderie de ses compagnons d'armes m'a permis de recevoir, à cette escadrille, moi, fantassin, le

baptême de l'air. Je n'ai qu'à fermer les yeux pour imaginer le clair regard de mon pilote Quellenec, le ronflement de l'hélice, l'aspect enchevêtré de ces tranchées que je défendais avec ma section, et d'où j'avais souvent envié la libre audace des soldats de l'air...

J'avais donc retrouvé Ch... à Lyon. Je ne sais pourquoi je n'écris point son nom en entier, car, tout en continuant une brillante carrière d'aviateur, il s'est imposé au public par un très honorable roman d'aventures aériennes. Avec lui, le capitaine M..., admirable cavalier passé dans l'infanterie pendant la guerre. Il a été mon chef et mon frère d'armes. C'est en grande partie à lui que je dois d'avoir surpris quelques-uns des innombrables secrets du commandement. Il y avait, avec lui, un autre camarade du même régiment, le capitaine C... Un de mes anciens surbordonnés, le bon peintre lyonnais Seignobos, qui servit sous mes ordres comme sergent. Enfin Joseph Jolinon, l'écrivain de *Valet de gloire*.

Vous connaissez le thème de ce très beau et très troublant livre de guerre, discuté, et, d'ailleurs, discutable. Il faut comprendre. Sous cette solide forme romanesque, dans laquelle il excelle, Jolinon fait revivre des âmes de simples soldats. Ce sont des êtres qui souffrent et qui ne comprennent pas toujours parfaitement ni l'idéal qu'ils servent douloureusement, ni les desseins secrets du commandement. Il y a parmi eux des résignés et aussi des révoltés. Dans l'un des chapitres les plus tragiques de son livre, Jolinon nous fait assister à ces mutineries de 1917, dont les principaux responsables, ceux de l'arrière, n'ont jamais été châtiés. Chaque *Chanson de Roland* a ses Ganelons, mais il y a des époques qui manquent de justiciers. La nôtre en est une.

J'ai dit plus haut que le livre de Jolinon est discutable. Pourquoi? C'est qu'il est incomplet. Il partage, avec la plupart des livres qui ont été écrits sur la guerre, cette méconnaissance du rôle de l'officier qui atteint à son maximum dans *le Feu* de Barbusse. Dorgelès lui-même, à qui nous devons le plus admirable, sans contredit, de nos romans de guerre, n'a fait qu'effleurer le véritable caractère de l'officier. Duhamel l'ignore aussi. La lecture des livres de Fritz von Unruh et de Remarque me donne à supposer que la même injustice a été commise à l'égard de l'officier allemand. Nous qui avions l'honneur de commander pen-

dant la guerre, et dont beaucoup avaient commencé la campagne sous le sac de soldat de deuxième classe, nous savions la souffrance de nos hommes. Ils ignoraient la terrible tragédie de nos âmes. C'est un terrible devoir que celui d'être officier de troupe. Il n'est pas toujours facile de concilier la pitié et la discipline. Il n'est pas de cœurs qui aient excusé plus largement les défaillances trop humaines des soldats que ceux de leurs chefs. Mais un devoir plus immédiat les dominait. Il leur fut cruel.

On comprendra qu'ayant le bonheur de voir Jolinon réuni à la même table que mes anciens camarades, j'avais amené la conversation sur le sujet qui pouvait le mieux éclairer l'auteur de *Valet de gloire*. Il nous écoutait évoquer nos souvenirs communs. Ils se pressaient, désordonnés. Ses associations d'idées nous voyaient d'un bout à l'autre de l'immense champ de bataille. C'était une réplique à son livre, qui n'a pas été perdue, si j'en juge par quelques lettres que je conserve précieusement.

C'est en pensant à cette soirée que j'ai feuilleté mon vieux carnet de route, devenu presque illisible. J'y ai choisi, justement, ce qui a trait au commandement d'une compagnie d'infanterie. Un Dorgelès, un Duhamel, un Jolinon ont apporté sur l'*homme* d'extraordinaires et émotionnants documents. Mais on ignore encore ce que pouvait souffrir un officier.

II. — **Le voyage de Salonique.**

J'ouvre mon carnet de route à la fin du mois de novembre de l'année 1916. Mon régiment, le 58e d'infanterie, occupait alors un secteur, bien connu depuis, sous le nom de Chemin des Dames. Il alors considéré à cette époque comme un lieu de repos pour les troupes fatiguées. C'était le cas pour ma division qui avait eu la sanglante gloire de défendre Verdun durant tout l'été de cette année-là.

Cette division était la 30e. Elle faisait partie de ce 15e corps d'armée sur lequel ont couru tant de légendes. L'occasion se présenta, pour moi, de démontrer la fausseté de ces légendes. Je vais tenter de le faire. Au surplus, en écrivant ces souvenirs — j'en avertis ici le lecteur — j'ai l'intention de laisser courir librement ma plume et ma pensée.

Le 15e corps était entré en contact avec les Allemands, dès le début de la campagne, au village de Lagarde, en Lorraine. L'action avait dû se passer le 10 août, si mes souvenirs sont exacts. Le 3e bataillon du 58e et deux bataillons du 40e s'étaient heurtés à une organisation défendue par des mitrailleuses, dont on ignorait encore les effets. La plupart des officiers avaient été tués ou blessés, en entraînant leurs troupes à l'attaque. Les effectifs avaient subi des pertes effroyables pour un résultat nul.

Les deux régiments avaient été reconstitués tant bien que mal, à l'aide de renforts hâtivement envoyés. Le 19 août, le 58e régiment d'infanterie, se croyant sous le couvert de la cavalerie d'exploration, et ayant négligé d'assurer un service de découverte, avait tranquillement fait halte, vers midi, aux abords de la forêt de Koking. Ce manque de liaison et de précautions dénote une faute de commandement, qu'il convient de relever impitoyablement. A peine les unités ont-elles formé les faisceaux, que toute l'orée des bois s'allume. Le colonel Jaguin, à cheval, se précipite à l'endroit le plus exposé et s'écrie : « Haut les cœurs ! En avant ! A la baïonnette ! » Les faisceaux sont rompus, et le 58e, d'un seul élan, malgré de lourdes pertes, entre dans la forêt d'où il chasse les avant-gardes ennemies. Encore une journée terriblement sanglante. Mais on a vu fuir l'ennemi et le moral n'est pas mauvais.

Le colonel Jaguin, dont la bravoure est hors de cause, est vraiment un homme d'une imprudence rare. Il n'a pas son pareil pour entraîner les hommes. Dans la journée du 19, il a chargé à cheval en tête de la ligne des tirailleurs. C'est miracle que ni lui, ni son officier adjoint, le capitaine Lapenne — qui tente en vain de lui donner de sages conseils, — n'aient été touchés. Quel merveilleux chef de section ! Mais ce colonel ne mérite que deux galons. Pas un de plus. Car ni la leçon du 10 août, ni celle du 19, ne lui ont servi.

Le lendemain de cette chaude journée, le 20 août, le 58e marche sur Dieuze. Il y a là un polygone d'artillerie, sur lequel tous les canonniers allemands se sont entraînés. Il conviendrait de s'en méfier. Pas plus que la veille, du reste, on ne sait où est l'ennemi. Raison de plus pour avancer avec prudence. La formation en colonne de route, les compagnies serrées les unes contre les autres, est bien la moins indiquée de toutes. C'est cependant celle que l'on prend. Tout à coup,

l'air s'emplit de vrombrissements inattendus. Par salves de quatre coups, les 210 encadrent la colonne de route. Il y a un flottement qui ne saurait surprendre chez des troupes mal aguerries tombées dans une embuscade. Les officiers survivants se dépensent pour reprendre en main les hommes affolés. Dès qu'ils ont réussi à leur faire prendre une formation de combat convenable, ils reçoivent l'ordre d'entraîner leurs troupes en avant. Ils tombent sous le feu des mitrailleuses.

Sur ces unités dispersées, tourbillonnantes et décimées, les Allemands passent à la contre-attaque. Les quelques officiers survivants, ceux des hommes qui ont gardé leur sang-froid, font héroïquement tête. Le colonel Jaguin pleure comme un enfant. Il étreint son drapeau. Il tente de se faire tuer. Ce même capitaine adjoint que j'ai nommé déjà, Lapenne, un jeune officier calme, froid et intelligent, se révèle immédiatement le véritable chef du régiment. Il a jugé la situation. Il prend les mesures nécessaires pour assurer la retraite du régiment et couvrir, avec la poignée d'hommes qui lui restent, le repli de l'artillerie et des convois. En cette retraite, où les régiments étaient réduits à trois cents hommes à peine, le 15e corps ne perd pas une pièce d'artillerie!

Lorsque, trois jours plus tard, la 5e armée attaquera, malgré les avis éclairés de son chef, le général Lanrezac, combien de pièces de canon ne laisseront pas aux mains de l'ennemi ces divisions que nul n'osera blâmer?

J'ajoute, maintenant, que le 15e corps, reconstitué, réorganisé, s'est très honorablement conduit, depuis, sur tous les champs de bataille où il a été appelé à servir.

D'où vient donc cette défaillance du début? Je réponds immédiatement : de la politique.

Une des erreurs du recrutement régional, c'est de réunir des officiers de réserve qui sont maires, conseillers généraux ou députés — ou candidats à ces fonctions — à des hommes qui sont leurs électeurs. On m'objectera que ce vice n'est pas particulier à la 15e région, C'est vrai. Mais la 15e région fait partie de celles où l'instruction militaire est la moins poussée. D'abord, parce que les effectifs y sont moins concentrés que près de la frontière allemande. Une des premières nécessités de la préparation militaire, c'est de mettre ses cadres en face de situations aussi près de la réalité que

possible, dans tous les domaines. Cela n'est tout d'abord faisable que si l'on remue de grosses masses d'hommes. La leçon des journées de Köking et de Dieuze, c'est que le commandement du 15e corps n'a pas su assurer sa liaison avec la cavalerie d'exploration. C'est aussi que le service de sûreté n'a pas fonctionné. Habitués à marcher sur les routes, sac au dos, sans autre but que de couvrir des kilomètres, les régiments du 15e corps n'ont su organiser ni patrouilles, ni flanc-gardes. Enfin, il faut bien le dire, les officiers les plus distingués, ceux qui avaient quelque chance de recevoir un jour les étoiles, servaient de préférence dans les garnisons de frontières, où ils avaient plus de chances de s'instruire et d'attirer sur eux l'attention de leurs chefs. Le niveau moyen des officiers, au début de la guerre, était certainement moins élevé au 15e corps qu'au 20e ou qu'au 21e corps. Et me voici revenu à l'un des points principaux que je prétends prouver ici : c'est qu'on ne démocratise pas l'armée. L'officier doit toujours être un homme de l'élite. Un aristocrate. J'emploie le mot dans son sens étymologique le plus large, me rappelant la fière devise que Glaucos, fils d'Hippolochos, reçut de son père : *Αἰὲν ἀριθτευзιν καὶ ύπεροχον ἔνριενα ἄλλων* : « Toujours exceller et s'élever au-dessus des autres. » Favoriser l'avènement des médiocres, c'est, de tout temps, préparer de terribles destinées à ceux dont ils seront les chefs.

*
* *

Le 58e d'infanterie avait donc figuré honorablement sur la plupart des grandes scènes de la guerre, depuis la bataille de la Marne. Il venait, comme je l'ai dit, d'assurer au groupement Mangin la défense d'un des secteurs de la rive droite de la Meuse, devant Verdun. Il se refaisait tranquillement dans les tranchées tranquilles du Chemin des Dames, sans trop s'inquiéter du lendemain. Les officiers suivaient des cours variés. Je venais de faire un stage aux mitrailleuses et aux fusils-mitrailleurs, et j'avais à peine terminé mon instruction que je recevais l'ordre de me préparer à partir pour Saint-Omer, afin d'y apprendre de nos alliés britanniques le maniement de leurs nouveaux engins de tranchée. J'étais, en outre, averti d'avoir à me munir d'un pantalon long, les habitudes anglaises ne tolérant pas la culotte et les bottes à la table d'un mess. Le choix s'était porté sur

moi en raison de ma connaissance approfondie de la langue anglaise. Je me réjouissais de pouvoir enfin goûter quelques jours d'une réelle détente, lorsqu'une nouvelle imprévue vint arrêter mes préparatifs de départ. Nos cuisiniers et nos caporaux d'ordinaire affirmaient, avec un ensemble touchant, que nous allions être retirés du front occidental et envoyés quelque part ailleurs. Ils ne savaient encore si c'était en Italie, en Algérie — on y parlait de troubles graves — ou, en Macédoine.

On a beaucoup blagué les « rapports des cuisines ». C'était oublier qu'ils étaient fondés sur d'excellentes raisons. Les services du ravitaillement étaient nécessairement avertis quelques jours à l'avance. Ils avaient à prendre des dispositions particulières. Les instructions qu'ils recevaient avaient beau être confidentielles, elles n'en parvenaient pas moins à la connaissance de quelque bavard. Le commandant de compagnie, examinant avec le fourrier et le caporal d'ordinaire le nombre des rations livrées par l'officier d'approvisionnement, apprenait ainsi, vingt-quatre heures avant son chef de bataillon, qu'un mouvement du régiment était imminent. Le chef de bataillon, informé par ses capitaines, haussait les épaules. Le lendemain, la décision du colonel lui apportait confirmation de ce bruit auquel il avait refusé de croire.

Les préparatifs de ce départ pour l'Orient — car c'était à Salonique qu'on allait — sembleraient, à première vue, n'intéresser guère cette histoire. Cependant, les fautes d'organisation ont été telles que, à la date du 17 décembre, je relève sur mon carnet la brève remarque suivante : *17 décembre* 1916. — *Oulchy-Breny.* — *Ordres et contre-ordres. Méconnaissance totale de l'âme de la troupe. Trop peu de permissions.*

En effet, le commandement supérieur avait sagement décidé d'envoyer en permission tous les hommes en partance pour l'armée d'Orient. Cette mesure était fondée sur de graves raisons. Les allées et venues des permissionnaires de l'armée d'Orient exposaient à des pertes considérables par torpillage. Le souci de l'humanité commandait donc de diminuer ce péril dans la mesure du possible. Pour cela, il n'y avait pas de meilleure méthode que d'envoyer les hommes en partance dans leur famille avant l'embarquement.

Mais le commandement intermédiaire avait des timidités extraordinaires en pareille matière. Alors que la plupart des commandants de compagnie, comprenant l'esprit dans lequel ces permissions étaient accordées, proposaient d'envoyer immédiatement chez eux la moitié au moins de l'effectif, ils eurent la surprise de voir réduire considérablement le nombre des élus. Ils objectèrent en vain que le service n'avait pas à en souffrir, que le nombre des restants était suffisant à assurer l'embarquement du matériel. On ne les écouta pas. Quelques-uns d'entre eux eurent le courage de représenter au commandement que les hommes ne comprendraient pas, et que ces restrictions feraient l'effet désastreux d'une brimade. On leur rappela sèchement qu'ils étaient là pour exécuter des ordres, et non point pour donner un avis qu'on ne leur demandait pas.

D'honnêtes figures de poilus qui se réjouissaient de partir le jour même s'allongèrent. Les commandants de compagnie et les chefs de section durent recommencer la plus dure des tâches, celle de raisonner leurs hommes. En eux-mêmes, ils blâmaient les mesures prises par le commandement. Mais cela, ils ne pouvaient pas le dire. Une phrase magnifique leur revenait à la mémoire : *La discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance immédiate et une soumission de tous les instants.* Ils furent les serviteurs dociles de la discipline. Mais ils eurent la douleur de constater que quelques-uns de ces vieux soldats qui avaient si noblement combattu à leur côté les saluaient plus froidement. Bref, le système de permissions fut si mal réglé qu'une partie de notre effectif ne put avoir que quatre jours, au lieu de douze qui étaient promis. Le capitaine M... et moi nous fîmes un point d'honneur de n'en point prendre davantage.

Et, cependant, nous passâmes près d'un mois dans la banlieue de Toulouse, où se rassemblait la division. En dépit des marches et du renouvellement de l'équipement, nos hommes avaient de longues heures de loisir, que beaucoup occupaient assez mal... Il y eut, à l'embarquement, qui eut lieu à Marseille, le 16 janvier 1917, à bord de l'*Amiral-Olry* (pour mon bataillon), le nombre habituel de déserteurs. Un ou deux hommes par compagnie, je crois. J'appris que ce déchet était largement prévu par les services d'État-major.

*
* *

L'*Amiral-Olry* était un vieux raffiot, et je crois qu'il n'a pas survécu à la guerre. Son commandant avait été torpillé, sur un autre navire, quelques mois auparavant. Il ne se faisait aucune illusion sur la sécurité de la mer « amarissime », non plus que sur l'efficacité des deux pièces de 75 amarrées à l'entrée des coursives, et dont les prétentions s'élevaient jusqu'à nous défendre de l'attaque des sous-marins.

La ceinture de sauvetage au flanc, ceux des hommes qui n'avaient pas le mal de mer regardaient se perdre dans les embruns les hautes côtes de la Sardaigne ou les rochers sombres de Malte. Le 19, au large de cette dernière île, nous fûmes dépassés par un magnifique transport britannique, et nous échangeâmes des hurrahs avec nos alliés. Le 22, nous passâmes très près de l'île de Cerigotto, l'antique Cythère. Je m'imaginais les îles grecques d'après Porquerolles, qui me semble une habitation acceptable pour n'importe quelle divinité. Cythère m'apparut comme un rocher aride, de couleur ocrée. Une terre véritablement inhospitalière, indigne de celle que *sa seule démarche fait connaître pour une déesse*, comme parle Virgile. Le 23 au matin, nous reconnûmes la pointe de la Crête, sur laquelle se brisaient de furieuses vagues. (Depuis deux jours, le père Protée menait paître ses troupeaux, et la Méditerranée était toute verte et blanche comme un pâtis à moutons.) Le soir de ce même jour, nous entrâmes dans les eaux d'Asie Mineure. Nous passâmes en vue de Pathmos, et une ville turque, toute blanche, nous domina de haut.

Au cours de la nuit du 23 au 24 janvier, nous eûmes une alerte assez chaude. La partie de bridge dont j'étais l'un des joueurs habituels s'était terminée assez tard, vers minuit. Je venais de descendre dans ma cabine. J'étais en pyjama, allongé sur la couchette supérieure, en train de fumer ma dernière cigarette, tandis que mon compagnon de cabine, le lieutenant D..., commandant la 11e compagnie, ronflait à poings fermés au-dessous de moi, complètement habillé, comme il le faisait depuis le début de la traversée, par crainte des sous-marins. A ce moment, un choc violent me jeta presque sur le plancher. Il y eut, en haut, un certain tumulte, et je perçus nettement le bruit de l'eau qui

s'écoule : f... f... fl... ou... ou... ou. D..., réveillé en sursaut, bondit hors de sa couchette, tout gonflé de sa ceinture de sauvetage. Il me demanda si notre navire avait été torpillé. Je lui répondis que la chose me paraissait infiniment probable. Les coursives intérieures et extérieures s'emplissaient déjà de monde. Nos poilus grimpaient hâtivement vers le pont. D..., sans entendre les conseils de calme que je lui donnais, essayait vainement de se frayer un passage pour monter avec eux. Il était, à chaque instant, repoussé dans l'étroite cabine où je m'habillais tranquillement, tentant en vain de faire entendre à mon camarade que le choc avait eu lieu tout à fait à l'avant du navire, et qu'il n'y avait aucun danger immédiat de couler, à moins qu'une seconde torpille nous prît en plein milieu, auquel cas aucune précipitation ne pourrait nous sauver. Je n'avais pas fini de fumer ma cigarette que les événements me donnaient raison. Les hommes repoussés du pont redescendaient déjà, et faisaient circuler la nouvelle que nous avions été abordés, dans la nuit, par un autre vapeur qui, comme nous, naviguait tous feux éteints. Il s'agissait du *Nivernais*, qu'un incident quelconque de navigation avait jeté hors de sa route. Les deux navires s'étaient heurtés par l'avant. Dans la collision, l'eau avait jailli entre les deux navires, et c'était son écoulement que j'avais entendu. Le navire abordeur nous avait enlevé notre ancre de bâbord, et nous avait, en échange, laissé, incrustée dans notre bordage, une ancre à lui et quelques centaines de maillons de chaînes. Notre avant était éventré, le servo-moteur faussé par le choc. Durant la journée du lendemain, on essaya de relever cette chaîne qui traînait. Le mât de charge cassa sous le poids, deux ou trois matelots furent contusionnés, et le second capitaine eut le bras fracturé. Il fallut couper un maillon pour se débarrasser de cette charge. Cependant, l'avarie du servo-moteur avait sur notre navire des répercussions inattendues. Il gouvernait plus qu'en zigzag. Pour employer une expression chère aux marins anglais, le grand serpent de mer se serait cassé les reins à vouloir le suivre. En tout cas, un sous-marin aurait eu quelque peine à nous prendre pour cible. Mon carnet de route note qu'un des sergents de la section que je commandais alors, Blachère, réveillé par ses camarades au moment de l'incident, et pressé par eux de monter sur le pont, leur avait répondu : *Mori per mori, tant vaut domi.*

(Mourir pour mourir, autant vaut continuer à dormir.) Et lui s'était tourné du côté gauche sur le côté droit pour continuer son somme. Ce Blachère était un homme de sang-froid qui avait donné sa mesure en Champagne 1915, et à Verdun.

Le reste de notre voyage se fit sans incidents notables, sauf que, par suite de nos avaries, nous perdîmes le convoi, et que nous ne ralliâmes Salonique que le 25 janvier, après neuf jours de traversée.

Le 23 janvier nous eûmes, pour la première fois, l'éblouissante vision de l'Olympe, couronné de nuages, aux flancs neigeux, séparés de la mer par un brouillard rose et bleu.

Nous débarquâmes à Salonique par un matin gris et sale. Les minarets paraissaient dépaysés sous le crachin. Les navires de guerre fumaient tristement. Dans les rues boueuses, des buffles crottés traînaient lentement les charrettes macédoniennes. Aux carrefours, les indigènes subissaient les brutalités policières. Le poing du gendarme anglais, la canne du gendarme français mettaient un peu d'ordre dans cette population humblement malveillante.

III. — **Au camp de Zeitenlick.**

Les troupes du camp retranché de Salonique, qui n'étaient pas en ligne, bivouaquaient en général à Zeitenlick, à quelques kilomètres hors de l'enceinte de la ville. Français, Britanniques, Italiens, Russes et Serbes y voisinaient, sans trop fraterniser. Les soldats russes nous ignoraient. Les Serbes, amaigris encore par l'épouvantable retraite, nous regardaient avec méfiance. (Un de leurs grands chefs n'avait-il pas déclaré qu'il n'y avait que deux armées, la serbe et l'allemande?) Les soldats anglais ne fréquentaient les bivouacs français qu'à la fin du mois, pour y liquider quelque imperméable, quelque tente, voire même quelque mulet. Il s'agit là, on le comprend, de la partie la moins recommandable de l'armée britannique, l'espèce qui dit, dans un poème de Kipling : *Nous sommes de pauvres agneaux égarés. Bée... bée... bée...* Quant aux Italiens, mal nourris de macaroni cuit à l'eau, sans assaisonnement d'aucune sorte, ils se pressaient autour de nos cuisines roulantes, bien

accueillis par nos soldats qui leur refilaient fraternellement le rabiot de soupe et de viande.

Pourquoi toutes les nuits, des balles sifflaient-elles à travers le camp? Qui les tirait? Mystère! La première nuit, tandis que je me déshabillais, les pieds nus dans mes sabots — il y avait dix centimètres de boue sur toute la surface du camp — l'une d'elles passa en chuintant à travers les toiles de mon marabout. Il s'en fallut d'un rien qu'elle me frappât en plein front. J'appris le lendemain qu'il n'y avait guère de nuit qui se passât sans un accident mortel, et que cette fusillade venait principalement du camp russe.

Le lendemain de notre arrivée, nous nous mîmes à installer sérieusement notre bivouac. Les poilus reprirent en maugréant leur éternel métier de terrassiers. Sous la direction du chef de section, des rigoles se creusèrent autour des tentes-abris. Un système de canalisation fut improvisé pour drainer l'eau. Une pluie fine ne cessait de tomber, qui se transformait en neige, là-haut, sur les cimes des premiers contreforts des monts Rhodope. Dans le courant de l'après-midi, un coup de vent déchira un peu les nuages, et nous eûmes la brusque et éphémère vision de la rade ensoleillée, bleu et or mélangés, avec, au fond, dominant de haut une clôture de brumes violettes, l'énorme masse verte et rose de l'Olympe neigeux.

Pendant que les hommes s'occupaient à assainir leur campement, le capitaine M..., qui commandait la compagnie, m'emmenait passer l'inspection des fusils-mitrailleurs de notre unité. J'en retrouve trace sur mon carnet de campagne, et je le transcris ici. Je note qu'après essai, je fis envoyer à l'alésage trois de ces armes — sur huit. Nous venions seulement de les toucher et elles n'avaient encore pas servi, même pour quelques tirs d'exercice. Ce détail contribue à marquer la malfaçon des fabrications de guerre, et la légèreté — ou la complicité — avec laquelle étaient réceptionnées les fournitures de l'armée.

*
* *

Dès les premiers jours qui suivirent notre arrivée, je remarquai de curieuses évolutions dans la façon d'agir de certains de nos camarades ou de nos chefs. A la 5e armée, d'où nous venions (du front français), il était, paraît-il, bien

porté d'aller à la messe. Ces mêmes, exactement, qui, il y avait un mois à peine, nous faisaient à M... et à moi, reproche de notre tiédeur, et qui affectaient de mal comprendre que nous profitions de la liberté des dimanches matin au cantonnement pour tenter de gagner quelques heures de sommeil, cessèrent d'afficher leur zèle religieux. Nous eûmes même la surprise, dès le premier dimanche, de recevoir un tableau d'exercices pour la matinée, combiné de telle façon qu'il devenait impossible d'entendre le moindre office. C'est que nous étions à l'armée Sarrail. Il faut noter aussi que la division était alors commandée par le général C..., qui, dès le temps de paix, signalé comme particulièrement sectaire, avait donné des preuves manifestes d'insuffisance comme lieutenant-colonel, lors des manifestations antimilitaristes du 240e régiment de réserve. Quoi qu'il en soit, à l'égard de mes hommes, même aussi peu religieux que fussent la plupart d'entre eux, la chose prenait la proportion d'une brimade. Je pris sur moi d'exempter régulièrement de service trois des poilus de ma section, que je savais pieux, et de leur donner l'autorisation d'assister à la messe de l'aumônier de la division.

Ce jour-là, je constatai avec navrement l'état de santé du capitaine M... Depuis les attaques de Champagne, où il s'était extraordinairement surmené, il avait toujours dédaigné de prendre le moindre repos. A la tranchée, il donnait lui-même l'exemple de la vigilance, ne dormant jamais la nuit, faisant dans son secteur des rondes incessantes, inspectant les brèches faites dans les réseaux de fil de fer par les projectiles, mettant au besoin la main à la besogne pour qu'elles fussent séparées plus vite, sans que la tranchée fût dégarnie d'un défenseur et que le repos des hommes qui n'étaient pas de quart fût écourté ou troublé. A Verdun, que nous avions tenu sans répit du 22 juin au 16 août 1915, en première ligne, il avait fourni une dose d'énergie vraiment extraordinaire. Il y avait vingt-huit mois que nous vivions côte à côte, lui lieutenant et moi sous-lieutenant, tout d'abord, puis lui capitaine et moi lieutenant et j'avais appris à l'aimer comme un frère. Il était plus jeune que moi de dix ans. La guerre l'avait trouvé élève à l'École d'application de Saumur, jeune sous-lieutenant de dragons, encore plein de cet extraordinaire feu des saint-cyriens. Par un coup de hardiesse étonnant, le 5 août 1914, il avait eu la première

citation de sa division de cavalerie, à une époque où les citations étaient rares. En février 15, il avait demandé à passer dans l'infanterie, au moment même où je venais d'être nommé sous-lieutenant. Nous avions commandé deux sections, côte à côte, dans la même compagnie, sous les ordres d'un vieux colonial qui fumait l'opium, et qui, dans la tranchée du bois en H, devant Verdun, se baladait nu dans son kimono de soie étourdissante, à vingt mètres des Fritz. Nous avions mené de concert l'évacuation de ce fou charmant et dangereux, qui, au moment du danger, nous passait toutes les responsabilités et s'allongeait tranquillement sur la paille de sa cagna, pour fumer sa trentième ou quarantième pipe d'opium, en rêvant à quelque lointaine congaï, tandis que son ordonnance, transformé en boy, faisait docilement grésiller la boule de drogue sur la lampe d'argent. Nous avions peiné ensemble pour reprendre la compagnie en main et pour en faire, ce que je puis dire avec fierté qu'elle était, la première du régiment. On ne sait pas assez quels services les cavaliers ont rendus dans les armes où ils ont servi. Tout d'abord, ils y ont apporté « l'esprit cavalier ». C'est une chose qu'on connaît mal. La première chose qu'apprend un officier de cavalerie, c'est que son arme est celle *du sacrifice et des décisions rapides*... On lui enseigne ensuite à se débarrasser d'une quantité de préjugés mesquins. Et, surtout, on le forme à veiller à des détails matériels dont l'importance est considérable. Un chef de peloton, habitué à inspecter de près l'état de ses chevaux, après une marche, agit tout naturellement de même avec ses hommes. Quelle que fût la fatigue du capitaine M..., lorsque la compagnie atteignait enfin au cantonnement après une longue marche, je ne l'ai jamais vu manquer à inspecter minutieusement le couchage des hommes, escorté du chef de section et du fourrier. Je l'ai vu administrer un magistral coup de pied quelque part au fourrier de la compagnie, parce que celui-ci avait fait à la légère le cantonnement des hommes. Et, avant de se reposer à son tour, il trouvait encore la force d'inspecter, avec le caporal d'ordinaire, les cuisines et l'approvisionnement en vivres. Il n'était, à cette époque, guère plus qu'un adolescent. Mais son feu était tempéré par un parfait sang-froid. Chacun des hommes de la compagnie connaissait son courage au feu. Ce qu'ils ignoraient, c'était cette autre forme de courage, bien plus rare, bien plus pré-

cieux, qui consistait à résister fermement aux erreurs du commandement. Cette magnifique qualité s'était manifestée tout particulièrement à Verdun, où M... avait bellement refusé au colonel l'exécution de travaux qu'une reconnaissance menée en commun par lui et moi nous avait démontrés comme devant se terminer en catastrophe pour l'effectif qui y serait affecté, sans aucune espèce d'avantage possible. Il y avait gagné l'hostilité du colonel et du chef de bataillon. Après quarante-huit jours d'héroïsme quotidien, il était sorti de Verdun sans une citation, alors que notre voisin de compagnie, le lieutenant D..., déjà nommé, qui commandait la 11e, et dont nous avions ramené ensemble au combat l'unité débandée, après avoir cravaché et menacé de notre revolver son chef misérablement terré au moment où il eût dû se montrer, trouvait moyen de sortir de sa honte avec une croix de guerre, pour l'affaire même où nous avions fustigé sa lâcheté. La mer avait achevé d'éprouver la santé de M..., et le médecin-major du régiment, le docteur C..., insistait énergiquement pour qu'il consentît enfin à entrer à l'hôpital.

En conséquence, le 31 janvier, je perdais mon chef et mon camarade, évacué sur la villa Allatini, et je prenais, d'ordre du colonel, le commandement de cette 9e compagnie du 58e où je venais de servir pendant vingt-huit mois comme chef de section.

*
* *

L'évacuation de M... et la prise de possession de la 9e compagnie devaient avoir pour moi les répercussions les plus inattendues, des conséquences quasi romanesques et un peu tragiques. Ceux qui croient que l'aventure est désormais bannie de la terre ignorent tout de la subtilité avec laquelle les événements s'enchaînent les uns aux autres.

J'avais passé toute la journée du 31 janvier à éplucher, avec mon sergent-major Peyranne, la comptabilité de ma compagnie. Qu'elle fût en ordre, je n'en doutais pas un instant. La scrupuleuse administration de M... m'était bien connue, ainsi que la probité de Peyranne, excellent comptable dans la vie civile. Ce que j'en faisais, c'était pour m'initier à ces devoirs nouveaux qui allaient être les miens. Commander une section d'infanterie, c'est être le premier et le plus brave soldat de cette section ; c'est avoir un esprit de

justice suffisant pour répartir le plus équitablement qu'il est possible les corvées et les très menues faveurs dont dispose un lieutenant ou un sous-lieutenant ; c'est aussi se préparer à prendre à n'importe quel moment le commandement laissé vacant par suite d'un des hasards journaliers de la guerre. Pour me préparer au rôle de commandant de compagnie, j'avais eu l'exemple quotidien d'un capitaine, qui, je l'ai dit, était admirable. Avec un vieux Salluste, retrouvé dans une maison en ruines de Béthencourt, je trimbalais dans ma sacoche ce bréviaire admirable de l'officier de troupes (de toutes les armes) : *les Avant-postes de cavalerie légère*, par le général de Brack. Cet ouvrage, vieux d'un siècle, vaut encore aujourd'hui, parce qu'il est l'œuvre d'une expérience véritable. Il n'est guère de cavaliers qui ne s'en soient assimilé l'esprit, et c'est peut-être là qu'il faut retrouver le résumé de toutes ces qualités remarquables qui forment « l'esprit cavalier ». Où je me sentais le mieux assuré de bien commander l'unité qui m'était confiée, c'était dans la partie administrative. Car un capitaine, un commandant de compagnie, n'est pas seulement l'homme qui, marchant, autant que possible, en tête de sa compagnie (*caput tenens*), assure l'exécution tactique des ordres militaires, c'est aussi le directeur d'une unité administrative. Nourrir, coucher, habiller et payer des hommes, tel était le devoir particulier du capitaine. Toutes ces choses, dont la théorie m'avait donné des notions superficielles, il fallait que je les mette en pratique. L'expérience de Peyranne, vieux comptable rompu aux errements du métier, m'était infiniment précieuse. Mâchonnant sa pipe, souriant dans sa barbe poivre et sel de la naïveté de certaines des questions que je lui posais, le vieux sergent-major se montrait le plus parfait des maîtres. Je me rappelle qu'un incident comique rompit la monotonie de cette étude.

On sait que le cahier d'ordinaire doit être émargé par les fournisseurs. Nos marchands d'oignon et d'ail, en l'espèce des Macédoniens, s'étaient, d'un commun accord, refusé à signer leur nom sur ce registre. L'officier chargé des détails insistait pour que cela fût fait. Le fourrier, chargé de négocier avec les marchands indigènes, s'était heurté à un refus poli, mêlé de protestations de tendresse pour la France, et de haine à l'égard du souverain d'Athènes. Peyranne était perplexe. Pour satisfaire la sacro-sainte forme, il convenait

de faire un faux. Interrogés par moi, la plupart des commandants de compagnie avouèrent avoir recouru à ce moyen. Nous cherchâmes un nom pour les fournisseurs grecs, et le génie inventif de Peyranne me fournit celui de Καγαρασπαχι, dont l'esprit un peu gaulois ne peut être saisi que par des gens qui comprennent la langue provençale. Le cahier d'ordinaire de la 9e compagnie, pour le mois de janvier 1917, porte ce nom en marge d'une vingtaine de menus achats, à la grande joie du petit état-major de la compagnie.

Le travail de contrôle de la comptabilité et du boni nous mena jusqu'à la tombée de la nuit. Il avait plu tous les jours précédents et la terre du camp était maintenant absolument détrempée. Les oreilles bourdonnant encore des chiffres énoncés par Peyranne, j'endossai un imperméable et j'invitai un de mes sous-lieutenants à faire, avec moi, un tour dans le camp. C'était B..., un brave garçon, pas très fin, que sa bravoure seule avait désigné pour l'épaulette, et qui commandait avec plus d'énergie que d'intelligence. Le sous-lieutenant de G... de L..., de la 11e compagnie, se joignit à nous.

Par suite de ce que je considère comme une erreur de commandement, on avait laissé un certain nombre de marchands macédoniens installés tout autour du camp, et même, dans le camp, des espèces de cantines où ils débitaient un vin de Samos frelaté. J'avais mis mes hommes en garde contre cette boisson, dont les effets s'étaient déjà manifestés. J'avais dû punir sévèrement un poilu de ma section pour ivresse furieuse. Je sentais bien que lui, buveur de vin naturel de France, s'était laissé surprendre par ce traître et gluant breuvage. La punition, que j'avais eu grand soin de ne faire figurer sur aucune pièce officielle, n'était en réalité que fictive. Elle avait, du moins, servi à modérer le goût que les autres auraient pu avoir pour le vin de Samos. Ce même jour, l'un de mes premiers soins avait été de consacrer une partie du boni laissé à ma disposition pour acheter à l'usage de ma compagnie une barrique de vin de l'intendance, à titre remboursable. J'ai horreur de l'ivresse. Mais de deux maux, il faut choisir le moindre, et il valait encore mieux que mes hommes achetassent le vin de l'intendance, quitte à se mettre en gaieté, que de boire ce triste et brutal poison oriental.

A peine avions-nous fait quelques pas en dehors des

limites de la compagnie que nous fûmes attirés par le feu d'une de ces baraques dont j'ai parlé. Le mercanti levantin qui la tenait vendait des allumettes, dont j'étais dépourvu, et nous dirigeâmes nos pas de ce côté.

Le feu se reflétait dans une flaque d'eau, et nous la contournâmes pour ne pas nous y embourber. Comme nous le faisions, un groupe composé de quatre ombres surgit de l'autre côté, et nous entendîmes ricaner. Une phrase à demi étouffée parvint jusqu'à nous : « Tu vas voir comment on va les arroser. » Aussitôt, nous fûmes aspergés d'eau et de boue par un de ces individus.

C'étaient probablement des ivrognes, et, décidé à ne pas me compromettre avec eux, je m'éloignais déjà silencieusement. L'obscurité de la nuit me semblait un prétexte suffisant pour admettre que ces mauvais plaisants n'avaient pas reconnu nos galons. De G... de L... suivit, mais B..., malheureusement, ne comprit pas le motif de notre silence. Je l'entendis dire :

— Attention, vous autres, ce sont des officiers que vous vous amusez à asperger.

C'était la dernière gaffe à faire, et je le compris aussitôt. Car l'un des hommes se mit à rire grossièrement et lui répondit :

— Les officiers on les... (*ici, un mot qui brave la pudeur*), et s'ils ne sont pas contents, on leur cassera la gueule. Au besoin, on commencera par toi...

Il s'agissait de rébellion pure et simple, et je m'avançai pour prendre le nom de l'homme qui avait prononcé ces paroles. En même temps, ces quatre mauvais sujets entouraient B... et lui mettaient la main à la gorge. Il n'y avait qu'une chose à faire, et je la fis : me servir de ma canne pour dégager B... Trente secondes après nous étions maîtres du champ de bataille, assez attristés les uns et les autres. Je fis immédiatement un rapport écrit au colonel, et je me remis à mes études administratives.

*
* *

Le lendemain, 1er février, j'étais convoqué chez le major du camp. Par les flaques d'eau, sous un ciel mélancolique, je me présentai chez ce personnage. Il occupait, dans une baraque, un abri confortable. Moi, qui couchais dans la

boue froide de ma tente, sans feu, qui, depuis trente mois, avais désappris ce que c'était qu'un lit, j'oubliais l'ennui de cette convocation pour me chauffer à la gaieté de ce poêle.

D'une pièce attenante sortit un homme bedonnant et courtaud, vêtu de kaki, coiffé d'une imposante chéchia. Tout en saluant, je remarquai, par la porte entr'ouverte, l'aspect confortable de cette seconde pièce, avec son lit bien fait et son fauteuil. Les gravures égrillardes de *la Vie parisienne* décoraient le mur. Le commandant me rendit à peine mon salut, s'assit, et me laissa debout, au garde-à-vous.

Il ouvrit une chemise de carton et étala les paperasses d'un dossier. La première pièce en était le rapport que j'avais écrit pour mon colonel, et qui fut écarté d'un geste dédaigneux par le personnage.

— Hum ! hum ! votre rapport... On n'est pas forcé de vous croire, n'est-ce pas?

— Mon commandant !...

— Taisez-vous. Je suis le major du camp... Il n'y a que moi qui ai la parole ici.

Ainsi traité, je me figeai immédiatement. Le commandant G... déplia un second papier, dont il daigna me donner lecture. C'était une accusation nette de brutalité injustifiée, formulée contre moi par un capitaine du 40e de ligne. Son ordonnance était au nombre des quatre hommes que j'avais été obligé de rappeler à l'ordre. Cette missive, qui donnait de l'incident une version tout à fait fantaisiste, exaltait les mérites de l'ordonnance.

— Qu'avez-vous à répondre à ceci? me dit le chef d'escadron G...

— Il vous suffira de lire mon rapport, et de le contrôler par le témoignage des sous-lieutenants B... et de G... de L..., qui étaient présents au moment de l'incident, pour vous faire toucher du doigt la fausseté de cette accusation.

— Alors, vous accusez le capitaine P... d'avoir menti?

— Plus simplement, mon commandant, d'avoir été mal informé par son ordonnance.

Le chef d'escadron tira une bouffée de son cigare et prononça de nouveau les paroles déjà entendues :

— On n'est pas forcé de vous croire, vous...

— Mais enfin, mon commandant, je proteste contre les termes de cette lettre...

— Ah ! non content de frapper vos subordonnés, vous insultez encore vos supérieurs.

— Mais je n'insulte personne !

— Si ! vous accusez le capitaine P... d'avoir menti.

— Mais, mon commandant, qu'est-ce que le capitaine P... peut savoir de l'incident? Il n'était pas là...

— Il le sait par son ordonnance.

Impatienté, je ripostai :

— On n'est pas non plus forcé de croire ce que raconte l'ordonnance, qui, tout de même, s'est rendu coupable d'insultes et de menaces à l'égard d'officiers.

— Le capitaine P... affirme l'honorabilité de son ordonnance, répondit le commandant G....

— Mon commandant, permettez-moi de vous faire remarquer que c'est me traiter, moi, de menteur. Mais deux autres officiers ont assisté à la scène. Vous connaissez leurs noms. Interrogez-les.

— Ce sont vos complices, et leur témoignage ne prouvera rien. Dès hier soir, j'ai interrogé les quatre hommes que vous avez si indignement brutalisés. Tous quatre vous accusent.

Il se mit à me lire le récit de l'interrogatoire des quatre soldats. Instruit par le résultat de cette première escarmouche, je me gardai bien de lui faire remarquer les contradictions flagrantes entre les quatre dépositions, ni les passages qui confirmaient entièrement le rapport que j'avais fait de l'incident. L'idée m'était déjà venue que je pourrais avoir besoin de soumettre la chose à un défenseur, et, devant la mauvaise foi évidente du major du camp, je ne me souciai pas de révéler à cet inquisiteur les points faibles de mes adversaires. J'allais me féliciter, moins de deux minutes plus tard, de ma prudence. Après avoir de nouveau feuilleté le dossier, le commandant se tourna vers moi et me dit :

— Eh bien ! qu'avez-vous à répondre?

— Je m'en tiens aux termes mêmes de mon rapport. Je n'ai rien à y ajouter, ni à en retrancher.

Il se frotta les mains, et ricana :

— Ha ! ha ! le général Sarrail, qui m'a chargé de l'enquête, m'a déjà fait savoir que vous serez puni sévèrement... sévèrement, monsieur !... Oui, sévèrement... Vous vous croyez dans l'armée allemande. Vous êtes dans l'armée républicaine... Oui, républicaine, monsieur.

Et il ajouta :

— Dimanche, il y avait de vos hommes à la messe, pendant l'exercice. Vous auriez mieux fait de vous occuper de vos devoirs d'officier. Vous pouvez disposer.

Je saluai, en faisant claquer mes talons — comme à mon vieux 20e corps — et je sortis.

*
* *

Il m'est assez difficile de démêler les sentiments qui se heurtèrent en moi. Fils et petit-fils d'officier, j'avais été élevé dans le culte de l'armée. Quelque chose, en elle, m'apparaissait soudain comme pourri. Ainsi, en pleine guerre, j'étais victime des idées démagogiques et sectaires. Dès mon arrivée à l'armée d'Orient, j'avais été espionné. Quelqu'un possédait une fiche sur moi, autre que ce feuillet d'officier dont j'avais tant de droits à être fier, à cause des notes qui m'avaient été données au cours de trente mois de guerre. J'étais venu d'Amérique, abandonnant là-bas tout ce que je possédais. J'avais gagné ma médaille militaire, la première de la division, en prenant volontairement, devant Saint-Mihiel et Chauvencourt, le commandement d'une section d'infanterie, au cours d'une attaque, alors que son chef — plus ou moins blessé — n'avait pas fait trois mètres hors des parallèles de départ, où ma propre compagnie était en réserve... J'avais eu toujours à la mémoire cette phrase prononcée tant de fois par mon père, à l'époque où je rêvais d'être militaire : « Un officier doit être le plus brave de ses hommes... » Jamais on n'avait réclamé de volontaires pour une reconnaissance ou un coup de main, sans que je dise : « Présent. » ...J'avais, après les attaques, conduit des patrouilles jusqu'aux fils de fer allemands afin de ramener mes blessés et d'enterrer mes morts... J'avais pris pour moi, toujours, et en n'importe quel secteur, le poste le plus périlleux et le plus fatigant de ma section. Rien de tout cela ne comptait. En pleine guerre, j'étais tragiquement brimé, parce que j'avais envoyé, le dimanche précédent, quelques soldats à la messe, au lieu de leur faire faire un maniement d'armes inutile.

D'autre part, une certaine fierté me venait de souffrir, parce que j'avais fait mon devoir, et que je l'avais fait avec largeur d'esprit. Aussi je savais, maintenant, que des quatre sacripants que j'avais dû rosser, aucun n'appartenait

au 58e régiment d'infanterie. Ce m'était un soulagement véritable que de penser que toute cette honte rejaillissait autre part que sur mon régiment. Jamais je ne me serais imaginé que l'esprit de corps était aussi fort. Que m'importaient le 40e et le 61e de ligne? Mon régiment seul comptait à mes yeux !

Je rentrai dans la tente qui servait de bureau à la compagnie, et je repris courageusement avec mon sergent-major le travail administratif que j'avais entrepris.

*
* *

Le 2 février, ma compagnie était de service, et j'étais occupé à mes fonctions de capitaine de jour, tandis que le reste du régiment faisait une marche dans la boue. Je jetais un coup d'œil sur les travaux de nettoyage du camp, et sur le service de garde, quand un agent de liaison du colonel vint m'avertir que j'étais attendu dans la tente du commandant F..., mon chef de bataillon.

J'y trouvai le colonel I..., le commandant et le capitaine L..., adjudant-major. C'étaient pour moi — surtout les deux derniers — des amis autant que des chefs. Leur tristesse me frappa dès mon entrée dans le marabout. Le colonel se promenait d'un air soucieux, mordillant sa moustache noire. Le commandant, les yeux perdus dans le vide, lissait sa barbe blonde, d'un geste machinal. L'adjudant-major avait une stupeur indignée.

Je les saluai et le colonel insista pour que je m'assoie sur une cantine. Il me fit un long discours, d'où il résultait qu'il avait une profonde estime et une véritable affection pour moi. De grosses gouttes de sueur perlaient sur son visage. Le commandant continuait à détourner les yeux et le capitaine serrait les poings. Enfin le colonel rassembla son courage et me dit :

— Lisez ceci. Je n'y suis pour rien, croyez-moi.

Et il me glissa dans la main un papier.

C'était un ordre manuscrit, fort bref, de la propre main du général Sarrail. Il prescrivait qu'on me fît *immédiatement* conduire à *la prison publique* de Salonique, sous la conduite de l'officier de police (en espèce l'adjudant-major) de mon régiment. Aucune autre explication n'était donnée.

Le colonel me prit les deux mains.

— Mon cher ami, vous n'êtes pas un militaire de carrière, et il y a des choses que vous ne savez pas, me dit-il. Vous avez le droit de refuser les arrêts de rigueur qui pourraient vous être donnés, et de demander à passer en conseil de guerre. Il n'y a que là, je crois, où vous puissiez trouver la justice.

Le commandant F... me serra tristement la main, et le capitaine L... me dit :

— Vous allez faire préparer votre cantine, vous mettre en tenue, et prendre votre sabre. J'insiste là-dessus. Vous ferez charger votre cantine sur une voiture de votre compagnie, et vous viendrez me prendre à ma tente. Nous irons à Salonique bras dessus bras dessous, et nous irons tous deux prendre quelque chose à la terrasse du café Flocca, avant d'aller à la prison. Je tiens à bien montrer que je ne me solidarise pas avec ces infamies-là.

Un quart d'heure après, nous étions sur la route de Salonique.

M. Constantin-Weyer.

(A suivre.)

Canovas del Castillo[1]

TROISIÈME PARTIE

COMMENT ON CONTINUE L'HISTOIRE

III. — **L'organisation de la Monarchie moderne.**

A Don Antonio Cánovas del Castillo, une famille espagnole reconnaissante.

(Dédicace au bas d'une photographie de la famille royale dans le grand salon de la Huerta.)

a) *Le Ministère-Régence.*

La grande difficulté, et peut-être même le grand péril, pour une restauration, comme, en général, pour tout changement de régime, est, immédiatement après le choc, dans la période de transition, où, entre ce qui vient d'être détruit et ce qui n'est pas encore construit, on ne doit laisser s'intercaler rien qui ne soit selon le plan du nouvel édifice ni selon l'esprit du nouvel occupant. Au risque de décevoir des vanités ou des ambitions avides de se satisfaire, bien pis, de paraître ingrat envers d'anciens et d'éclatants services, il faut éviter l'interrègne de ce qu'on appelle un « gouvernement provisoire ». D'abord, parce que, souvent, ces soi-disant gouvernements ne sont que des sortes de « co-

(1) Voyez *la Revue universelle* des 1er janvier, 15 février, 1er mars, 1er juin, 1er juillet, 1er août, 15 septembre 1929.

mités » improvisés dans le désordre et qui s'investissent eux-mêmes. Ainsi en fut-il, par exemple, chez nous, en 1848. On raconte qu'Adolphe Crémieux, chargé, comme ayant la plus belle voix, de lire, d'une fenêtre de l'Hôtel de Ville, au peuple assemblé sur la place, la liste où il ne figurait pas, y ajouta tranquillement son nom, par une usurpation contre laquelle personne ne songea à protester. De même, après le Quatre-Septembre, le gouvernement de la Défense nationale fut composé, ou plus exactement se composa, en son fond, des représentants les plus populaires de Paris : on n'aurait jamais osé, en temps normal, former de cette façon un simple ministère. Mais surtout il importe de se souvenir que, dans ces occasions, ceux qui se présentent les premiers sont toujours des hommes de main, qui sont rarement des hommes de tête, et, même sincères et désintéressés, de redoûter leurs passions et leurs rancunes, de se garder de leurs emportements, ou seulement de leur manque de mesure, parce que, les fautes que commettent les « gouvernements provisoires », ce sont les gouvernements définitifs qui les paient. Maxime : partout où une restauration ou une révolution (car une restauration est une contre-révolution et, par conséquent, une révolution, un « retournement » en un autre sens), partout où une restauration a chance de réussir, c'est-à-dire partout où elle n'est pas une rencontre de hasards, partout où elle est une action voulue, méditée, combinée, il lui faut tenir tout prêt *son* gouvernement, déjà confié aux hommes à qui elle le laissera, et qui auront mission à la fois de la faire, de l'asseoir et de l'organiser.

Une des raisons du succès de la restauration des Bourbons en Espagne est précisément dans le fait que, depuis plus d'un an, le chef du gouvernement à venir était désigné, en possession de la lettre royale qui le nommait, et qu'il pouvait donc assumer régulièrement, tout de suite et pour longtemps, la somme du pouvoir, joignant à la présidence définitive du Conseil la régence jusqu'à l'arrivée et, comme on dit ailleurs, « l'inauguration » du roi. L'homme qui devait rédiger la Constitution de 1876 était le même que l'homme qui, en 1874, avait rédigé le Manifeste de Sandhurst. Quant à son ministère, s'il n'était pas composé à l'avance, il ne serait ni long ni malaisé de le former sur l'heure. Il suffisait de le vouloir le moins étroit et le moins exclusif, mais, au contraire, le plus large et le plus compréhensif de tous les minis-

tères possibles, l'unité de vue et de direction y étant, d'autre part, fortement assurée en la personne et par la personnalité du Chef.

Dans la soirée du 30 décembre, le préfet de Madrid (1), M. Moreno Benítez, avait reçu du général Primo de Rivera l'ordre de rendre sans nul délai leur liberté aux notabilités royalistes consignées chez lui depuis la veille. Il entra aussitôt dans le grand salon où, encore ignorants du triomphe reconnu de leur cause, se trouvaient réunis, autour de Cánovas, MM. Escobar, López Roberts, Cadorniga, le comte de Toreno et quelques autres. Il leur dit, de la porte : « Messieurs, j'ai à vous faire une communication qui vous étonnera. » Ce préambule fit que tous les regards se fixèrent sur le gouverneur civil, qui reprit : « Le roi Don Alphonse a été proclamé, et c'est moi, maintenant, qui suis votre prisonnier. » A l'unanimité, ils l'assurèrent de leur sympathie, le remercièrent de son hospitalité, prirent congé de lui avec des compliments. Cette captivité, comme tout le reste, finit en galanterie castillane. Plus tard, pour en augmenter l'effet, on a transposé la scène ; on a voulu qu'elle se soit passée directement entre Sagasta et Cánovas, qui n'auraient eu qu'à changer de place du cabinet ministériel à la chambre de détention et inversement ; mais la vérité est assez jolie, telle qu'elle est ; elle n'a pas besoin qu'on l'embellisse.

Les alphonsistes, libérés, félicités, et déjà sollicités, retournèrent chacun chez soi, avertis par leur chef qu'il les rappellerait incessamment, afin de constituer un gouvernement et des autorités de tout rang. Lui-même, sur l'invitation de Primo de Rivera, se rendit à la capitainerie générale, où plusieurs militaires de haut grade et quelques hommes politiques l'attendaient.

Sans perdre de temps, Primo de Rivera avait annoncé aux préfets le changement de régime et, d'accord avec Cánovas, notifié au général Martínez Campos sa nomination au commandement en chef de l'armée de Catalogne. Il l'avait invité à rejoindre en hâte ce poste « où sa présence était nécessaire », autant sans doute pour l'écarter de Madrid et

(1) Pour ce premier paragraphe, comme pour les deux chapitres précédents, je suis de très près le récit de M. Houghton, *ouvrage cité*, qui, prudemment interprété, a l'intérêt d'un témoignage.

de la politique que pour se défaire du neveu de Serrano, López Dominguez, suspect *a priori* de par cette parenté même, mais que ses attaches de famille ne devaient pas empêcher de faire, dans la suite, carrière sous la Monarchie. D'autre part, dès le 30 décembre, avant minuit, Don Fernando avait confirmé Laserna dans le commandement de l'armée du Nord, par application du décret de Serrano du 8 décembre, organisant le commandement des armées, lorsque le chef de l'État ne l'exerçait pas de sa personne.

« Ces dépêches, remarque M. Houghton, sont curieuses à plus d'un titre. On y voit, en effet, combien les meneurs du mouvement alphonsiste comptaient les uns sur les autres pour faire triompher leur cause. On y lit entre les lignes combien le terrain était préparé et jusqu'à quel point tous les militaires à la tête des grands commandements pensaient que leurs compagnons d'armes les seconderaient au premier appel. »

A cette réunion préliminaire et urgente, qui allait donner un gouvernement à la Restauration faite sinon par les armes, du moins sous les armes, Primo de Rivera avait convoqué, outre Cánovas en dehors de qui rien n'eût pu être fait au nom du Roi, le maréchal comte de Cheste, le lieutenant général Gennaro de Quesada, et M. Romero Robledo. Les Cinq prirent ensemble les dispositions les plus urgentes, puis appelèrent à une seconde réunion, dans la nuit même du 30 au 31 décembre, les anciens ministres et les personnages les plus importants en résidence à Madrid, pour procéder au choix des titulaires de hauts emplois qui ne pouvaient demeurer vacants ou insuffisamment tenus, et pour former un ministère-régence.

« Aussitôt le bruit se répandit en ville que le capitaine général était en train de constituer un gouvernement au nom du roi Alphonse... » (On ne peut pas laisser passer, sans la relever, cette phrase du malveillant ou peu bienveillant témoin. Ce n'était pas, ce ne pouvait pas être au capitaine général de constituer ce gouvernement *au nom du Roi*; il n'avait pour cela ni qualité ni vocation ; le président du futur Conseil, son « formateur » était désigné nominativement par le rescrit de Don Alphonse XII dont était porteur Cánovas, et il s'appelait Cánovas del Castillo.) Mais enfin, aussitôt qu'on apprit dans Madrid qu'un ministère-régence se constituait, les antichambres et les salons du palais de

Buenavista furent envahis par une foule d'hommes politiques, de généraux, d'officiers se réclamant de tous les anciens partis monarchistes et de tous les groupes de la Révolution qui avaient récemment adhéré à la cause de la Restauration... On voyait dans cette foule les « modérés » qui avaient suivi autrefois Narvaez et Gonzalez Brabo, les membres de l'Union libérale du maréchal O'Donnell, les vieux courtisans d'Isabelle II, les vétérans du trône et de l'autel qui avaient boudé depuis six ans, les grands d'Espagne, les chevaliers des ordres nobles et militaires, les hobereaux, les « titres » de Castille et des Indes... Tous ces revenants de l'Ancien Régime regardaient un peu de haut ou de travers les nouveaux venus, les ouvriers de la dernière heure, les constitutionnels, les amis de MM. Romero Robledo, Ayala, Silvela, Alonzo Martínez, Candau, « les gens qui avaient repassé le pont d'Alcolea » (c'est-à-dire renié la révolution de 1868).

Tandis que le ministère de la Guerre, où se tenait la séance, était dans cette agitation, au dehors, la ville retrouvait le calme, quoique les rues et les lieux publics fussent remplis de gens en quête de nouvelles. « Les visages des royalistes et des catholiques (1) étaient épanouis. (*Catholiques* n'a probablement pas été glissé ici sans la pensée de jeter une teinte de « cléricalisme » sur la Restauration telle qu'elle avait été conçue et dirigée par Cánovas, comme si, dans un pays dont la quasi unanimité des habitants appartient à cette Eglise, les « catholiques » se reconnaissaient à leur tête ou à leur démarche !) Les uns et les autres, tout joyeux, s'abandonnaient sans défense à ces illusions sans bornes qui sont, avec les rancunes soudain réveillées, l'un des pires dangers que puisse courir, en ses premiers jours, un régime nouveau ou relevé. Tout ce monde s'embarquait pour l'Eldorado. Toute chose allait être à merveille, en Espagne même, aux colonies, partout. On allait avoir, par la seule vertu de la monarchie, paix, grandeur, richesse, facilité et abondance de vie. Il y avait bien encore là-haut, dans les pays basques et navarrais, la fureur carliste ; mais, rien qu'à entendre l'acclamation populaire, les armes allaient tomber des mains de ces frères égarés, qui ne manqueraient pas d'accourir pour donner à leurs frères fidèles le baiser de réconciliation.

(1) A. Houghton. *ouvr. cité.*

Vers minuit, les anciens ministres et les membres les plus éminents du parti commencèrent à se présenter. On vit venir ou revenir le comte de Cheste, le marquis de Molins, MM. Benavides, Moyano, Esteban Collantes, Barzanallana, Salaverria, Fernando Alvarez, Corvero, Romero Robledo, Orovio. Cánovas les reçut dans le cabinet de Primo de Rivera. Après les félicitations de circonstance, tous se turent pour le laisser parler. Il déclara sans périphrases que la réunion n'avait qu'un objet, qui était de former un gouvernement chargé de gérer les affaires jusqu'à l'arrivée du Roi. (Non point, redisons-le, un gouvernement provisoire quelconque, mais le premier gouvernement de la Monarchie restaurée en la personne de Don Alphonse XII, le premier gouvernement du Roi, sous la présidence de lui, Cánovas, désigné, investi par le Roi ; un ministère temporaire, — ils le sont tous, mais la durée de celui-ci était d'avance limitée à l'arrivée du Roi, — qui jusque-là administrerait le royaume, et ferait office de Conseil de régence.)

Tout d'abord, furent nommés le gouverneur civil et le maire de Madrid, qui furent respectivement le duc de Sexto et le comte de Toreno, — petit-fils de l'homme d'État célèbre, — en remplacement de M. Moreno Benítez et du marquis de Sardoal. D'après Houghton, la réunion aurait eu l'idée d'offrir à Primo de Rivera le ministère de la Guerre à titre définitif, et même la présidence du Conseil. Mais, sur le second point, il y a impossibilité, puisque Cánovas portait depuis plus d'un an le mandat royal, et, sur le premier, tout au moins invraisemblance, parce que les événements récents et l'opinion enracinée de Cánovas sur « la dictature *de campamento* » ne conseillaient pas ce choix au chef d'un gouvernement encore mal assuré. Au reste, Don Fernando aurait refusé ces deux emplois, et l'on aurait même eu quelque peine à obtenir qu'il conservât sa capitainerie générale.

Une autre question, du même ordre, se posait : que déciderait-on à l'égard de Martínez Campos, qui annonçait, pour le surlendemain, son arrivée en compagnie des généraux Jovellar et Daban, à Madrid où ils eussent été flattés de faire une espèce d'entrée? On s'arrêta à la résolution de lui conférer le grade de lieutenant général, motifs tirés des services rendus, les années précédentes, à Valence et en Catalogne, et de le nommer capitaine général de Barcelone, commandant en chef de l'armée qui opérait dans la province. Martínez

Campos y prendrait la succession du serraniste, et même serranien, López Dominguez, dont on était pressé de se débarrasser, car, outre qu'il tenait par le sang au duc de La Torre, il avait répondu à la notification qui lui avait été faite des *pronunciamientos* de Sagonte, Valence, Madrid, et de la démission de Serrano, qu'il remettrait son commandement lorsqu'il se verrait en présence d'un gouvernement créé par la volonté nationale. Mais cet intransigeant s'inclina, sans en demander tant, quand il se fut rendu compte que la presque totalité des généraux et la plupart des officiers étaient acquis à la Restauration, d'un bout à l'autre de l'Espagne.

On en vint enfin à la formation du ministère. Cánovas n'en *reçut* pas, il en *occupa* naturellement la présidence, non par le suffrage de ses pairs, mais par la délégation que le prince Don Alphonse lui en avait faite, avec des pouvoirs très étendus, et, pour ainsi dire, avec un blanc-seing, le 22 août 1873, seize mois avant le *pronunciamiento* de Martínez Campos. « Les conseillers de la reine Isabelle et de son fils, note M. Houghton, avaient préféré confier ce blanc-seing à un homme d'État civil plutôt qu'à un militaire, pour ne pas obliger la Restauration à être par trop dépendante de l'épée qui lui rouvrirait les portes de l'Espagne. Leur choix s'était porté sur l'homme d'État qui avait été un des collègues du maréchal O'Donnell et qui avait joué, durant la Révolution, un rôle très actif dans les Parlements et dans les luttes politiques, comme champion des droits du prince Alphonse et comme défenseur acharné de la « monarchie parlementaire et constitutionnelle à la moderne ». Plusieurs autres hommes d'État auraient pu invoquer des services passés, leur grande situation, leurs sacrifices même, pour prendre le pas sur M. Cánovas del Castillo (*qui n'avait alors que quarante-six ans*) ; mais tous comprirent que, dans les circonstances du moment, il pouvait, mieux que personne, diriger leur jeune prince et lui gagner les sympathies d'un pays où il fallait tenir compte des événements récents et des nouveaux courants de l'opinion, dans la difficile mission de restaurer les institutions et les traditions de la monarchie héréditaire (1). »

Le caractère de la Restauration est ici nettement marqué ;

(1) A. Houghton, *ouv. cité*, p. 378.

c'est précisément celui que Canovas, après de longues méditations et des études minutieuses, avait voulu lui imprimer : la monarchie relevée serait « héréditaire », mais aussi « parlementaire et constitutionnelle, à la moderne » ; et c'est précisément parce qu'il en avait donné cette formule que Cánovas avait été préféré entre tant d'autres, ou, du moins, entre plusieurs autres, qui, comme lui, voulaient la monarchie, mais qui, sans doute, ne savaient pas comme lui ce qu'elle devait être, pour quelles raisons, ni comment, à quelles conditions, elle pourrait durer.

Dès le début, il procéda, on en convient, avec tact et habileté, avec une sûreté de main qui montre qu'il ne s'était pas laissé surprendre par l'événement. Le plan de son ministère, si ce n'est son ministère même dans les personnes qui le composeraient, était fait avant qu'il le fît, non moins que le corps de doctrine qu'il lui proposerait et, au besoin, lui imposerait pour programme. L'unité en serait en lui ; il en serait, — lui, c'est-à-dire la Monarchie telle qu'il entendait la construire, héréditaire, constitutionnelle, parlementaire, moderne, — le lieu d'unité. Sûr de l'être, parce que résolu à l'être, il pouvait élargir le cercle, dont il tiendrait inébranlablement le point central. Cánovas, en conséquence, offrit des portefeuilles, et à des vétérans du parti *moderado*, ses adversaires de 1866, Moyano, Fernando Alvarez, Barzanallana, et à son vieil ami Esteban Collantes. Tous les quatre s'excusèrent pour des motifs privés. Le ministère n'en fut pas moins constitué dans le même esprit. Le général Jovellar, M. Castro, le marquis de Molins, M. Salaverria, le marquis d'Orovio M. de Cardenas (Union libérale et *moderados*) eurent la Guerre, les Affaires étrangères, la Marine, les Finances, les Travaux publics, la Justice. Les Colonies furent attribuées à López de Ayala et l'Intérieur à Romero Robledo, hommes d'État de la Révolution, anciens ministres du roi Amédée, ralliés à l'alphonsisme, par dégoût de la République fédérale, en 1873. Président du Conseil des ministres, et chef de la Régence, sans département spécial, Cánovas, le gouvernement une fois constitué, adressa, avec l'adhésion de Primo de Rivera, un télégramme d'hommages et de félicitations à la reine Isabelle, mère du jeune Roi.

Le décret instituant le ministère-régence fut publié dans la *Gazette officielle* du 31 décembre. Le protocole en est intéressant :

« Le roi Don Alphonse de Bourbon et Bourbon ayant été proclamé par la nation et par l'armée, le moment est venu de faire usage des pouvoirs qui me furent conférés par décret royal du 22 août 1873, en vertu desquels, et au nom de S. M. le Roi, je viens décréter ce qui suit... »

Un mot ne peut manquer de frapper, dans ce préambule, c'est le mot : « l'armée » ajouté à « la nation ». On est, tout d'abord, étonné que Cánovas, étant donnés ses sentiments hautement déclarés sur la politique et les militaires, ne se soit pas refusé à l'écrire. Mais il n'est pas besoin de réfléchir longtemps pour en découvrir la raison, aussi simple qu'impérative. La monarchie rétablie de la veille n'était pas de force à paraître défier la force. Et puis ce n'était que la constatation d'un fait, nullement l'affirmation d'un principe, ni l'indication d'une méthode. Il y avait un compte à régler, avant de fermer et afin de pouvoir fermer le livre où s'inscrivent ces sortes de dettes. Par un deuxième décret du même jour, 31 décembre 1874, le maréchal de camp Don Arsenio Martínez de Campos y Antón était nommé lieutenant-général, avec ancienneté du 8 août 1873, date de la prise de Valence à laquelle il avait coopéré. Le principal auteur du *pronunciamiento* de Sagonte fit quelques difficultés pour accepter cette promotion, soit qu'il ne voulût pas la devoir en réalité à un geste militairement blâmable, soit que, politiquement, il eût nourri d'autres espérances, mais Jovellar tint ferme, parla péremptoirement, et Martínez Campos dut obéir, avec la consolation de se trouver à Barcelone pour y recevoir Alphonse XII et de l'accompagner à Valence et à Madrid, quand le Roi ferait dans sa capitale son entrée solennelle. C'était peut-être à quoi il tenait par-dessus tout : à l'image, au symbole. Un troisième décret relevant López Dominguez de son commandement de l'armée de Catalogne, un quatrième nommait à ce poste le lieutenant général Don Arsenio Martínez de Campos.

Le premier de ces décrets, celui qui instituait le ministère, était signé de Cánovas seul, comme délégué à l'exercice de la fonction royale en l'absence de Don Alphonse XII, par effet de la pleine puissance et de la volonté souveraine, dégagées de toute formalité dans la carence de tout régime et de tout instrument constitutionnel. Les autres, signés également de Cánovas, comme président du ministère-régence, étaient contresignés de Don Fernando Primo de Rivera, ministre

de la Guerre *par intérim*, en attendant l'arrivée du général Jovellar, dont on avait escompté le consentement. Petit trait de mœurs à ne pas négliger : éclectique, la *Gazette officielle* insérait en même temps, dans une belle suite bien tranquille, les derniers actes du gouvernement républicain et les premiers du gouvernement monarchique.

On a dit que les hommes politiques présents à la réunion avaient rivalisé à ce point de modestie et de désintéressement (remarquons que la Restauration en était seulement à son troisième jour) que Cánovas s'était vu à deux doigts de ne pas pouvoir former le cabinet. Pour mettre sur pied sans retard sa combinaison, il lui avait fallu y faire entrer d'office trois personnages non consultés, le général Jovellar, Castro et Ayala. Les représentants du parti le plus réactionnaire d'avant la Révolution, les *moderados*, apportèrent une façon de coquetterie à « s'effacer pour laisser prédominer dans le premier Conseil de la Monarchie restaurée leurs anciens adversaires de nuance plus libérale, les hommes nouveaux et les convertis, imitant en cela l'exemple du vénérable vétéran de leur parti, le Berryer espagnol, Don Claudio Moyano, qui, intransigeant sur les principes, inébranlable en sa doctrine, n'en conseilla pas moins, au début de la Restauration, de faire du nouveau régime, non une revanche, mais une ère de pacification et de chevaleresque oubli de tout ce qui avait été dit ou fait depuis 1868... » Ce fut, au reste, un des caractères de la monarchie renaissante que cette disposition à ne pas abuser de la victoire... Et c'est après avoir beaucoup insisté, non seulement en paroles à Madrid, mais par les instructions données aux autorités militaires et civiles dans les provinces, « sur la nécessité de ne rien faire qui pût froisser les vaincus ou exaspérer leurs susceptibilités dans les premiers moments, mais, au contraire, de donner la conciliation et la modération comme bases à la nouvelle politique », que la réunion se sépara et que le ministère-régence inaugura ses fonctions (1).

La réaction en province fut vive et immédiate ; « réaction, » dans le sens de retentissement, de prolongement, de développement de l'action. Du jour au lendemain, elle se déclara. Celles des autorités militaires ou civiles qui, la veille, faisaient blanc de leur loyauté se retournèrent, comme c'est l'ordi-

(1) A. Hougton, *ouvr. cité*.

naire en ce cas, par « des détours un peu brusques ». Celles qui s'étaient compromises davantage en assurant Serrano qu'elles feraient leur devoir se hâtèrent de chercher leur devoir de l'autre côté. Même quand elles s'étaient déjà engagées, elles rompirent. Ainsi à Avila, à Alicante. Quelques-unes restèrent bouche close et bras croisés, mais en laissant des partisans du prince suppléer à leur silence et à leur inertie. Ainsi à Ciudad-Real, — deuxième cité prédestinée, seconde Valence, — où le comte de Balmaseda, au lieu et place du préfet, proclama le Roi, et en avisa par télégramme Primo de Rivera, « au nom des troupes et de toutes les forces de ces provinces ; » provinces au pluriel, et, sans qu'il eût qualité pour le dire, il ne dit que la vérité. Badajoz et l'Andalousie tout entière étaient en train de se rallier au drapeau royal : le reste de l'Espagne ferait de même à court intervalle. « Le moment est venu de donner au pays la solution que Votre Excellence et ses amis sont les premiers à reconnaître, comme seule acceptable. Dieu veuille les éclairer pour la faire prévaloir comme le désirent ceux qui n'ont pas de vengeance à exercer et qui sont des soldats demandant ordre, monarchie constitutionnelle et union entre tous les Espagnols. »

Dans les premières vingt-quatre heures, les adhésions avaient été presque exclusivement militaires. Les alphonsistes s'ingénièrent, en général avec succès, à donner à leurs démonstrations un caractère populaire, en pavoisant et illuminant leurs maisons, en célébrant des banquets, en promenant dans les rues des musiques qu'escortaient des gamins armés de pétards et de fusées, même en plein jour, selon l'usage d'outre-monts. Dès le second jour, sans que les adhésions militaires s'arrêtassent ou se ralentissent, les félicitations des autorités civiles et judiciaires, des tribunaux, des magistrats de tout ordre, des comités alphonsistes et catholiques affluèrent. Les gouverneurs militaires, commandants de place ou de forteresse, chefs de zones et de dépôts, s'élevèrent au lyrisme. Il y en eut qui n'envoyèrent pas moins de cinq protestations de dévouement, en une seule journée. « Des autorités civiles, il arriva onze télégrammes au ministère-régence, assez surpris de recevoir des dépêches aussi émues de plusieurs préfets qui, le 30 décembre, avaient montré le même empressement à assurer M. Sagasta qu'ils se proposaient de réprimer très durement la rébellion alphon-

siste. » La magistrature des cours et des tribunaux de province montra un peu plus de réserve. Le langage des comités monarchistes fut empreint d'une modération et d'un tact qui contrastaient avec les exagérations d'autres dépêches officielles... Bientôt on vit les évêques, les chapitres diocésains, les universités, le corps enseignant, les corporations, les fonctionnaires des différentes administrations, toutes les autorités morales, sociales, professionnelles, et jusqu'aux organisations royalistes des Antilles espagnoles, s'y associer de bouche, de main, de tête et de cœur.

Beaucoup de gens, timides ou hésitants dans le premier moment, découvrirent tout à coup qu'au fond d'eux-mêmes il avait existé, à l'état latent, durant toute la période révolutionnaire, « une inclination irrésistible pour *leur* ancienne dynastie et pour *leur* monarchie nationale. » Il y eut bien, dans le parti monarchiste, un petit nombre de « bougons ou de sceptiques » à qui tant d'enthousiasme ne plut guère, et qui n'estimèrent pas de bon aloi une monnaie jetée à si grand bruit. Mais les hommes d'État de la Restauration ne furent pas, ou ne semblèrent pas être, ou se contraignirent à ne pas paraître aussi difficiles. Ils accueillirent à bras ouverts, le sourire le plus bienveillant sur les lèvres, tous les hommes de bonne volonté qui se donnaient à la Monarchie. Ils trouvaient même qu'il n'en venait pas assez, et ils regrettaient que les « constitutionnels » et les « radicaux » de la Révolution se tinssent ostensiblement à l'écart. Mais cette bouderie, qui, de la part de ces deux groupements, était au début presque universelle, ne devait pas être éternelle, ni même très longue, et le *retraimiento* fut, comme le *pronunciamiento*, un feu de paille ; le temps, toujours bref, que met le commun des hommes à brûler ce qu'ils ont adoré.

Le 5 janvier 1875, Don Alphonse XII adressa, de Paris, à M. Cánovas del Castillo un message qui lui disait : « Votre Excellence, à qui j'ai confié mes pouvoirs le 23 août 1873, me communique que j'ai été acclamé unanimement et appelé à occuper le trône de mes ancêtres par la vaillante armée et par l'héroïque peuple espagnol. Personne comme Votre Excellence, à qui je dois tant et à qui je suis reconnaissant pour ses grands services, ainsi que le ministère que vous avez nommé en faisant usage des facultés que je vous avais conférées, et que je confirme aujourd'hui, ne peut mieux interpréter mes sentiments d'affection et de reconnaissance

à la nation, en ratifiant les opinions consignées dans mon manifeste du 1er décembre dernier, et en affirmant ma loyale intention de l'exécuter, et mon très vif désir que l'acte solennel de mon entrée dans ma chère patrie soit un gage de paix, d'union, d'oubli des discordes passées, et, comme conséquence de tout cela, l'inauguration d'une ère de vraie liberté, dans laquelle, en unissant tous nos efforts, et avec la protection du Ciel, nous puissions obtenir pour l'Espagne de nouveaux jours de prospérité et de grandeur. »

C'était ce qu'on pourrait appeler un télégramme-programme. De même, le général Jovellar, ministre de la Guerre, ayant, à l'occasion de la Fête des Rois, présenté au Roi les félicitations de l'armée, en fut remercié, dans des termes particulièrement flatteurs, par une dépêche expédiée de Marseille, deux jours après, le 7 janvier. Alphonse XII y exprimait à Jovellar sa gratitude de ce que, dans la dernière crise, le général s'était fait « l'interprète fidèle des désirs du pays » et lui demandait de se faire aussi, en retour, l'interprète de sa reconnaissance envers l'armée, « défenseur constant de l'indépendance et de la liberté de la patrie ».

J'ai, dans les deux ou trois derniers chapitres, — et j'ai eu soin d'en avertir à plusieurs reprises, — laissé presque toujours la parole à un témoin des événements : il est temps de la reprendre. M. Houghton prétend que, « dans leur souci de ménager les généraux qu'ils redoutaient de s'aliéner », les hommes d'État alphonsistes n'auraient pas osé « avouer les véritables causes de la Restauration ». Cette insinuation serait suffisamment démentie par l'attitude de Cánovas à l'égard de Martínez Campos. Les causes que M. Houghton allègue, et que les hommes d'État n'auraient pas, suivant lui, « osé avouer », sont celles-là mêmes que nous avons montrées en action : la lassitude des deux tiers de la nation espagnole ; le désir de voir terminer n'importe comment les guerres civiles, cesser le désarroi des finances, s'arrêter l'accroissement des impôts qui en avait été la conséquence ; l'apathie générale qui suit les trop grandes secousses et les trop longues fatigues ; les querelles des partis révolutionnaires, les rivalités intransigeantes de leurs chefs, l'anarchie qui en était résultée, et l'espèce de mouvement de remords national, le revirement du sentiment populaire vers les anciennes institutions historiques, vers la Monarchie elle-même, dans laquelle et dans lesquelles, instinctivement,

l'opinion allait chercher le remède qu'elle croyait le plus efficace, *la médecine forte* qu'exigent les cas graves.

Encore, par-dessus toutes ces causes, non seulement avouées, mais cultivées et utilisées, avait-il fallu un homme pour tout préparer et tout mettre en œuvre. Ce n'avait été ni Martínez Campos, ni Jovellar, ni Primo de Rivera. Eux-mêmes manquaient trop de préparation et auraient trop manqué d'autorité. S'ils avaient été seuls, leur acte, comme celui de Pavia au 3 janvier 1874, n'eût vraisemblablement donné qu'une « fleur d'un jour ».

Veut-on qu'il y ait eu « conjuration », au sens classique? Si difficile que ce soit, en toute circonstance, de faire aboutir une conjuration, de la réussir, de la mener à bien ou simplement à terme, opérer une révolution ou une restauration n'est rien : le tout est de la faire vivre. On n'installe un régime que lorsqu'on l'apporte tout fait, doctrine, programme et personnel.

Des deux objets, tenus pour précieux entre les plus précieux, exposés bien en évidence dans le salon de Cánovas, à La Huerta, j'ai dit que le premier était une cassette contenant un exemplaire sur vélin de l'enquête qui devait amener la suppression de l'esclavage à Cuba. Le second était une grande photographie de la famille royale, qui portait cette dédicace manuscrite : *A Don Antonio Cánovas del Castillo, une famille espagnole reconnaissante.* La « reconnaissance » est le sentiment, l'idée et le verbe dans lesquels se sont fixés et cristallisés les rapports du Roi restauré et du Ministre qui avait voulu, accompli, produit, conduit la Restauration. S'il vint des moments dans la suite où elle put paraître méritoire, elle ne fut jamais ni lourde d'une part, ni, de l'autre, imméritée. Ce que nous avons déjà vu et ce que nous allons voir encore prouve que cette reconnaissance royale ne s'était pas trompée d'adresse.

b) *Une année de réparation et de préparation (février 1875-mars 1876).*

La première année de la Restauration, 1875, fut toute de réparation et de préparation. Sagement, énergiquement, on courut au plus pressé. On s'occupa d'arrêter les destructions, d'étayer les ruines, de reprendre les fondations, de déblayer le terrain pour reconstruire. Des deux plus grands besoins,

des deux nécessités vitales d'une nation, la paix et l'ordre, on s'attacha d'abord à lui procurer la paix qui ramènerait l'ordre. Paix dans la métropole et dans les colonies. Par des moyens qui semblent n'avoir pas été tous exclusivement militaires, le général Martínez Campos allait, en Espagne et à Cuba, tour à tour, s'y employer avec bonheur. Mais il fallait, à cet effet, donner du temps au temps, et laisser mûrir ce qu'on n'avait pas la force de brusquer.

A l'intérieur, dans le domaine de ce qu'on nomme, en langage courant, « la politique », pendant cette première année, le ministère-régence, la Monarchie relevée, procédèrent dictatorialement ; ce qui ne va point sans rudesse ni sans plainte. Ce n'est qu'au commencement de 1876 que le nouveau régime s'orienta, par ses méthodes mêmes, vers l'application de son programme, dessina sa vraie figure, et montra, dans ses actes et dans ses lois, qu'il serait ce que Cánovas avait voulu qu'il fût, ce que Don Alphonse XII avait promis qu'il le ferait. Il ne peut être qu'instructif d'en retracer l'histoire, à très larges traits, d'après les discours d'un de ses plus illustres adversaires, dont l'évolution personnelle marque précisément les étapes de l'institution qu'il était dans sa destinée de combattre de plus en plus mollement, jusqu'à ce que, avant de se retirer pour ne pas rompre avec un passé qui l'obligeait, il se vît conduit tout au moins à désarmer devant elle.

1876 fut, par excellence, pour la Restauration espagnole, l'année constituante, ainsi que, quatorze ans plus tard, 1890 devait être pour elle une grande année législative. 1876-1890, 1890-1897, telles sont les deux périodes, la première plus « conservatrice », la seconde plus « libérale », au cours desquelles vécut et vint à majorité la monarchie historique et moderne selon le plan de Cánovas. Lorsque la tribune se rouvrit, Don Emilio Castelar y remonta, d'abord, la bouche amère, pour des paroles de blâme, de condamnation, et presque de défi. Les 24 et 25 février 1876 — ce sont ses deux premiers discours sous la Restauration — il dénonça violemment les abus, les excès de pouvoir commis, suivant lui, dans les élections de Barcelone et dans celles de Gaucin. En fait, ces élections avaient-elles été absolument sincères et libres? Mais une pratique « octogénaire » du suffrage universel, sous des régimes différents, nous autorise à poser la question : des élections ont-elles été, jamais ni

nulle part, absolument sincères et libres? Et, dans tous les cas, en est-il dont quelque parti, vaincu ou mécontent, n'ait soutenu qu'elles ne l'ont pas été?

Le lendemain, 26 février, la protestation de Castelar contre le serment de fidélité au Roi exigé de tous les députés souleva un vif incident. Sur la phrase jetée par lui : « Je proteste contre ce serment ! » Cánovas intervint avec dureté : « Rien, dit-il, n'était plus loin de mon esprit que d'adresser un seul mot ce soir au Congrès des députés ; mais M. Castelar, se voyant justement interrompu par M. le président, a lancé une protestation et prononcé des paroles vagues que le gouvernement de Sa Majesté a le devoir de relever sur-le-champ. Je les relève donc, uniquement, pour dire à Sa Seigneurie, aujourd'hui, qu'Elle n'a pas le moindre droit de protester contre rien ; que Sa Seigneurie a le droit de voter ici comme tous les députés ; mais que, contre les résolutions de cette majorité, il ne se peut lancer, il n'y a pas dans la légalité de termes qui permettent de la faire, des protestations qui puissent légitimement être admises. — Je ne proteste pas contre les paroles de M. Castelar ; je rappelle Sa Seigneurie à l'observation du règlement, à l'accomplissement de la loi, qui exclut les protestations factieuses de Sa Seigneurie. Que Sa Seigneurie vote à son gré ce qui lui convient, appuyée sur son inviolabilité, avec la liberté que peuvent lui reconnaître et lui reconnaîtront sans doute tous les députés ; quand M. le président mettra aux voix les questions que M. Castelar vote avec toute la liberté à laquelle cette même inviolabilité lui donne droit. — Mais protester? A quel titre? Contre le Congrès des députés? Est-ce que, par aventure, Sa Seigneurie, en ce jour où tout le monde se réjouit de la paix, a voulu lancer des paroles de guerre et de discorde, afin que l'on croie que ceux qui ont donné tant d'aliment à la guerre civile, maintenant qu'elle est achevée, sont capables de la rallumer de nouveau? — Il suffit. Si M. Castelar n'avait pas protesté ; si M. Castelar, après avoir prêté un serment sur les Saints Évangiles, n'avait pas essayé de l'annuler au moyen de cette protestation complètement illégitime, le président du Conseil ne se serait pas trouvé dans le cas d'adresser au Congrès, ce soir, les brèves paroles qu'il vient de prononcer. » *Un député :* Vive le Roi ! *Un autre député :* Vive la paix ! L'un et l'autre cri répétés en chœur par toute l'assemblée.

Mais, Don Emilio Castelar ayant insisté et dit notamment : « J'ai représenté une légalité ; vous ne nierez pas qu'à cette légalité se soient soumis les tribunaux, les armées de mer et de terre, les fonctionnaires publics, toute la nation espagnole, enfin. Vous ne nierez pas, Messieurs les députés, que, par des malheurs qu'en ce moment je ne discute pas, par des malheurs qu'en ce moment je ne qualifie pas, cette qualité a été interrompue par deux actes violents. Je ne puis m'asseoir ici, dans un Congrès définitif, sans protester contre ces actes de violence ; » Cánovas revint à la charge, et plus âprement encore : « Ne vous étonnez pas, Messieurs les députés, qu'en répondant aux brèves paroles de M. Castelar, je ne leur en oppose que quelques autres sans aucune espèce de preuve, sans aucune espèce de développement, sans rien de plus que leur simple énonciation. — J'entends en premier lieu que M. Castelar se plaint d'actes de violence, lui qui, tout ce qu'il a été, l'a été par des actes de violence, jamais par des actes légaux. En son temps, quand le débat s'instituera régulièrement, alors je pourrai développer ce qui, aujourd'hui, ne serait pas opportun ; mais la faute n'est pas à moi ; la faute est à M. Castelar. — J'entends aussi autre chose, que je dois pour l'instant indiquer très sommairement, pour en discuter ensuite en son temps, lorsque M. Castelar le voudra : et c'est que l'intention de restaurer certaines choses est un délit sous les institutions en vigueur, sous l'actuelle légalité, et je le soutiendrai ici, et je le soutiendrai devant les tribunaux, et je le soutiendrai sur tous les terrains où je me verrai contraint de le soutenir... Je crois qu'après avoir exposé ainsi nos thèses respectives, nous devons en remettre le développement à un jour qui ne doit pas être très éloigné. »

Ce ne fut qu'une prise de contact ; l'engagement eut lieu le 2 mars, sur une motion de félicitations présentée au sujet de l'heureuse fin de la guerre civile. Castelar déclara s'y associer, avec deux réserves : l'une, qu'on laisserait de côté toutes les questions politiques relatives à la conduite du gouvernement ; l'autre, très spéciale, et commandée par les idées, l'histoire, la conscience, les principes des deux députés républicains qui, à eux seuls, représentaient leur parti dans le Congrès, l'orateur lui-même et l'un de ses amis. Sous cette double réserve, Don Emilio ne refusait pas son assentiment, et, en l'accordant, disait-il, il ne voyait, dans la personne à qui les félicitations étaient adressées, « rien de plus que la

haute personnification de l'État. » Puis il expliquait : « Croyez-vous qu'il puisse y avoir, en un moment aussi solennel, et permettez-moi cette espèce d'orgueil, un député qui s'associe à votre joie avec plus de satisfaction? » Là-dessus, il partait dans une charge à fond de train contre le carlisme, « cette cause absurde, la cause absurde qui a jeté sur les gloires de l'indépendance nationale l'ombre de l'intervention étrangère ; qui a opposé au despotisme restauré en 1823 un autre despotisme encore plus cruel et plus odieux, pour que nous ne trouvions la compensation de l'irréparable perte de la liberté pas même dans le rêve réparateur de l'ordre public ; qui, durant sept ans, a foulé nos campagnes, incendié nos foyers, sacrifié nos pères, ensanglanté notre berceau, opprimé notre enfance... » Et, revenant à son propre gouvernement, et aux raisons qu'il avait de se réjouir avec tous les bons Espagnols que cette ère de calamités fût enfin close : « Moi, s'écriait-il, Messieurs les députés, moi qui ai inauguré une époque de résistance, peut-être poussée à l'extrême, mais nécessaire et salutaire, parce qu'à la force on ne peut opposer que la force, je crois que la paix où nous entrons assurera tous ses droits au citoyen, et nous laissera aspirer à un gouvernement aussi éloigné des utopies démagogiques que des tendances théocratiques, et disposé à se ranger et à obéir à ce qui est le plus essentiel au régime parlementaire, la volonté de la nation. Par conséquent, dans cette pensée, je m'associe à toutes les félicitations : la félicitation aux populations, la félicitation aux soldats, la félicitation aux chefs, la félicitation aux généraux, la félicitation à l'administration publique, la félicitation au gouvernement constitué, parce que, après tout, grâce à la paix, nous pouvons disposer de nous-mêmes et entrer véritablement dans une période d'ordre, de liberté et de progrès. »

Mais ce n'était encore qu'un premier pas, petit, timide, et fait comme en tâtant le terrain, avec des suspensions, des arrêts, des retours possibles, des attaques même. Bientôt commencèrent les grands débats qui devaient aboutir au vote de la Constitution du 30 juin 1876, la discussion du message à la Couronne en fut en quelque sorte la préface. Castelar, dont l'esprit, affermi par l'expérience, était arrivé à son point de maturité et dont le talent avait atteint toute son ampleur, parla dans la séance du 16 mars. Il débuta par un de ces larges tableaux où il excellait, doué qu'il était

du don de généralisation le plus rare, et que j'aime à reproduire car, la part faite aux exagérations et déformations partisanes, chaque ligne m'épargne une page : « Jamais, s'écria-t-il, les événements qui ont rempli les interrègnes parlementaires n'ont pu être comparés à ceux d'aujourd'hui : des républiques qui disparaissent et des monarchies qui surgissent ; des révolutions qui s'en vont et des restaurations qui les remplacent ; des coups d'État qui triomphent des lois par la force, et des soulèvements militaires qui détruisent l'œuvre de six années ; de longues dictatures et une longue éclipse des libertés publiques ; la suspension des garanties du citoyen, et l'oubli de ces droits primordiaux qui constituent le plus riche patrimoine des peuples ; des projets de constitution élaborés par des procédés que l'Espagne n'avait jamais connus, et placés déjà, avant votre discussion et votre vote, par les controverses diplomatiques qui s'élèvent sur eux, à la hauteur des codes fondamentaux et en vigueur ; des guerres civiles dans lesquelles le fanatisme religieux et l'absolutisme monarchique vident de sang nos veines et broient notre sol ; d'autres guerres non moins cruelles qui attentent par delà les mers à l'intégrité du territoire national ; des abdications royales qui n'ont pas été présentées dans les formes légales et qui n'ont pas été légitimement sanctionnées par les pouvoirs publics, une altération très profonde dans le droit de succéder à la couronne, dans ce droit qui nous a coûté vingt ans de guerre civile en ce siècle... »

A ce moment même, et même après tant de désillusions, Don Emilio Castelar ne s'était pas, en doctrine, détaché de la démocratie : « Ma croyance la plus intime, affirmait-il, ma conviction la plus profonde, est que l'Espagne a besoin d'une politique essentiellement gouvernementale et démocratique. Ma croyance la plus intime, ma conviction la plus enracinée et la plus profonde, est que la politique vraiment gouvernementale et démocratique consistait à conserver les principes fondamentaux de la Révolution de Septembre et à gouverner avec eux, en ajoutant aux libertés individuelles proclamées dans les Codes et constituées dans la pratique, à la plénitude du gouvernement national, la sécurité qui s'obtient en jetant l'ancre d'une véritable et puissante autorité, remplie, saturée de l'esprit moderne. Nous nous sommes écartés de ces principes et nous sommes entrés dans une série d'aventures sans terme, à la fin desquelles je prévois, je

pressons une autre série de catastrophes sans remède. *(Grandes rumeurs.)* Vous croyez-vous si heureux que rien ne puisse troubler votre félicité? Si vous ne craignez pas les catastrophes de demain, vous êtes bien oublieux de ne pas vous rappeler les catastrophes d'hier. Pour moi, je puis dire qu'elles ne s'effacent pas un seul instant de mon cœur et de ma mémoire. »

Toutefois, on est revenu de loin, on a repris les voies régulières : « les hommes les plus avancés, les plus insensés même » ont dû ou confesser leurs erreurs ou du moins abandonner leurs prétentions. « Quand ces portes s'ouvrent, quand cette tribune s'élève, quand ces grandes discussions s'engagent, on voit l'impossibilité de ces projets qui tendent à fonder, sur la vague de tant de passions, de tant d'idées et de tant de vie, des pouvoirs permanents et éternels. »

Il faut se conduire suivant les temps, bâtir selon les lieux, agir d'après les circonstances, marcher au pas des événements. La politique est chose non de l'absolu, mais du relatif. Le républicain, plus que radical la veille et fédéraliste l'avant-veille, Emilio Castelar, a été rendu, par l'exercice du pouvoir, opportuniste, possibiliste, c'est-à-dire que de politicien, il est devenu politique. Un rêveur impossibiliste ne saurait aspirer à ce titre, puisqu'il n'y a, évidemment, de politique que du possible. (Il est d'ailleurs curieux de voir combien, en ces années, beaucoup de républicains espagnols, et Castelar tout le premier, ont subi l'influence de M. Thiers, exprimé leur admiration pour son œuvre, et invoqué l'exemple de la récente République française, qui, avant de s'être acoquinée aux républicains professionnels, toute jeune, promettait d'être sage.)

Définissant sa position par rapport à la monarchie restaurée, Castelar faisait valoir d'abord, pour ce qu'elle valait, une raison personnelle : « Je me trouve dans une situation véritablement extraordinaire, née, Messieurs, d'invincibles affections de mon cœur. Je me trouve en face d'un président du Conseil des ministres contre lequel j'ai une inimitié politique irréconciliable, et une admiration littéraire et scientifique inextinguible. Il sait que cette admiration n'est pas d'aujourd'hui, que cette admiration date de ces temps où, avec un autre compagnon appartenant à une autre Chambre, et que je vois devant moi, nous discutions les grands problèmes littéraires, les grands problèmes scientifiques, les

grands problèmes historiques. Et presque toujours, Messieurs, lorsqu'il y avait à défendre une cause ou à élucider un problème difficile, presque toujours, M. Cánovas prenait sur lui cette défense, de son propre mouvement, et nous, jamais nous n'en doutions ; quant à moi, j'ose bien dire que je n'ai jamais douté de sa supériorité, de son intelligence, de son éloquence, de ses grandes et vastes connaissances.

« Oh ! Messieurs les députés ! Si les causes politiques pouvaient se confier, comme se confient les causes privées, à des avocats, je choisirais pour avocat de ma cause, — chose qui est impossible, parce que l'empêchent ses opinions anciennes et enracinées, — je choisirais pour avocat de ma cause M. Cánovas, et je suis sûr que je gagnerais le procès. *(Rires.)* Ainsi, tenez pour certain, si, dans votre conviction ou dans votre esprit, mon idée prédomine, que cela est dû à la supériorité de ma cause ; et si prédomine l'idée de M. le président du Conseil, tenez pour certain que cela n'est pas dû à la bonté de sa cause, mais à l'immensité de son talent. »

Sur le fond même du débat, Castelar sait parfaitement que le peuple espagnol est un peuple « enamouré de l'impossible », et c'est pourquoi « le type espagnol par excellence est Don Quichotte, et la religion nationale est le quichottisme ». Mais l'impossible n'en reste pas moins l'impossible, même en Espagne. La restauration est un fait de cet ordre, Don Emilio le pose en thèse, et, comme tous les faits de cet ordre, gros de périls. « La politique romantique des restaurations impossibles nous conduit directement à la guerre, parce qu'elle nous conduit directement, en dépit des bonnes intentions de M. le président du Conseil, à l'antique absolutisme, et je vais le démontrer. » C'est, en effet, ce qu'il eût fallu démontrer ; mais c'est ce que Cánovas avait rendu d'avance indémontrable, sapé par la base et ruiné, en faisant justement que la restauration de 1874 tournât le dos et allât *directement* au contraire de l'absolutisme, antique ou nouveau.

Castelar attachait son raisonnement au dogme de la souveraineté populaire. « Il n'y a, disait-il, qu'une idée par siècle ; et cette idée se convertit en lois, en institutions, en principes, en force, en vie. Eh ! bien, quelle est l'idée la plus capitale du siècle présent? Une idée que M. le président du Conseil attribuait hier aux *frères* (aux religieux) des seizième

et dix-septième siècles. Cette idée est que la société s'appartient à elle-même, qu'il n'y a pas de volonté supérieure à sa volonté, qu'il n'y a pas de droit antérieur à son droit, qu'il n'y a pas de souveraineté qui puisse « s'antéposer » ou se superposer à sa souveraineté... Les anciens, a dit M. le président du Conseil des ministres, les peuples anciens le croyaient déjà ; quelques prêtres l'enseignaient. Je ne le nie pas : comment nierais-je ce que, par des raisons savantes, affirme un des premiers érudits de notre pays? Ce que je dis à M. le président du Conseil des ministres, c'est que les peuples anciens n'entendaient pas le principe de la souveraineté nationale comme nous l'entendons, nous. Ainsi, ils croyaient que, hors de la société, loin de la société, dans le sein de Dieu ou dans le sein des temps, il se forgeait des pouvoirs capables de s'imposer à tous les siècles et de régner sur toutes les générations. Nous croyons le contraire ; nous croyons que le pouvoir de la souveraineté est immanent dans les nations, qui peuvent changer, quand il leur plaît, les lois fondamentales, et, quand il leur plaît, y déroger, changer, transformer, détruire, rénover les pouvoirs suprêmes. »

Seulement, l'illustre orateur ne prenait pas garde ou ne se rappelait pas que Cánovas lui-même n'avait jamais contesté, qu'il avait de longtemps formellement admis, en théorie, ce principe de la souveraineté nationale, interprété à la moderne ; mais qu'en pratique, il accordait beaucoup moins d'importance au siège, à l'origine de la souveraineté qu'à sa possession, à son exercice ; beaucoup plus à la souveraineté effective qu'à la souveraineté immanente. Et même, que les nations puissent, quand il leur plaît, changer leurs lois fondamentales ; que, quand il leur plaît, elles puissent transformer, renouveler les pouvoirs suprêmes, c'était de là qu'il comptait tirer en partie la force évolutive, la fécondité de la Restauration. Lui non plus, il n'entendait pas le principe de la souveraineté comme les anciens, et, s'il n'y a qu'une idée par siècle, lui aussi, il avait l'idée de son siècle, ou du moins il avait, à la manière de son siècle, une idée de tous les siècles.

Dans l'instant même où il parlait, lorsque Castelar jetait les regards autour de lui, que voyait-il? « Si nous tournons les yeux vers la présidence (du Congrès), vers l'homme d'État qui en est investi, vers le premier vice-président qui l'occupe à cette heure, nous rencontrons des reflets de la révo-

lution de Septembre ; si nous les tournons vers le *banco azul* (le blanc bleu, le banc des ministres), nous rencontrons des éclats de la révolution de Septembre ; si nous les promenons par toute cette majorité, nous rencontrons de toutes parts, et surtout en des groupes illustres, une grande partie des révolutionnaires de Septembre. Et qu'est-ce que cela veut dire? Qu'est-ce que cela signifie? Que, comme l'air et comme la lumière, elle a tout envahi, et qu'il a été nécessaire de bâtir une politique vraie sur ce fait immanent qui n'est pas achevé, qui survit à sa ruine, qui se développe en notre temps. Et qu'avez-vous fait, Messieurs du gouvernement? Vous avez inauguré une politique de restauration. »

Cette restauration, Don Emilio la définissait à sa façon, qui ne correspondait ni au plan de Cánovas, ni à l'image de la réalité. N'empêche qu'il tranchait : « Votre conception du pouvoir public, votre conception de l'État, votre conception du serment, votre conception de la justice, votre conception de l'Église, votre conception de la Monarchie, votre conception de la légalité des partis, votre conception du parti carliste, votre conception des partis libéraux, toutes vos conceptions sont exclusivement des conceptions de la restauration, sur lesquelles vous voulez fonder des choses éternelles, qui, pour notre malheur et pour le vôtre, ne serviront que d'aliment à d'éternelles perturbations. »

Castelar s'en prenait alors à la grande idée de Cánovas, à l'idée de « la Constitution interne », de la Constitution « perdurable, congénitale, naturelle ». Qu'est-ce, sinon la dernière idée du dernier ministre de Doña Isabelle II, reproduite par le premier ministère de Don Alphonse? Constitution interne, constitution permanente, constitution naturelle! Le permanent est le mouvement, le naturel est la rénovation. Mais Cánovas n'y contredisait pas, et là était l'erreur de Castelar. Il complétait seulement cette formule où manquait l'un des deux termes : le permanent est le mouvement dans l'ordre, le naturel est la conservation par la rénovation.

Le député républicain en venait ensuite à critiquer le manifeste de Sandhurst. Un point surtout, une proposition surtout, l'arrêtait : les Cortès avec le Roi, le Roi avec les Cortès. Historien, professeur d'histoire, il voulait y regarder de plus près. En ce qui concerne le moyen âge, quoi qu'il eût encore à dire, il passait « pour ne pas prolonger ces débats, en apparence académiques, au fond profondément politiques.

Mais, quand commence l'histoire moderne, à partir du seizième siècle, chaque fois que les Rois sont forts, les Cortès sont débiles, et n'ont aucune importance. » Dans ces conditions, comment parler de « la Monarchie avec les Cortès » comme de « la constitution interne » de l'Espagne? Et Castelar accumulait les exemples. Il renvoyait son contradicteur, ou plutôt celui qu'il contredisait, aux cahiers des Cortès de 1570, aux cahiers des Cortès de 1579. La vérité, à son avis, était que « la monarchie Moderne ne veut pas les Cortès ».

Ici, nouvelle et superbe fresque. « Le Roi ne les veut pas qui étouffe les communiers (*comuneros*) de Castille dans le sang et menace les grands de Castille de les jeter par la fenêtre de son magnifique alcazar de Tolède ; le Roi ne les veut pas qui décapite le *Justicia*, le grand juge d'Aragon ; le Roi ne les veut pas qui expulse les Morisques sans consulter la nation et qui reçoit les plaintes des députés aragonais contre cette mesure barbare comme un mémoire méprisable ; le Roi ne les veut pas qui insulte les députés de Valence à Monzón ; le Roi ne les veut pas qui cède par testament la couronne d'Espagne à la dynastie de France, sans consulter les Cortès ; le Roi ne les veut pas qui abroge les Constitutions de Valence et de Catalogne par un mouvement de son esprit et par une invocation à l'absolutisme de son autorité et au droit de conquête ; le Roi ne les veut pas qui les voit une fois quand elles le reconnurent Prince des Asturies et ne les revoit plus de sa vie ; le Roi ne les veut pas qui les consulte pour déclarer patronne de l'Espagne l'Immaculée Conception, et qui ne les consulte pas pour consentir le Pacte de Famille ; le Roi ne les veut pas qui cède à Bayonne, comme un héritage, le territoire national aux exécrables Bonapartes ; le Roi ne les veut pas qui raye la Constitution de 1812 et amène l'intervention de 1823 ; et nos législateurs ont gravé sur les murs du Temple des Lois, en lettres d'or pareilles à des lettres de feu, ces noms immortels : les noms de Padilla, de Lanuza, de Bravo, de Maldonado, de Riego, pour nous montrer dans leur martyre la haine éternelle, inextinguible des pouvoirs historiques contre les inviolables représentants des peuples. Et ainsi, considérez l'histoire moderne, et vous verrez que les Cortès sont fortes en 1812, quand les pouvoirs historiques étaient faibles ; en 1820, quand ils ont été vaincus par la révolution

de Las Cabezas ; en 1836, quand ils ont été humiliés par l'émeute de la Granja ; en 1854, quand ils sont suspendus par la révolution ; en 1868, quand ils ont disparu, à l'affirmation définitive de la souveraineté nationale. Non, Messieurs les députés, il n'est pas exact que l'union de la Monarchie et des Cortès forme la constitution interne de notre patrie. Cette théorie, que soutint le dernier gouvernement de Doña Isabelle II, est soutenue par le premier gouvernement de Don Alphonse XII, uniquement pour nous dire que nous naissons assujettis aux pouvoirs historiques, comme nous naissons assujettis à la maladie et à la mort. »

Ce sont de grands mots, et ce sont de belles phrases, mais ce sont des mots et des phrases. Pratiquement, il ne s'agissait pas de savoir ce qu'avait été l'Espagne de 1570 et de 1579, l'Espagne de Philippe II, ni celle de Charles II, ni celle de Philippe V, ni celle de Charles IV ou de Ferdinand VII, ni même celle d'Isabelle II, mais de ce que pouvait être celle de 1876, et de ce que le premier gouvernement de Don Alphonse XII déclarait que serait l'Espagne de Don Alphonse XII. Et, au surplus, de ce que, dans telle ou telle occasion, tel ou tel Roi s'était peu soucié des Cortès, il n'en découlait pas que la maxime : le Roi avec les Cortès, n'ait pas fait le fond du droit constitutionnel, de la Constitution interne de l'Espagne.

En vain Don Emilio Castelar reprenait l'un après l'autre tous ses griefs. — Le serment, d'abord. — Vous avez rétabli le serment, que n'avaient pas prescrit les Cortès constituantes de 1869, que nous n'avions pas réclamé de vous ! Mais moi, « vous m'avez fait passer par les fourches caudines du serment ! Et j'ai juré ; mais Dieu, que vous m'avez obligé à invoquer, et qui repose au fond de la conscience, sait qu'elle est éternelle, qu'elle est irrévocable, qu'elle durera autant que ma vie, la fidélité [que je garde] à de grandes institutions, qui pourront bien être vaincues, mais non déshonorées ni mortes. Oui, Dieu a vu cela ; mais il a vu aussi que vous n'avez exigé le serment que pour donner aux pouvoirs historiques un caractère divin et pour démontrer au monde qu'il en est de ces pouvoirs comme d'un majorat de la conscience humaine ». — Ensuite, la justice : « Ah ! vous avez restauré le contentieux administratif ; vous avez rompu l'unité des juridictions ; vous avez détruit le jury ! » Le peuple italien a le jury, le peuple portugais a le jury, l'Autriche peut l'avoir, la Russie peut l'avoir ; « et le peuple qui a pro-

mulgué le premier Code des civilisations modernes, le peuple des *Justicias*, des grands juges, des conseillers et des alcades, ne distingue pas le bien du mal, ne définit pas le vol et l'assassinat, ne peut exercer la plus rudimentaire des facultés, la faculté de la conscience, et ne peut avoir le plus digne des attributs, l'attribut de la justice ! »

Et puis, qu'est-ce que cette fausse notion de la légalité et de l'illégalité des partis? Comme si, toutes les opinions étant libres, tous les partis n'étaient pas légaux ! Comme si les périodes de paix civile et de tranquillité n'avaient pas été celles où tous les partis étaient représentés, présents dans les Chambres ! « Le gouvernement du général O'Donnell — son gouvernement de cinq années, — *los cinco años* — nous a donné, sinon une paix absolue, du moins une paix relative. Certainement, cette période est la période de repos la plus longue qu'ait connue notre histoire moderne. Et alors, qu'est-il arrivé? Que tous les partis étaient représentés dans ce Congrès. MM. Nocedal et Aparici représentaient le parti traditionaliste et historique ; le parti progressiste avait pour représentants MM. Sagasta, Ruiz Zorrilla et un autre homme jamais assez pleuré par la tribune espagnole, l'immortel orateur M. Olózaga ; et il y avait ici, représentant le parti démocratique en toute son intégrité, un des plus illustres républicains de notre histoire contemporaine, mon cher et admiré ami, Don Nicolás Maria Rivero. Quels inconvénients y avait-il à cette situation, à ce que tous les partis, depuis le plus absolutiste jusqu'au plus avancé, fussent représentés dans les Cortès? Quels inconvénients y avait-il à cette situation? Aucun... Je demande au gouvernement : quel intérêt avez-vous, quel intérêt pouvez-vous avoir à rejeter d'ici des partis qui, quelles que soient leurs aspirations, ont représenté une grande légalité dans notre histoire?... Il n'y a ni illégalité ni légalité dans les idées ; il y a légalité ou illégalité dans les actes. Un parti conservateur, s'il se soulève, est un parti illégal ; un parti démocratique, s'il demeure en repos, est un parti légal... La théorie de la légalité des partis est une théorie qui a produit les maux les plus graves. Lorsqu'on a mis en doute le droit de tous les citoyens à participer aux réunions électorales sur une pétition du parti démocratique, a commencé la politique des *retraimientos*, et, avec la politique des *retraimientos*, a commencé aussi la politique des révolutions. »

Mais on n'a d'attentions que pour les carlistes. Chez les carlistes seulement, le gouvernement croit trouver le nombre qui forme vraiment le parti des anciens pouvoirs historiques, et c'est pourquoi il les flatte, c'est pourquoi il veut les unir à son drapeau, et c'est pourquoi certainement il suit en beaucoup de choses le procédé gâté qui fut suivi dans les derniers temps de l'ancien régime... Et quoi, enfin? Le ministre de Grâce et de Justice n'a-t-il pas dit qu'une grande partie de la victoire obtenue sur les carlistes est due à des concessions faites au clergé? Nous y sommes. Tout ce que vous avez concédé, c'est la liberté religieuse, mais votre liberté religieuse m'a l'air, déclare Castelar, d'une simple abstraction, sans réalité dans la vie. La liberté religieuse est le droit pour tous d'accéder aux emplois publics, quelles que soient la religion et les croyances qu'ils professent : où donc est cet article dans votre projet de Constitution? Liberté religieuse veut dire liberté de la science... Comment l'attendre de vous, quand on vous voit offrir à la réaction implacable qui vassalise tout une victime aussi illustre que l'Université?... Vous avez mis ses maîtres hors la loi, vous les avez persécutés avec rage, vous les avez arrachés de leurs chaires. Votre autorité, ou, pour mieux dire, votre force a triomphé, mais l'Université est morte. L'erreur de la Restauration ressemble tout à fait à l'erreur de l'ancien régime ; elle remonte trop au delà des temps modernes, elle se perd dans le moyen âge pour y chercher sa conception de la science...

En résumé, conclut Emilio Castelar, « je vous demande, Messieurs les députés : est-il possible, par cette politique, de résoudre les questions pendantes en Espagne? Après tout, quelles sont les questions pendantes en Espagne? Premièrement, le problème de l'ordre. Croyez-vous que, par cette politique de proscription des idées, par cette politique de proscription des partis, vous allez restaurer la paix dans les esprits, base inébranlable de l'ordre public? Il y a encore un autre problème, le problème de l'éducation nationale. Et croyez-vous que, par cette guerre à l'Université et avec cet esprit théocratique vous allez faire quelque chose en faveur de l'éducation nationale? Autre problème : le problème de la liberté religieuse, parce qu'il est indispensable que nous entrions dans le commerce des peuples libres? Et croyez-vous que vous allez le résoudre avec vos complaisances, avec votre complaisance pour Rome? Enfin, il y a un autre problème

le problème de la légalité. Et croyez-vous que vous allez le résoudre avec les éloquentes invectives que M. le président du Conseil des ministres adressait hier au suffrage universel? Ce que j'admire le plus et ce qui m'étonne le plus, c'est votre complaisance à voir tant maltraiter votre origine. Car, si le suffrage universel est si insensé, si le suffrage universel est si aveugle, comme, par une loi naturelle, les enfants ressemblent à leurs pères, nous devons être, nous aussi, insensés et aveugles. Mais quoi ! le suffrage universel n'a-t-il pas produit cette illustre Chambre? Mais quoi ! le suffrage universel n'est-il pas représenté dans cette grandiose Assemblée, qui, selon ce qu'a dit M. le président de Conseil, va résoudre tous les problèmes politiques, économiques et sociaux? Mais quoi ! si le suffrage universel est si mauvais, s'il est si pervers, comment nous a-t-il donné une Chambre si excellente, si libérale, cette Chambre parfaite?... »

A la bonne heure, la France républicaine ! la France de M. Thiers et du maréchal de Mac-Mahon (avant le Seize-Mai ; mais encore, de la République sans les républicains ou avec très peu de républicains, très peu républicains (1) « Comparez cette situation si sûre de la France avec notre situation présente, avec nos doutes, avec nos hésitations, avec notre incertitude. Nous ne savons pas si notre Monarchie est ou non purement héréditaire ; nous ne savons pas si elle est ou non une conséquence de la souveraineté nationale. Une fois elle nous paraît l'une, une autre fois elle nous paraît l'autre. M. le président du Conseil a voulu associer le Roi au Pouvoir constituant, mais seulement pour éviter un péril : le péril qu'ici (sa franchise me le dira), le péril qu'ici nous discutions, le péril qu'ici nous votions la Monarchie. N'est-il pas vrai? (*M. le président du Conseil des ministres :* Non.) M. le président du Conseil croit que nous n'avons pas autorité pour discuter, ni juridiction pour voter la Monarchie ni la dynastie. (*M. le président du Conseil des ministres* : C'est vrai.)... »

Par ce court dialogue, par cet échange d'assertions et de répliques, se trouvait circonscrit le débat fondamental qui, le mois suivant, mettrait aux prises les divers partis, — et les

(1) C'était le temps où Don Emilio Castelar, quoique lié avec des républicains plus avancés, prodiguait ses félicitations et ses encouragements à notre Centre gauche, en la personne de M. de Marcère. — Voy. E. de Marcère, *Histoire de la République*, 1876-1879, seconde partie, p. 110, 204. Librairie Plon, 1910.

mêmes orateurs, — au sujet de la Constitution. En dehors et au-dessus, Cánovas plaçait la forme de l'État, principe de la Monarchie, qui ne recevait pas de l'Assemblée son droit, qui le retrouvait, qui n'était ni déférée, ni consentie, mais héréditaire, et en cela il ne laissait à Castelar et à ses amis ni incertitude, ni doute. La Monarchie était et se transmettait : c'était le fait primitif, primant, primordial. Maintenant, que serait-elle? Dans quelles limites renfermerait-elle son pouvoir? C'est ce que la Constitution fixerait, et c'est ce qui était livré aux discussions du Congrès. Et Cánovas était tout prêt à poser à son propre pouvoir ces limites. On lui disait que ce ne serait pas « le Roi avec les Cortès ». On verrait. On lui disait que la Restauration n'admettrait pas la légalité de toutes les opinions, qu'elle n'accueillerait pas dans la légalité tous les partis. On verrait bien. On lui disait qu'elle n'accorderait pas la liberté religieuse, qu'elle ne la reconnaîtrait pas pleinement, qu'elle ne donnerait pas dans leurs chaires la liberté aux professeurs des Universités, qu'elle n'accepterait ni le jury ni le suffrage universel. On verrait, le temps venu. Mais tout cela, on le verrait dans la Monarchie, et il fallait se convaincre qu'on ne le verrait que dans la Monarchie.

En supposant qu'il y eût quelque chose de fondé dans les plaintes et dans les craintes de Castelar, les unes étaient tardives et les autres prématurées ; les unes et les autres déformaient les faits par le grossissement de la tribune. Il captait la foudre et la maniait pour enfoncer, sinon une porte ouverte, au moins des portes qui peu à peu, progressivement, allaient s'ouvrir sous la main même de Cánovas ou sans que sa main les repoussât et les refermât. Jamais! s'écriait encore Castelar, qui avait déjà prononcé beaucoup de « jamais! » Les hommes ne devraient jamais dire jamais. Douze ans ne s'étaient point écoulés depuis 1876 que la Monarchie avait donné tout ce que ses adversaires, ses négateurs de la première heure avaient prédit qu'elle ne donnerait pas, et que Castelar, dans la loyauté de son esprit droit, dans la candeur de son âme pure, se croyait obligé de le confesser.

Charles Benoist,
de l'Institut.

(A suivre.)

Promenade dans le Parc de Sceaux

Le voyageur qui gagne Paris par la route nationale de Toulouse — qu'aux abords de la capitale on se contente de nommer route d'Orléans, comme si elle ne passait pas la Loire, comme si elle ne traversait pas le Bellac de Giraudoux et de sa Suzanne — parvient, quand il a traversé Étampes et Longjumeau au travers d'une plaine fertile et jardinée, à un carrefour autrefois champêtre dont le nom ne peut le laisser indifférent s'il joint par hasard le goût des courses de chevaux à une certaine curiosité d'antiquaire. C'est la Croix-de-Berny, lieu fameux où, au cœur du romantisme, eurent lieu les premiers steeple-chase que l'on vit en France, et qui rassemblaient la foule des cavaliers que peignit Alfred de Dreux.

Si le vertige de la vitesse, non plus que l'impatience d'atteindre le but de son voyage ne le détourne pas absolument de ce qui l'environne, il va remarquer qu'en ce point, sur sa gauche, commence un mur de clôture qui, tantôt debout, tantôt ruineux, parfois écroulé et percé de brèches béantes, se poursuit sur un kilomètre et plus, et ne cesse que pour céder la place aux bâtiments d'une pépinière qui s'est installée dans des constructions d'aspect ancien, soigneusement blanchis à la chaux et qui ont quelque ressemblance avec des communs de très grande maison. Une grille d'entrée en fer forgé leur fait suite. Elle est de peu de style, et l'on distingue au milieu de son fronton chantourné un T

couronné. Elle touche une lourde tourelle qui marque la corne nord du domaine muré. Son enceinte se poursuit ici perpendiculairement à elle-même, bordant un chemin resserré de l'autre côté duquel commence l'aimable petite ville de Bourg-la-Reine, blanche et vieille, avec des maisons Louis XVI et Directoire avoisinant des maisons gothiques, avec un mail où se dresse modestement le buste de Condorcet, avec une église à belle façade classique.

Cinq minutes encore, c'est Paris même. Ce domaine clos de murs, c'est le parc de Sceaux.

— Quoi, il y a un parc à Sceaux?

— Digne de rivaliser sinon avec Versailles, du moins avec Saint-Cloud et Chantilly. Il surpasse Vaux et Dampierre.

— Peut-on le visiter?

— Difficilement, c'est une propriété privée. Faites l'impossible pour y pénétrer, des marchands de biens se le disputent. On va le lotir. Il est à l'abandon, c'est grande pitié.

. . . .

Un parc à l'abandon ! Ces mots suffisent à évoquer dans l'esprit mille images obsédantes et décoratives. On dirait qu'ils nous mettent en état de poésie, et c'est cet état qui nous perd. Goûtons-le durant qu'il en est temps, puisque pendant quelques saisons brèves nous pourrons le considérer dans cet état chancelant où il se trouve, dans cette demi-santé si touchante et plus fragile encore que la santé, puisque à la herse et à l'élagueuse il serait aussi facile de rétablir les choses dans leur netteté, qu'il le serait à la hache et à la cognée de les abolir définitivement.

Elles ne sont point d'ailleurs dans un état de déréliction totale, aussi bien n'y a-t-il guère plus de dix ans que l'on a cessé de les entretenir. Y a-t-il même dix ans? La grande architecture conserve son admirable netteté et demeure parfaitement lisible, mais tout ce qui était ronds-points, allées, plates-bandes est envahi par des végétations folles, et le tout reprend un aspect original et élémentaire de forêt, quittant son apparence de jardin. Le lierre partout étalé en nappes infinies parmi les arbres ne contribue pas peu à créer le sentiment sylvestre que l'on respire en ces lieux magnifiques où parfois l'on s'étonne de voir une statue émerger du feuillage et des lierres qui l'obsèdent.

Où sommes-nous donc, pour parler déjà de statues mêlées aux verdures et de l'aspect forestier que le parc a gagné?

Nous venons à peine de franchir la grille d'entrée et déjà notre esprit veut courir aux plus lointaines retraites de ce domaine, comme si ce que nous avons sous les yeux et que nous foulons du pied ne méritait pas de nous retenir.

Cette avenue montante dont il faut avoir franchi le premier tiers pour découvrir dans son ensemble le château où elle mène, on voudrait, par un puissant effort d'imagination, se la représenter encombrée par les carrosses de six cents masques venant par un beau jour de carnaval danser chez la duchesse du Maine. Mais rien ne fournit d'appui à cette reconstitution du passé. Les choses n'ont pas été assez commentées pour nous faire croire qu'elles parlent d'elles-mêmes, et personne, presque personne ne nous précède ici un livre à la main.

Pas plus qu'on ne nous montre où se rangeaient les carrosses de tous ces brillants visiteurs qui affluaient, pas plus ne nous montre-t-on la borne où heurta le carrosse qui conduisit le duc vers sa prison, quand il descendit *cette longue avenue au bout de laquelle, le jour de son arrestation, il vit apparaître les gardes du corps dont l'aspect le fit changer de couleur.*

Et rien ne rappelle sur quels points purent se creuser les fondrières les plus profondes quand les voituriers transportèrent charretée à charretée les pièces et les matériaux qui provenaient de la démolition du château. Colbert l'avait fait édifier par Perrault. La Révolution le jeta par terre.

*
* *

C'était un petit château à la française avec de hauts toits et des avant-corps. Une façade d'une sobriété pleine de noblesse regardait la cour et, complétée par des ailes en retour, la garnissait en trois côtés d'éléments bien équilibrés ; tandis que le quatrième côté se trouvait fermé par une grille largement développée. Une vaste avant-cour jouait, comme de juste, le rôle d'un majestueux vestibule au-devant de cet ensemble : ses dimensions sont encore inscrites sur le sol où de profondes douves continuent à marquer sa limite extérieure. Un ponceau les franchissait, fermé par une nouvelle grille qui s'appuyait à deux puissants piliers quadrangulaires, chargés chacun d'une sculpture décorative, chacun d'un groupe d'animaux que l'on attribue

à Coysevox. A gauche un mâtin terrasse un loup, à droite une licorne transperce furieusement de sa corne un dragon chimérique.

Si maintenant nous faisons disparaître le spectre du château que nous avons un instant appelé, ces deux beaux objets qui subsistent dans la solitude où nous les rencontrons, nous apparaissent comme la première parure de ces lieux mélancoliques. La véhémence passionnée de la sculpture, la qualité de la pierre, le ton qu'elle a pris, la couleur qu'y ajoutent les lichens qui la rongent, tout contribue à douer ces majestueux débris d'une puissance d'émotion que l'on ne s'attendait pas à découvrir en des motifs d'une convention si peu humaine.

Nous sommes assez enclins à ne nous sentir émus que par ce qui est à l'image de l'homme. Un fleuve nous touche quand on lui a donné les traits d'un prince étendu, une source, ceux d'une fille nue qui penche une urne, une ville enfin, ceux d'une femme assise, gardant un glaive ou une clé. Nous nous intéressons à eux comme à des êtres vivants, et si l'insulte du temps ou du climat les dégrade, ils nous attendrissent comme des humains qui souffriraient sous nos yeux. C'est par un étrange détour de sensibilité que des mouvements analogues nous agitent à la vue d'un objet dont la signification est moins claire : en présence d'une riche corbeille de fruits, par exemple, et de fleurs taillées dans la pierre, ou bien d'un pur ornement décoratif, d'un rinceau, d'une acanthe, de trophées, d'une moulure noblement profilée, ou bien ici, de ces animaux fabuleux ou domestiques, comme l'art du dix-septième siècle en imagina tant qui continuent à s'entre-déchirer dans le silence et la solitude de ces lieux, sur leurs socles monumentaux que les végétations folles obsèdent et dérobent à demi.

*
* *

Quand on a franchi l'intervalle qui sépare ces deux monuments, c'est du côté où Versailles présente son orangerie puis la pièce d'eau des Suisses, qu'il faut aller chercher la seconde beauté du parc de Sceaux. Prenez cette avenue qui naît à la hauteur du château et qui se poursuit dans le sens de son axe longitudinal. Ses dimensions suffisent à créer sa beauté. Ses arbres sont élevés et se rejoignent par leurs

branches hautes. Elle semble ouverte dans une forêt, elle est large, au sol herbeux, et des bancs de pierre usés la bordent d'espace en espace.

Quand vous vous y êtes engagé, après y avoir cheminé quelque temps, vous apercevez à son extrémité une statue de marbre qui se dresse dans son axe et qui se détache en sombre sur la clarté des espaces découverts qui doivent s'étendre plus loin. Cette statue figure la Servitude.

Vous la reconnaîtrez aux fers et à la chaîne qu'elle tient. C'est une étrange allégorie à placer dans l'un de ces parcs qui par leur seule existence non moins que par leur ruine imposent le souvenir de la Révolution comme des temps qui y conduisirent, où la servitude, en effet, méritait bien qu'on lui élevât des statues.

Cependant, on ne lui en élevait guère, sinon pas, et c'est une autre chose étrange. Pourquoi la Servitude n'a-t-elle ni temples, ni autels, ni médailles, quand la Liberté, sa sœur germaine, s'en voit dédier un si grand nombre. Ceux que l'on offre à la seconde n'ont cependant point de signification quand la première en est privée, et qu'on ne l'évoque qu'en la passant sous silence, qu'en l'oubliant. Or à quoi bon l'oublier? N'est-elle pas aussi réelle, aussi durable, n'est-elle pas aussi présente, aussi active que sa rivale chimérique? Pourquoi l'oublie-t-on quand on parle de l'autre? Ne devrait-on pas toujours les figurer s'opposant, comme les sculpteurs du moyen âge opposèrent de chaque côté du portail des cathédrales les figures parentes de l'Église et de la Synagogue, l'une triomphante au regard clair, l'autre les yeux bandés, humiliée et fléchissante sur son sceptre brisé.

Ainsi toujours la Servitude devrait voir son image correspondre à celle de la Liberté. On pourrait comparer ces déesses à leurs attributs. Aussi bien la première n'est-elle pas indigne d'un beau bouquet d'éloges. Elle est la mère de l'ordre et de la régularité. Elle trace leur marche aux astres dans le ciel, et sans elle l'univers libéré de toute loi se disperserait en poussière dans l'infini, en obéissant encore pour ce faire à des lois supérieures qui viendraient d'elle. Ses contraintes président à la poésie comme à la musique et à l'architecture. C'est elle qui, vers les quatre points cardinaux, à travers les campagnes, ordonne aux jardins français de se disposer avec harmonie et symétrie, d'où s'ensuit que sa statue se trouve judicieusement placée dans

l'un d'eux où tout parle de l'asservissement de la nature, même ses rébellions et ses révoltes.

La Servitude donne à l'athlète sa force, elle apporte au malade sa guérison. Il n'est point d'acte à l'origine duquel on ne la puisse distinguer. Les lois, les commandements et les préceptes, les règlements, les ordonnances nous disent ses bienfaits salutaires, et la liberté ne semble ajouter son consentement à ce qu'elle exige que pour bénéficier des avantages que procure la soumission.

Ici la Servitude montre un beau visage rêveur et vert. Est-ce la mousse ou le reflet du feuillage qui le colore ainsi? On le saurait aisément si l'on ne préférait en douter. Tout de même on saurait aisément dans quelles circonstances, par suite de quel caprice ou de quel raisonnement cette statue fut érigée en ce lieu. Quelques recherches, un peu d'érudition, on en retrouverait le jour et l'heure.

Pour moi, je crains de le savoir, et plains les érudits à qui, puisqu'ils connaissent le secret des choses, il n'est plus permis de les imaginer à leur guise. Il est vrai que le secret des choses dans son détail authentique passe bien souvent la plus extravagante imagination.

Mais en cette matière précise, je regretterais de voir que la représentation que je me suis construite des faits ne s'applique pas aux faits eux-mêmes, mais qu'elle se trouve dérangée par eux. Je me complais à l'idée que cette statue de la Servitude est contemporaine des splendeurs de Sceaux et qu'elle n'avait aux yeux de la duchesse que la valeur d'un emblème galant. Sous ces ombrages point d'autre servitude ne devait être célébrée que celle où les bergères réduisaient leurs aimables bergers. Ici les préciosités alambiquées du royaume du Tendre se poursuivaient avec quelque pesanteur et cependant elles préfiguraient par quelque côté les artificielles paysanneries de Trianon.

Cependant que Rose de Launay, fille presque noble devenue femme de chambre, qui n'était point sans nourrir dans son cœur quelque secrète rage en se voyant pareillement déclassée, et dont l'âme contenait déjà quelque poison romantique, cette raseuse de Rose de Launay, considérait peut-être cette allégorie comme le symbole exact de son propre destin.

*
* *

Au pied de la statue s'étend un petit bassin circulaire. On ne voit point sa margelle, tant l'herbe l'environne abondamment, et il se trouve au centre d'une petite chambre de verdure de proportion assez restreinte mais qui suffit cependant à constituer cet espace de clarté devant lequel on voyait tout à l'heure se profiler, en ombre, la statue de la Servitude.

L'allée qui vous a conduit jusque-là se continue de l'autre côté du bassin pour se prolonger d'une longueur pareille à celle que vous avez suivie. Mais cette seconde partie où jadis s'étageaient comme les degrés d'un escalier de géant ces cascades de Sceaux qui, détruites aujourd'hui, constituaient alors l'une des gloires de ces lieux, cette seconde partie s'abaisse entre les arbres pour conduire votre regard vers un autre bassin, de si grandes dimensions quant à lui, que du point de vue où vous vous trouvez encore vous ne pouvez le voir dans son ensemble. Vous n'apercevez que ce que vous permettent d'en découvrir les murailles d'arbres qui cachent ce qu'il y a d'étendue de part et d'autre. Il apparaît ici comme un vaste étang naturel plutôt que comme une œuvre humaine. Il a ces couleurs étamées que l'on voit aux eaux mortes. Il est tout moiré de verdures aquatiques. On y pêche la carpe. C'est le grand Octogone, une des illustrations du monde merveilleux des jardins français.

Grand canal, grand bassin, grand miroir, grande allée d'eau, à Versailles, aux Tuileries ou au Luxembourg, à Saint-Cloud, à Vaux ou à Chantilly, ces enfants d'un même génie nous apparaissent comme les membres épars d'une admirable famille spirituelle dont le souvenir seul peut recomposer le bel ensemble et l'unité. Ainsi le souvenir groupe pour lui seul l'ensemble des œuvres de Rembrandt ou de Watteau dispersées dans les galeries d'Europe et d'Amérique.

Mais c'est chose unique à envisager que la carrière de cet artiste, consommée à semer, sous le ciel, des pièces d'eau, des bassins, des fontaines ainsi que d'autres formeraient des sculptures ou des fresques, et à concevoir des perspectives qui y conduisent comme à imaginer des points de vue dont on pût les considérer.

Ici le grand Octogone, où nous venons d'arriver, ne joue le rôle que d'un élément dans l'un de ces majestueux décors

d'eau où se dépensa une imagination si puissante et si variée. Le Nôtre inventa de le faire communiquer avec un canal de proportions beaucoup plus considérables et tel qu'il semble bien qu'on ne le puisse comparer qu'au grand canal de Versailles qu'il égale presque en développement comme en magnificence.

Ce grand canal s'étend et se poursuit parallèlement à l'allée de la Servitude et à l'ancien emplacement des cascades. Le point où les eaux du grand Octogone rejoignent les siennes, marque exactement le milieu de sa longueur. Toute une flottille de gondoles pavoisées, de galères et d'embarcations de plaisance y évoluaient joyeusement quand leur goût entraînait les gens à chercher ces plaisirs nautiques. Devant cette eau déserte où le vent fait jouer les roseaux, recomposons, en esprit, une fête aux lanternes, un grand feu d'artistes, un débarquement de déesses de comédie qui viennent rendre hommage à la souveraine de ces lieux, et ce qui nous surprendra le plus sera l'idée de cette manifestation d'un luxe tel que l'on ne voit guère quelles personnes aujourd'hui pourraient le pratiquer. On n'aperçoit point les puissances mondaines qui inventeraient d'établir chez elles un lac pour naviguer à l'aise. L'idée d'un milliardaire qui réaliserait chez lui une piste nautique où il tenterait de battre des records en canot automobile, éveillerait immédiatement une notion de démence ou d'aliénation. Il est vrai que l'on a plutôt fait aujourd'hui de construire un pavillon sur un rivage choisi et de s'y rendre en deux heures d'auto.

Jadis la difficulté et la lenteur des voyages faisaient préférer dans un jardin tout ce qui contribuait à l'agrément ou à la curiosité de la vie. On créait un fleuve sur les terres que l'on possédait, des orangers procuraient à une société de goûts sédentaires les curiosités de la nature méridionale ; mais depuis que les princes et les grands seigneurs sont habitués à tirer les grands fauves dans le Centre africain ou chez quelque maharadjah de leurs amis, plus n'est besoin pour eux de faire construire une ménagerie au bout de leur parc.

Que si notre flânerie nous conduit à longer cette pièce d'eau jusqu'à son extrémité la plus lointaine, vous vous apercevrez que les derniers arbres qui ferment la perspective qu'elle compose ne forment plus qu'un fourré sans profondeur. Le mur de clôture du parc se dresse là presque aussitôt

et de l'autre côté de ce mur passe une route élastique et confortable qui nous ramène en un instant sur la route de Toulouse au carrefour nommé Croix-de-Berny dont nous sommes partis au début de cette promenade.

* * *

Retournons maintenant sur la terrasse du château pour considérer les jardins qui sont disposés devant lui. Ils ne sont point aménagés de manière à conduire le regard vers l'infini grâce à quelque longue perspective comparable à celle de Versailles ou des Champs-Élysées. C'est que, à la diffé-fence de ces illustres modèles, Sceaux ne se développe point en longueur, mais en largeur ; son parc ne s'allonge pas, il s'étend comme, au bord d'une mer septentrionale, fait celui de Peterhof.

Devant la façade, des parterres descendent par gradins et terrasses entre des ifs taillés qui posent sur l'herbe folle leurs cônes de verdure sombre. Trois bassins circulaires marquent les sommets d'un triangle dont la base est tournée vers nous. Des vases de marbre blanc indiquent le dessin d'allées oubliées. Les statues qui devaient enrichir ce beau décor ont disparu. Il n'en subsiste que deux qui se répondent de part et d'autre de l'ensemble, deux grands termes de marbre : *l'Hiver* et *l'Été*, les deux saisons essentielles de l'année et de la vie.

La perspective de ce noble jardin devait avoir jadis un plus puissant attrait du fait qu'au delà des éléments qui la composent n'apparaissaient sans doute que des bois et que des forêts.

N'était-ce pas *les poétiques ombrages d'Aulnay*, comme disait Balzac, que l'on apercevait précisément au delà de la lisière du parc dont l'axe même se prolonge au dehors par la vieille rue des Princes, qui longe la Vallée aux Loups, l'ancien domaine de Chateaubriand : *Ici, j'ai écrit « les Martyrs », « les Abencérages », l' « Itinéraire » et « Moïse ».* Il l'avait acquis en 1807 pour s'y cacher. Il s'était plu à l'arranger, à y planter des arbres, à y dresser des colonnes et des cariatides, à simuler des créneaux sur les toits, et de toutes les choses qui lui échappèrent, ce fut la seule qu'il devait regretter.

« Il y a quatre ans, dit-il au début des *Mémoires d'outre-tombe*, qu'à mon retour de la Terre Sainte, j'achetai près

du hameau d'Aulnay, dans le voisinage de Sceaux et de Châtenay, une maison de jardinier cachée parmi les collines couvertes de bois. Le terrain inégal et sablonneux dépendant de cette maison n'était qu'un verger sauvage au bout duquel se trouvat une rivière et un taillis de châtaigniers.

« Cet étroit espace me parut propre à renfermer mes longues espérances. »

Ce qui, en 1811, n'était que collines couvertes de bois et conservait encore tant de sauvagerie, on se représente aisément quel air, cent ans plus tôt, cela pouvait avoir, d'une âpreté grandiose et peut-être effrayante, qui devait faire un très puissant contraste avec le jardin d'extrême civilisation et de politesse raffinée qui s'y enchâssait.

C'est en de telles conditions, en effet, que le jardin français devait produire l'extrême de son effet. Alors il pouvait réellement paraître un triomphe sur la nature, quand la nature alentour était si mal policée, si hostile, et qu'on la rencontrait dès que l'on sortait de chez soi. Mais où faut-il chercher la nature aujourd'hui? Toutes les routes du royaume ne sont guère moins vives que les allées d'un jardin ; le pauvre reste de ses forêts est aménagé et entretenu comme un parc, la moindre parcelle de terre est jardinée minutieusement et les jardins à la française ont par conséquent perdu quelque chose de leur singularité. Leur beauté conserve assurément son prestige imposant, mais leur confortable nous échappe, et leurs commodités. Leur accommodement aux aises de leurs habitants n'apparaît plus avec évidence. Qui donc irait s'émerveiller aujourd'hui que le sol soit doux aux plus fines chaussures qui le veulent fouler, que des escaliers, que des marches, des degrés épargnent la fatigue de gravir des pentes un peu rudes ou bien de les descendre?

Il semblait presque avoir alors pour mémoire de faire oublier les rigueurs de la nature, tandis qu'aujourd'hui, il rappelle ses agréments qui s'éloignent, massacrés et dispersés.

*
* *

Au bout du parc de Sceaux et dans le prolongement de sa perspective qu'elle aurait bien pu feindre de mener jusqu'à l'infini (car en somme, mener une perspective à l'infini, c'est la conduire simplement *à perte de vue*, à mille toises

environ), la rue des Princes a cessé de porter ce nom plaisant et noble. Les poétiques ombrages d'Aulnay sont cruellement atteints. Des trouées y ont été pratiquées à l'aventure et, dans l'ample toison sylvestre qui formait la toile de fond du grand parterre, des voies et des rues furent tracées à l'aventure comme au mépris du bel ouvrage qui continue ici-bas son existence appauvrie. Des constructions s'élevèrent sans ordre dans ce paysage où tout respirait l'ordre, et dans toute cette verdure se répand et s'étale la couleur saumonée de la tuile mécanique, odieuse à Paul Claudel. Le spectacle est d'autant plus pénible qu'il n'est pas sans mesquinerie. Peut-être prendrait-on mieux son parti d'une gigantesque usine voisinant là avec le domaine princier, l'offusquant et le menaçant, que de ces cambuses médiocres qui ne font en quelque sorte que l'endommager sournoisement. Deux siècles, étrangers l'un à l'autre, s'opposeraient du moins par quelque grande manifestation de leurs génies incompatibles dans un duel qui aurait de la majesté, encore qu'il soit toujours bien humiliant pour le présent de le voir qui s'appesantit de tout son poids sur le cadavre à demi embaumé du passé qui s'évanouit, exsangue et défaillant.

Au parc de Sceaux, les mutilations effectives n'ont pas été épargnées. Il en a subi une bien saignante quand peu à peu le chemin par où les villageois de Sceaux avaient eu licence de passer pour gagner la route de Paris, se transforma en une rue véritable, une grande rue de village, humble et modeste, qui séduirait, telle qu'on la voit aujourd'hui encore, si l'on ne songeait au tort qu'il fallut faire à de si grandes beautés pour l'aménager en sa place. Pour éviter aux bonnes gens du village de faire un long détour, le duc de Penthièvre, successeur en ces lieux de la duchesse du Maine, ne détruisit-il pas lui-même le bassin de Diane, l'un des plus beaux du domaine. Pouvait-on attendre plus d'égard du monde révolutionnaire?

Toutefois, comme si l'on avait eu honte, ici, du vandalisme et des déprédations, on sauva après coup ce qui pouvait l'être. De ce que la rue de Sceaux avait détaché du tronc natal, et qui était l'ancienne ménagerie du château, on fit un jardin public. Cette contrée du parc se développait de manière à équilibrer la belle ordonnance du grand canal, et c'est précisément dans l'axe du grand canal que l'on

trouve le plus bel élément qui subsiste de cette composition effacée : une petite esplanade circulaire où l'on accède par quatre perrons placés en croix. Des tilleuls rigoureusement taillés parfont son architecture.

*
* *

Avant de quitter ces jardins, il faut en gagner une partie reculée dont on ne saurait plus dire au juste quel rôle elle tenait dans l'économie primitive de la composition de Le Nôtre. Là, au milieu d'un parterre de broderies, se dresse une petite construction d'une admirable régularité. Si peu que l'on ait de sensibilité aux œuvres de l'architecture on ne peut la considérer sans émotion. C'est le Pavillon de l'Aurore, tel que Perrault le construisit.

J'éprouve un penchant singulier pour les ouvrages de cette sorte, qui sont ce que j'appelle les petites œuvres des grands artistes et c'est un goût que je nourris en d'autres domaines que l'architecture.

J'aime voir le génie s'abaisser à des bagatelles. Un éventail de Watteau, une épigramme de Racine, un sonnet de Shakespeare sont des objets propres, me semble-t-il, à faire longuement rêver, car on retrouve dans ces jouets l'abréviation de ces qualités mêmes par lesquelles ils ont fait leurs plus grandes choses, de même que dans la fragile ossature d'une souris se découvrent les mêmes principes, les mêmes méthodes, si l'on peut dire le même art que dans le squelette du plus énorme pachyderme.

Il peut y avoir plus d'architecture dans une pendule que dans maint édifice encombrant. Les lois auxquelles obéissent les pesées, les élans et les forces jouent pareillement dans un meuble léger et dans un vaste monument, et qu'il s'agisse de poser justement une coupe renversée sur de frêles colonnettes, ou la coupole de Saint-Pierre sur l'édifice qu'elle couvre, le problème est le même.

C'est parce qu'ils avaient conscience de cette vérité que les plus savants architectes n'ont jamais tenu pour indigne de leurs soins l'édification de ces jolis objets que l'on voit dans le paysage artificiel où ils jouent exactement le même rôle que les fabriques dans les peintures de paysages. Ils avaient maint prétexte pour les construire. Tantôt ils en meublaient un fond, et leur faisaient rappeler la présence de l'homme dans un décor où les beautés naturelles jouaient

le rôle essentiel. D'autres fois ils les posaient sur les articulations de la composition ou bien sur les chiffres essentiels par lesquels pouvait se diviser l'étendue de la perspective. Ils servaien encore à fausser cette perspective, à l'allonger par exemple en faisant douter si l'éloignement réduisait leur dimension, ou si leur dimension était en vérité aussi exiguë qu'on pouvait le supposer.

En outre, en élaborant ces petits ouvrages qui ne répondaient à aucun besoin déterminé, ni à aucune nécessité pressante, ils se donnaient le loisir de se poser à eux-mêmes des questions compliquées, d'affronter des difficultés subtiles et délicates et de les vaincre avec élégance. Ils s'appliquaient si l'on veut à faire de l'architecture pure, au sens le plus moderne de cette expression.

C'est une vue bien singulière de l'esprit que cette notion de pureté dans les arts à laquelle on s'est fort appliqué depuis quelques années et que l'on a très finement analysée sans parvenir à la rendre très claire. Autrefois le domaine de l'art pur apparaissait le dernier terme où pût prétendre un artiste à la fois inspiré et savant qui incorporait dans son œuvre nombre d'éléments étrangers. Ainsi, pour prendre un exemple dans le domaine de la poésie, on aurait considéré que l'*Iliade*, dans sa totalité, atteignait au sublime de la poésie pure, malgré son caractère romanesque, et malgré tout ce qu'elle charrie dans son flot sublime d'apparemment incompatible avec la poésie.

Au lieu qu'aujourd'hui celui qui veut se guinder aux hauteurs de l'art pur a une conception telle de ette haute région qu'il n'y veut rien admettre qui présente à ses yeux la moindre trace d'impureté. Si nous inscrivions une pareille tautologie et que nous nous laissions aller à noter que l'art pur exclut tout ce qui est impur, c'est que l'impureté telle qu'elle est conçue par ces théories occupe un si vaste domaine qu'elle s'étend à peu près à toutes choses et même à la signification. Une œuvre poétique, d'après eux, cesse d'être pure si elle a un sens trop net ; et, suivant les mêmes doctrines, une œuvre d'architecture ne sera point d'architecture pure si elle a une destination trop précise, si c'est une maison d'habitation par exemple, ou bien une église, ou une usine.

J'imagine du moins que c'est à cela qu'aboutirait une théorie de l'architecture pure si l'on se mêlait d'en élaborer

une, ce dont les architectes de notre âge ne se soucient point. Mais peut-être que d'autres l'ont fait. Les petits monuments dont nous parlions tout à l'heure et qu'on rencontre dans les jardins semblent l'attester. Et ils nous permettent, en outre, d'élucider la notion de pureté esthétique dans son ensemble. Ne tient-elle pas à une étrange confusion, et ce que l'on appelle respectivement poésie, peinture ou architecture pure n'est-ce pas des manifestations de ces beaux-arts où la perfection de la technique a détourné à son profit tout l'intérêt qui aurait dû naturellement aller au motif de la composition? N'est-ce pas exactement des œuvres immotivées, la poésie pure n'exprimant rien, mais se perdant en rythmes, en cadences, en sonorités verbales d'un agrément de berceuse, la peinture pure ne représentant rien, mais combinant des lignes, des plans, des surfaces colorées comme pour réaliser d'infinis papiers de tenture, de même que l'architecture bâtira pour rien des édifices inutiles dont la construction lui proposait toutes sortes de problèmes spécieux?

Il y a d'ailleurs quelque chose de fort captivant dans une pareille poursuite de la perfection technique et l'on voit bien que c'est grâce à elle que s'effectue le plus sûrement le progrès des arts et qu'ils se disciplinent, si bien que nous oserons aventurer que les architectes de notre temps perdent beaucoup du fait qu'ils n'ont plus à envisager la solution de ces menus problèmes délicats. Mais qui donc irait, en notre siècle, faire édifier, fût-ce en ciment armé, un pavillon de musique dans un parc ou dans une île artificielle un temple pour l'Amour? Rodin avait bien imaginé une Tour du travail qui n'aurait eu absolument aucune utilité, mais c'était une conception de sculpteur, et d'ailleurs on lui a bien fait voir qu'elle ne répondait à aucun besoin.

Tout en fenêtres qui s'ouvrent vers toutes les directions du jardin, surélevé par un perron chancelant, couvert d'une belle coupole hémisphérique, le pavillon de l'Amour offre une image de grâce puissante, et c'est près de ce bel objet que persiste et se respire l'âme de Sceaux, l'âme d'un temps où quelque chose de rude et de lourd persistait ineffaçablement sous la galanterie et le maniérisme du dehors...

PIERRE LIÈVRE.

Les enfants en Russie soviétique

Un jour viendra où les ponts seront rétablis entre l'Orient bolchevisé et l'Occident. La France, riche en moissons de toutes sortes mais pauvre d'enfants, verra alors déferler jusqu'à elle, plus puissant et plus dangereux, le flot asiatique. Quels en seront les éléments? Quelles alluvions déposeront sur notre sol ces races si différentes de la nôtre, que l'éducation soviétique aura formées? Quelle sera leur moralité, leur santé physique, leur formation intellectuelle?

Nous allons tenter de réunir ici, en les empruntant aux sources bolcheviques, quelques indications susceptibles d'aider les plus sceptiques à se faire dès aujourd'hui une opinion à ce sujet.

* * *

Selon le programme pédagogique établi en 1918 par les chefs soviétiques, l'éducation, affranchie de tout mysticisme et de toute croyance, devait être conforme au matérialisme marxiste. L'enseignement, donné dans la langue maternelle des enfants, devait être laïque, gratuit, obligatoire pour les deux sexes jusqu'à dix-sept ans. L'école serait mixte ; la nourriture, le vêtement, les fournitures scolaires à la charge de l'État.

De tous ces beaux principes, deux seulement semblent

avoir été assez fidèlement appliqués : la coéducation et le matérialisme. Il n'est pas rare d'entendre des gamins de sept à huit ans déclarer : « Je ne crois pas en Dieu. Il n'existe pas ; ce sont seulement les sots qui y croient. »

A part cela, il semble bien que les Soviets eux-mêmes reconnaissent dès aujourd'hui l'échec piteux de leur entreprise. Officiellement on déclare plus de 70 000 illettrés. Officiellement aussi on constate qu'en l'année scolaire 1925-26, 50 pour 100 seulement des élèves admis ont reçu les fournitures scolaires. Mais voici qui est plus grave :

On peut lire en effet dans l'officieuse *Pravda* du 23 mai 1926 : « Il arrive *fréquemment* qu'on refuse l'entrée des écoles, faute de place, *à des milliers et des milliers* d'enfants de paysans. Rien que dans le gouvernement de Voronège les refus pour l'année scolaire courante se sont élevés à plus de 2 000. » Et dans son rapport présenté au Congrès de l'enseignement à Moscou, cité par les *Izvestia* du 20 mars, Lounatcharski avoue que 40 pour 100 des enfants se trouvent hors de l'école. En Sibérie on en compte 63 pour 100.

Le nombre des écoles a d'ailleurs diminué et n'équivaut plus qu'à 97 pour 100 de celui d'avant guerre. Les écoles existantes, dont le nombre varie d'étrange façon (1921 : 70 000 écoles ; 1922 : 58 000 ; 1923 : 53 000 ; 1924 : 67 543 ; 1925 : 71 567), sont surpeuplées et comptent souvent de 120 à 160 élèves pour un seul instituteur mal payé, mal nourri, mal logé, réduit à faire jusqu'à vingt kilomètres pour se procurer le combustible destiné à l'école.

D'après la *Pravda* du 28 mars 1926, les instituteurs n'avaient reçu du 1er août 1925 au 1er février 1926 que deux salaires mensuels de 26 roubles chacun. La somme totale due aux instituteurs pour les salaires en retard s'élevait à 1 500 millions de roubles.

Aussi, la plupart d'entre eux sont-ils malades : 26 pour 100 de maladies nerveuses graves, 32 pour 100 d'affections de la gorge, 26 pour 100 de maladies du poumon. D'après Alexéieff, dans un rapport donné à la séance plénière du comité communiste de Moscou, 40 pour 100 sont anémiques et 20 pour 100 tuberculeux.

*
* *

L'enseignement porte surtout sur ce qu'on appelle pompeusement : *l'alphabétisme politique*, qu'on enseigne aux

enfants dès l'âge de huit ans. La réalité est bien plus modeste. En effet comment un enfant de douze ans pourrait-il s'assimiler *en un mois*, comme l'exige le programme, les questions que voici et d'autres analogues : « l'homme primitif, le charbon de l'U. R. S. S., la protection du travail des ouvriers, l'industrie dans les villes »?

On enseigne, il est vrai, leur langue maternelle aux enfants et c'est avec fierté que les organes soviétiques annoncent qu'on travaille à un alphabet tzigane et qu'on va commencer à éditer des manuels d'étude en cette langue.

Par contre la *Pravda, l'officieuse Pravda* du 19 août 1926, nous fait savoir que, dans telle école arménienne qu'il nomme, les enfants sont groupés non *par classe*, mais *par rang de taille*, en trois divisions, dont la première écrit *pendant un an* sur la page de gauche des cahiers la phrase : *Lénine est le commandant en chef des travailleurs*, et sur celle de droite : 1, 2, 3... 10, tandis *qu'en même temps* la deuxième division chante et que la troisième fait de la gymnastique. A Petrikovo, il y a trois classes par jour : la première de lecture, la deuxième de chant et la troisième de phonographe.

Il y a, il est vrai, dans chaque ville un peu plus importante une *Kasatelnaïa chkola* ou école-modèle, qui sert de réclame aux autorités et qu'on fait visiter en détail aux enquêteurs bienveillants ou naïfs.

Lounatcharski a eu raison quand, dans la *Narodnoïé Prosvichtchénié* (nº 6, 1926), il a avoué que le régime soviétique n'avait pas encore réussi à trouver le juste milieu entre l'idéal communiste et les nécessités scolaires.

*
* *

Que font donc les enfants, très nombreux, que les écoles soviétiques ne peuvent admettre à profiter des bienfaits de tout ordre que la pédagogie bolchevique a préparés à ses élus?

Ils vagabondent.

Une innombrable armée d'enfants parcourt, d'un bout à l'autre de l'année, les steppes immenses de la Russie. Partis des frontières de l'Union ils s'en vont par bandes, accrochés sous les trains en marche, au hasard vers les provinces lointaines du Caucase ou de la Sibérie.

« Trois fois par jour, lit-on dans les *Izvestia* du 6 juin 1926,

les trains partent vers le Midi, et trois fois par jour ils emportent vers le littoral de la Crimée des centaines d'enfants abandonnés. Leurs places réservées sont *sous les wagons*, dans des caisses noires et infectes, au milieu de la suie et du poussier. Risquant sans cesse de tomber sous les roues, ils viennent de Moscou, des villes du nord, et se rendent à la mer. »

Un étranger qui a des indulgences pour le bolchevisme disait à ce sujet à M. Maurice Paléologue : « Ce qui est encore plus douloureux, c'est de voir, dans les stations, des tas d'enfants abandonnés, demi-nus, rongés de vermine et mourant de faim. »

Et l'écrivain révolutionnaire allemand, Bernhardt Kellermann, l'auteur du *Tunnel*, écrit le 1er janvier 1927 de Batoum : « Au cours de ma traversée du Caucase, j'ai vu des milliers de ces malheureux, à Bakoû. Ce ne sont pas des fantômes blancs : ils sont noirs au contraire comme des hannetons... Ils ne travaillent jamais, ils ne font que tendre la main. Ils dorment dans les chaudières où l'on fait cuire l'asphalte. »

Mais les trains venant du Midi ramènent d'autres enfants à Moscou, dans les grandes villes du nord où ils dorment la nuit au hasard. « Sous les portes cochères, écrit la *Vetschernaïa Moskva* du 4 avril 1927, sous les portes cochères qu'on ne ferme pas, on en trouve autant qu'on veut... De véritables dortoirs ont été organisés par les enfants abandonnés le long des murs du faubourg de Kitaïgorov (à Moscou). »

Combien sont-ils?... Des milliers?... D'aucuns écrivent : *des millions.*

Un écrivain allemand très avancé, Félix Hœssinger, écrit dans la *Weltbühne* du 12 avril 1927 : « Sept millions d'enfants errent sans foyer à travers le pays. » Les journaux soviétiques, plus circonspects, en particulier *Izvestia* du 2 mars 1926, parlent de 400 000 ou même de 335 000 qu'on se propose *d'enrégimenter dans l'armée rouge.* Il ne s'agit donc là que des plus âgés. Le nombre des petits est, on le devine, proportionnellement plus grand. D'ailleurs, Pétrovski, président du Comité central exécutif ukrainien, écrivait dans le *Communiste* de Kharkov, le 14 mars 1926 : « Rien que dans le bassin du Donetz nous avons 40 000 orphelins. » Et Mme Rakowski, femme de l'ambassadeur des Soviets à Paris, avouait dans *l'Œuvre* du 25 juin 1926 que « d'après

les dernières statistiques concernant 43 provinces, le nombre des enfants abandonnés était de 600 000 ».

*
* *

Une question se pose : De quoi vivent ces milliers ou ces millions d'enfants abandonnés, vagabondant à travers la Russie?

Et quelle est leur moralité?

La réponse est facile à déduire, avant toute autre preuve, de la page suivante que j'emprunte à l'une des plus intéressantes personnalités de la littérature soviétique, Lydia Seyfoullina :

On les a ramassés quelque part tous ensemble et on les a amenés là. Ils sont tous assis par terre.

Les carreaux sont très froids. Mais, quand même, il fait plus chaud que dans la rue. Alors, pourquoi ne pas rester? Pourquoi se hâter de partir, puisque personne ne vous attend? Ici, on vous donne parfois un morceau de pain.

Vanka, un gamin de dix ans, parle avec assurance :

— Les femmes, c'est plus commode à voler.

— Ah ! non, alors, répliqua d'une voix enrouée le plus petit de la bande. Elles se mettent à crier et les gens accourent de partout.

Quel âge peut-il bien avoir? Huit ans? Douze? Il a des yeux éteints et pleins de sagesse dans un visage minuscule ; sa taille est courbée comme celle d'un petit vieux.

Mais Vanka ne s'avoue pas vaincu :

— Laisse-les crier. Au moins, elles ne savent pas se battre. Et puis, pendant qu'elles s'agitent, on a le temps de se sauver. Mais quand un paysan s'y met, il y va fort. Il s'y connaît.

— Moi, s'écrie fièrement la petite Marie, une dame a voulu m'adopter.

Ses yeux bleus brillent. Eux seuls semblent vivre dans sa petite face terreuse. Ils brillent constamment. Peut-être est-ce à cause des larmes qui s'y sont figées?...

Vanka la regarde de biais. Dans son mépris, il n'a même pas tourné la tête vers elle.

— T'adopter? Tu parles !... C'est elle peut-être qui t'a fagotée comme ça?... De ta chemise il ne te reste que les coutures ; tu es presque toute nue.

— Eh ben! je te conseille de parler! Regarde les tiens, d'habits. Je te jure qu'elle voulait m'adopter.

Le petit Kostia répond de sa voix enrouée :

— Elle t'a menti, la dame, et toi tu as cru que c'était vrai. Dites, la dame, donnez-moi une sèche.

La demoiselle à la cigarette se tourne brusquement :

— Tu fumes, toi? Un gosse de ton âge! C'est du propre!

Les boucles de ses cheveux dansent sur sa tête, tant elle est indignée.

— Quand on a fumé, on n'a plus si faim.

— Je ne t'en donnerai pour rien au monde. C'est abominable! Et elle s'enfuit.

— Salope! lui crie Vanka.

Les conversations s'arrêtent.

Dans un autre coin, trois enfants sont assis depuis le matin. Ils ne soufflent mot. Ce sont deux gamins vêtus de longues chemises déchirées, sans pantalons, sans chaussures. L'un est coiffé d'une casquette de soldat, l'autre d'un chapeau. Il y a aussi une petite fille en robe de chambre. Leurs yeux bridés luisent. Ce sont de petits Bachkirs. Ils restent là sans bouger, sans rien dire, les jambes repliées sous eux...

La faim les tenaille... Il est bientôt trois heures. Les employés vont partir. Et le calme va de nouveau régner dans le bureau de la section d'enseignement du Soviet où ils se trouvent. Et ces six enfants retourneront à la rue. A la gare, à la caserne, chez les soldats qui ne sont pas si méchants, ou bien à la porte des églises, ils chercheront où se coucher. Peut-être réussiront-ils à manger un morceau, peut-être non...

Mais voici que du corridor, à gauche, une paysanne surgit. Elle pleure, elle crie. Une petite gosse de trois ans la suit tout effarée et se cramponne à sa jupe. Un autre enfant est dans ses bras.

— Faut-il les étrangler? crie-t-elle désespérément... Voilà trois jours qu'on n'a rien mangé. On m'a dit qu'on nous aiderait ici. Cher camarade, vous êtes pour le peuple...

Un homme de haute taille, avec des lunettes et un visage fatigué, fait un geste d'impuissance :

— Mais comprenez-moi donc... Nous ne pouvons rien pour vous... Nous n'avons pas de place... C'est tous les jours la même chose...

— Mais nous avons faim!... Monsieur!... Camarade!...

Sa voix s'étrangle... Elle essaie de saisir l'homme de ses mains qui tremblent.

— Elle est de chez nous, dit tout bas la petite Marie. Maman, elle aussi, criait comme ça.

— Elle criait, elle criait, puis elle est morte... Mais il y en a d'autres qui souffrent encore, marmotte Kostia, entre ses dents.

La petite Bachkire se met tout à coup à pleurer, très haut, avec des sanglots longs.

Les employés sortent de leurs bureaux. L'antichambre s'emplit d'hommes et de bruit. On s'apitoie sur les malheureux, on soupire, on lève les bras au ciel.

La femme aux deux enfants se met à crier et à se lamenter.

La femme du gardien s'approche d'elle et lui dit doucement :

— Ma bonne, il y en a beaucoup, des enfants, beaucoup. Une vraie trombe qui s'abat ici. Voyons, tu es encore jeune. Ne crie pas comme ça.

Le téléphone sonne. L'homme à la grande taille crie dans l'appareil :

— Oui, c'est le bureau de l'Instruction publique. Vous voulez amener des enfants? Nous partons. On verra ça demain... Je n'y peux rien... Oui, oui, demain...

Et, se tournant vers les six enfants, il dit :

— Partez, vous reviendrez demain.

Les enfants se lèvent et, un à un, gagnent la porte.

On entend la voix de la gardienne :

— Aujourd'hui, on en a fourré cinquante-sept je ne sais où. Et demain on en amènera d'autres encore...

La petite Bachkire s'est tue, mais on l'entend encore hoqueter. La porte claque derrière les enfants.

Demain, ils reviendront tous.

Que pourrait-on d'ailleurs faire de plus pour eux?... Les asiles, trop peu nombreux, regorgent. A Moscou, pour 3 000 vagabonds, chiffre officiel, il n'y a que deux asiles : un pour 820 garçons, l'autre pour 250 filles.

De temps en temps, il est vrai, des rafles plus importantes sont effectuées par de jeunes ouvrières avec l'aide de la milice ou du Guépéou. Les enfants arrêtés sont ensuite déportés, ainsi que le prouve la *Pravda*, nº 228, annonçant que 30 000 enfants seront dirigés vers la Transcaucasie et la Transbaïkalie, ou bien enfermés dans des asiles où garçons et filles vivent à l'état de promiscuité et se contaminent réciproquement au moral et au physique, ou enfin rejetés à la rue.

Le *Dai* du 9 juillet 1926 raconte une fête célébrée dans un de ces asiles en l'honneur d'une fillette de treize ans qui

venait d'être mère. Et le numéro 149 de la *Komsomolskaïa Pravda* nous livre ces très significatives constatations au sujet de la colonie d'enfants de Vorovski :

« Pendant tout l'hiver les enfants circulent nu-pieds. Leurs habits sont en haillons. Ils sont entassés dans des pièces minuscules. Les règles de l'hygiène la plus élémentaire ne sont jamais observées. Les enfants couchent à deux et à trois dans un lit. Ils satisfont leurs besoins naturels dans la chambre même. Dans certaines communes 40 pour 100 des enfants urinent au lit. Ils sont tous dévorés par les poux...

« En six mois, il y a eu 3 096 cas de maladie pour 352 enfants. »

Le même journal constate dans son numéro 303 que, dans le village de Bolchevskoïé, près de Moscou, les enfants assistés « avaient les mains et le visage couverts de boutons et de plaies. Les petites filles dorment tout habillées sous des couvertures et des manteaux. Des enfants retirent des croûtes de la boîte à ordures et les mangent. Maîtres et employés s'enivrent. Les enfants sont couverts d'eczémas. Il n'y a ni médecin, ni pharmacien ; pas de bois de chauffage du 25 novembre au 10 décembre. Directeur et économe dilapident la caisse ».

* * *

Si déplorables que soient au demeurant les conditions où se trouvent les enfants assistés, — conditions dont l'authenticité ne saurait être discutée puisque les indications que nous avons données sont puisées aux sources soviétiques, — il n'y a, nous l'avons déjà vu, que fort peu d'enfants qui puissent en profiter.

Les autres restent dans la rue, livrés aux hasards de toute sorte. Par troupes de 3, 5, 20, 60, 100 et plus, ils errent et se nourrissent du vol, de la mendicité, de la prostitution, attaquant les marchands illégaux qui ne peuvent invoquer contre eux la protection des autorités, infectés de maladies honteuses, couverts de plaies dégoûtantes, cocaïnomanes, n'hésitant ni devant le meurtre ni devant le viol.

Veut-on des preuves?

La *Krasnaïa Gazeta* du 30 mai 1926 publiait les résultats d'une enquête faite par le professeur M. A. Gernett, constatant que sur 102 enfants de la rue, 80 sont cocaïnomanes, fument et boivent de l'alcool. Il y en a qui ont commencé à

fumer ou à priser la drogue avant d'avoir atteint leur dixième année ; on en a même trouvé qui fumaient *depuis l'âge de cinq ans.* « Je connais, dit M. Gernett, un fumeur passionné qui est un... bambin de deux ans et demi : c'est le fils de paysans jeunes et sains, né, au moment de la famine, dans le gouvernement d'Oulianov. »

Quant aux petites filles l'enquête déclare que, *dès l'âge de dix ans*, elles vivent de la prostitution et se vendent pour avoir de la cocaïne. Dans une razzia faite à Moscou, 1 000 fillettes entre huit et seize ans ont été arrêtées.

Quant à la criminalité elle est très élevée et les documents abondent.

La *Pravda*, au mois d'août 1926, constatait que dans le gouvernement de Moscou (sans Moscou) 29 527 crimes ou délits d'enfants avaient été poursuivis en justice, dont 213 meurtres ou assassinats, 327 poursuites pour coups et blessures.

A Kharkov, les commissions de district ont eu à s'occuper en 1925 de 2 000 enfants ayant commis des délits plus ou moins graves. Les vols constituaient 65 pour 100 de ces délits. En 1925-26, on a constaté l'augmentation du nombre des pillages organisés par des bandes entières de jeunes cambrioleurs.

La *Krasnaïa Gazeta* du 19 juin 1926 parle d'une bande d'enfants accusés de cinq vols avec effraction. Et dans le numéro du 3 juillet 1926 nous lisons ceci : « Quand as-tu volé pour la première fois? demande-t-on à un hospitalisé de l'Institut pour l'éducation des jeunes criminels à Moscou. — Je ne me souviens plus... Mettez... à trois ans. » Un gamin de seize ans déclare : « Quand on vole bien, on n'a pas besoin de travailler. » Une fillette du même âge qui se prostitue depuis l'âge de treize ans répond : « Je ne tiens pas à changer. »

Le *Troud* du 30 juin 1926 constate que le chiffre des délits d'enfants s'est élevé de 9 000 en 1921, à 20 000 en 1925.

On devine quel peut être l'état sanitaire des enfants nomades quand on lit (dans le *Troud* du 17 mars 1927) que sur 1 000 « pionniers », c'est-à-dire faisant partie des organisations communistes de Simpéropol, 24 pour 100 ont le système nerveux épuisé, 20 pour 100 la colonne vertébrale déviée, 16 pour 100 des maladies d'yeux, 10 pour 100 la tuberculose et 8 pour 100 des affections cardiaques.

A qui la faute?

Mme Kroupskaïa, la veuve de Lénine elle-même, a dû reconnaître dans la *Pravda* du 24 septembre dernier, que la guerre et les luttes civiles ne sont qu'en partie responsables. « On est, dit-elle, stupéfait de voir jusqu'à quel point les besoins culturels des campagnes sont négligés. Les écoles, les salles de lecture sont au-dessous de tout. » Un autre constate qu'à la base du « banditisme est la formule promulguée par Lénine : *Pille ce qui a été pillé* ».

*
* *

Quoi d'étonnant, après tout ce que nous avons dit, si les communistes eux-mêmes constatent qu'en Russie les enfants ne rient pas?

« Pas de voix joyeuses d'enfants, écrit la *Komsomolskaïa Pravda*, nº 149, pas de mines fraîches, ni d'yeux brillants... Tout respire l'abattement, la tristesse. »

Et Mme Emma Goldmann : « Pendant un séjour de deux ans en Russie, je n'ai rencontré que très peu d'enfants heureux. *Une seule fois j'ai entendu rire un enfant.* »

Alphonse Daudet avait-il donc prévu le régime soviétique et ses funestes conséquences lorsqu'il imaginait que Jésus, pour punir les hommes pervertis, donnait aux nouveaux-nés l'expérience? « Les enfants naquirent tristes, vieux, découragés ; à peine les yeux ouverts, ils découvraient le bout de tout et l'on vit cette chose abominable : des suicides d'enfants, des tout petits cherchant à se détruire de leurs menottes désespérées. »

Eugène Bestaux.

Liberté, Liberté chérie...[1]

A Madame Petiot
rue Sainte-Agathe, Angoulême.

Le 10 *juillet* 1847.

Ma chère Arsène,

Ce n'est pas, je l'avoue, sans un grand étonnement que j'ai lu la lettre que vous m'écrivîtes le 5 de ce mois. Je croyais être à jamais rayé dans vos souvenirs, tant notre rupture avait été pénible. Vous vous souvenez que vous épousiez les opinions de feu votre cher père, dont je me garde bien de calomnier le souvenir, mais qui était le type achevé du démocrate toujours mécontent. Vous mettiez en doute continuellement ma foi démocratique, et cela m'était fort pénible. Pour vous satisfaire, je siégeais chaque jour à gauche (au point que j'avais demandé une chaise spéciale à un huissier pour être en dehors des bancs, et former à moi tout seul le parti d'extrême gauche). Rien ne trouvait grâce à vos yeux ni à ceux de votre père. Quand vous me vîntes avertir que mon collègue Petiot, député d'Angoulême, avec qui nous avions si souvent été en partie de dîners fins, sur le boulevard, briguait l'honneur de devenir votre époux, je me suis galamment retiré. Vous m'avez dit alors que vous n'étiez

pas aussi sûre que vous le croyiez tout d'abord, de la pureté des intentions de Petiot ; qu'après tout, vous aviez voulu voir si, en apprenant que Petiot voulait vous épouser, je ne me déciderais pas à vous épouser enfin. Vous vous rappelez que ce procédé m'avait froissé et que je manifestai l'intention de rompre. C'est alors que vous allâtes trouver Petiot, lui expliquant que j'avais rompu parce que vous aviez cru qu'il vous épouserait. Il se crut engagé. Il vous épousa. Il quitta la gauche, alla siéger au centre, et de là m'invectiva quotidiennement en m'appelant démagogue millionnaire ; en lisant chaque année le bilan des bénéfices énormes de la Société d'équipements militaires, qui appartient à ma famille ; en dévoilant cette histoire de la garance qu'il était inutile d'étaler aux yeux du public. Ma famille possède des champs de garance dans le Midi et nous nous sommes arrangés avec certaines gens pour que le rouge garance fût adopté dans le costume de la troupe. Nous aurions voulu que tout le costume du soldat fût rouge garance. A notre grand regret, on nous répondit que cela n'était pas possible, que le rouge garance était laid et salissant. Après bien des difficultés, on nous accorda le pantalon. C'est la moitié de ce que nous voulions, mais il faut parfois se contenter de ce que le sort vous donne.

Votre mari, ma chère Arsène, n'a pas cessé, durant plus de trois ans, de demander aux ministres de la guerre des explications au sujet de ces malheureux pantalons garance.

Ces questions d'arrangements commerciaux, en ce qui concerne les fournitures de l'armée, sont extrêmement délicates, et le ministre de la guerre n'est pas à même d'en connaître les tenants et les aboutissants. Cela se passe en dehors de lui. Il ne donnait que de vagues explications dont la plus simple était que la couleur garance est agréable à l'œil. Il disait aussi que le rouge est une couleur très voyante, donc tout à fait propre aux vêtements de la troupe qui, ainsi, se trouve bien plus visible. Ce dernier argument sembla excellent et servit plusieurs fois avec succès. Votre mari, à la fin, renonça à parler de la garance. Mais je dois rendre un hommage à sa mémoire : pour obtenir son silence, je fis faire auprès de lui une démarche par un ami commun, lui proposant des actions d'une de nos usines de garance. Il fit répondre, avec beaucoup de dignité, qu'ayant en portefeuille des actions d'une maison concurrente de la nôtre, point ne lui était utile de passer dans nos bureaux, puisqu'il se trouvait nanti par ailleurs. Quoiqu'il soit devenu mon adversaire, il convient de rappeler ce trait de modération et de dignité.

Hélas ! Vous voici donc veuve, chère Arsène. Ce doit être un grand vide pour vous !... Votre proposition me touche infiniment, mais

demande mûre réflexion. Je ne suis plus le brillant jeune homme que vous connûtes. Dix-sept années de travaux et de veilles ont fait grisonner mes tempes. J'ai trente-sept ans, chère Arsène, et le réveil des anciennes amours réserve plus de mélancolies que de joies.

Je crois qu'il est préférable que nous restions unis par une bonne amitié. Continuons d'échanger une correspondance intellectuelle. Parlez-moi de la sérénité d'Angoulême ; je vous parlerai des tourmentes de la politique.

Et puis, ma chère Arsène, je vous dois la vérité. Il y a, en ce qui me concerne, anguille sous roche : la fille d'un de nos concurrents est à marier. Elle n'est, à ce que l'on m'a dit, ni belle, ni intelligente, ni très jeune. Mais ce mariage unirait en une seule les deux grandes maisons de fournitures militaires. Il y a là des éléments que votre intelligence appréciera à leur exacte valeur.

Croyez, ma chère Arsène, à tout le dévouement de

Benjamin Moyen-Coutard.

A Madame Petiot.

25 *juillet* 1847.

Hélas ! chère Arsène, j'ai prononcé le *oui* fatal. J'épouse une femme que je n'aime pas et ce faisant je ne puis m'empêcher de penser que ce mariage ne correspond ni à l'idéal, ni aux aspirations de mes jeunes années. Ah ! qu'il est donc difficile de vivre conformément à nos premières sincérités ! Si j'avais suivi mon cœur, quand j'avais vingt ans, je vous aurais épousée après quelques mois d'essais loyaux. L'idéal de la Révolution permettait ces mœurs simples, filles des conseils de l'immortel Rousseau. Mais Petiot, avec son esprit centre-droit, est venu jeter son grain de sel dans nos aventures discrètes et charmantes. Nous nous quittâmes, chère Arsène, et l'esprit des affaires prenant le dessus, je m'acheminai vers le mariage d'affaires. On m'aurait dit cela en 1830, j'aurais rugi. Et voyez, ma chère âme, comme tout se tient. Qu'il s'agisse d'amour ou de politique, nous sommes menés par des intérêts secrets infiniment plus forts que nos volontés. Je veux le bien du peuple. Je suis un admirateur de l'ouvrier. Quand je vois passer près de moi, dans la rue, une femme du peuple enceinte, je la salue avec majesté, parce qu'elle est la mère d'un futur ouvrier ! C'est vous dire quels sont au juste mes sentiments à l'égard du lion populaire.

Imitant mon immortel grand-père, je suis monté sur les barricades de 1830. N'avais-je pas le droit de croire que le plus dur était

fait, et qu'il suffisait d'un léger coup de pouce pour rénover les mœurs du monde, ces mœurs qui commencent à s'user? Pensez donc, chère Arsène... il y a plus de six mille ans que la liberté est bafouée! N'est-il pas inouï de penser que les sociétés sont une série de rouages dépendant les uns des autres, et que les hommes se trouvent tenus par des devoirs réciproques qui maintiennent l'ordre? N'est-il pas inouï qu'on ne puisse arriver à réformer cela? Depuis dix-sept ans, je me fais traiter quotidiennement de traître et de faux-frère par tous les révolutionnaires qui parcourent les quartiers populaires. Pourquoi? Parce que ma famille possède des propriétés non loin des agglomérations champêtres de Belleville et de Ménilmontant. Beaucoup d'ouvriers sont venus, depuis quelques années, dans ces villages et ont construit de leurs propres mains des bicoques simples, mais confortables. Ils sont propriétaires... Mais... mais... ne se sont-ils pas mis en tête d'être jaloux de nos propriétés, qui sont plus grandes que les leurs? Trois fois, on a tenté d'incendier notre château de Belleville, et le parc de Ménilmontant a été envahi plusieurs fois par des furieux qui ont saccagé les plates-bandes.

C'est à désespérer. Je fais la révolution de 1830, et ce n'est pas suffisant! Il faut toujours qu'une révolution succède à celle qui vient de finir, sans quoi le peuple est mécontent. Il faut pourtant souffler, afin de pouvoir appliquer les programmes révolutionnaires. Ce n'est pas sur les barricades que s'organise l'équité et le partage proportionnel des biens de la terre, dont on ne cesse de parler. Les barricades, ce sont les batailles, et après les batailles ne faut-il pas organiser la paix?

Très sincèrement, je ne sais où nous allons! Les faubourgs s'agitent. La révolution gronde. Que dis-je? La révolution ne cesse de gronder. Le grand souffle démocratique est semblable à un ouragan. Arrête-t-on les ouragans?

Ah! qu'il était beau, ma chère Arsène, le temps de notre jeunesse! Alors je prononçais d'harmonieux discours; alors je lançais de douces promesses de liberté! Ma main se posait sur votre belle épaule nue!... Vous incarniez la liberté, revêtue d'un drap de lit, vous en souvenez-vous? et coiffée d'un ravissant bonnet rouge...

Il faut voir clair, chère Arsène. Tout le monde ne peut pas être cheval de course, dit mon palefrenier. Il faut reconnaître que tout le monde ne peut pas, du jour au lendemain, profiter d'une révolution.

Certes, il faut adoucir le sort de l'homme, et il est monstrueux que la question sociale ne soit pas résolue. Ce que j'ai fait, je le ferais encore si c'était à refaire (comme a dit le poète). Mais il faut avouer que la vie serait difficile, si tout le monde était riche. Personne ne

travaillant, qui assommerait le bœuf, nourriture de l'homme? Qui bâtirait la maison? Qui ferait la cuisine? Qui viderait les eaux sales?... Je n'insiste pas.

C'est bien compliqué, la question sociale!

Et puis, voyez-vous, ma chère Arsène, le peuple français s'ennuie. Béranger, ce poète inimitable, ce grand écrivain, ce fin psychologue, ce styliste pur, ce génie pour l'appeler par son nom, Béranger est dans la note. C'est le *Petit tondu* qu'il faut aux Français. D'abord, il les a fait tuer ; les Français aiment ça. Ils n'en veulent pas du tout aux hommes décoratifs qui les ont fait massacrer en musique. Napoléon a plus de chance que nous. Son souvenir est adoré ! Nous qui voulons le bien du peuple, le peuple nous méprise parce qu'il estime que nous n'en faisons jamais assez pour lui. Mais les charniers d'Eylau, du Pultusk, de la Moskowa, de Leipzick, et de Waterloo, à la bonne heure ! Voilà qui plaît à une race chevaleresque et brave. Voilà ce que Béranger nous ramène. Vous verrez réussir, chère Arsène, ce Louis Bonaparte qui s'agite nuit et jour, et qui, si l'on en croit la rumeur, pique un morceau de lard à son chapeau et arrive ainsi à se faire suivre par un aigle apprivoisé. (Ce volatile, vous le savez, est très friand du lard...) Le peuple croit fermement qu'il y a une mystérieuse sympathie entre l'héritier du grand Napoléon et un oiseau qui a quitté les cimes pour s'attacher à la personne du prétendant.

Que pouvons-nous, nous honnêtes héritiers des immortels principes de 93, contre les idées d'un peuple qui croit de pareilles balivernes?

Les Français s'énervent. Voilà vingt-deux ans qu'ils n'ont pas fait la guerre. Et quand ils ne se battent pas avec l'étranger, ils se battent entre eux ; car ils ne s'aiment plus entre eux depuis qu'ils ont des opinions politiques. Alors, chère Arsène, nous sommes dans la bouteille à l'encre...

J'avoue ne plus très bien comprendre ce que veut notre beau pays. Nous avons une Constitution qui permet au peuple d'accéder à la bourgeoisie, ce qui est ou paraît être son rêve. Notre roi se promène avec un parapluie, évite les froissements avec nos voisins, fait ce qu'il peut pour être bien sage et obéir à la Constitution. Les gens de mon bord se trouvent en excellente situation, mais sont forcés de critiquer le régime pour flatter le peuple ; ceux qui penchent pour Bonaparte flattent également le peuple, pour conquérir son approbation ; les démocrates sincères du genre de ce monsieur Lamartine qui, paraît-il, écrit des feuilletons merveilleux, — mais, vous le savez, chère Arsène, la littérature n'est pas mon fort, — ces démocrates

flattent le peuple, sans s'en douter, rien que parce qu'ils sont démocrates. En sorte que le peuple est flatté de tous les côtés. Alors, qu'est-ce qu'il réclame donc tout le temps, le peuple?

Mais je me laisse entraîner, une fois de plus, par ma facilité d'épistolier... Excusez-moi, chère Arsène, d'abuser ainsi de votre patience. Vous êtes la seule âme auprès de laquelle je puisse épancher le trop plein de ma générosité égalitaire.

Je tombe à vos pieds.

Benjamin Moyen-Coutard.

A Madame Petiot

1er *janvier* 1848.

Ma chère Arsène,

Excusez mon silence de plusieurs mois. Il se prépare de grandes choses. Nous avons reçu, — quand je dis *nous*, j'entends les démocrates, — nous avons reçu l'ordre de laisser pousser nos barbes. Il paraît que la barbe est le symbole du Républicain.

Je remets le plaisir de vous écrire à plus tard, étant convoqué tout à l'heure à une réunion du comité Odilon-Barrot.

Votre

Benjamin Moyen-Coutard.

A Madame Petiot.

28 *février* 1848.

Ma chère Arsène,

Je n'y comprends absolument rien. J'ai laissé pousser ma barbe. Il y a la révolution ! Voici 89 qui recommence. On crie : Vive la République, Vive l'Empereur, Vive la Liberté ! La Garde Nationale tire de tout son cœur sur le peuple qui le lui rend bien. Le roi est parti pour l'Angleterre. Il n'était pas bien gênant Nous avons formé l'association des Barbes de 48. Nous nous réunissons souvent, et prononçons des paroles définitives, pendant que les balles sifflent dans les rues. Je siège toujours très à gauche, à cause de ma situation de fortune. Ce n'est pas le moment d'exciter le lion populaire. Je vous tiendrai au courant.

Votre

B. M. C.

A Madame Petiot.

5 *mars* 1848.

Le peuple est dans la joie. La République est à présent solidement établie. Un enthousiasme indescriptible règne dans Paris.

L'Association de la Barbe républicaine, dont on a eu la gracieuseté de me nommer président, a traversé hier Paris, précédée des Saint-Simoniens. Vous n'ignorez pas que la confrérie des Saint-Simoniens fut méchamment dissoute en 1843, mais ces messieurs se réunissaient secrètement. Ils sont tout pâles, parce qu'ils ont toujours vécu dans le renfermé, pour ne pas être surpris par la police. N'est-il pas naturel que notre puissante association de la Barbe républicaine tende la main aux généreux disciples de Bazard et d'Enfantin? Ces noms, ma chère Arsène, sont tout un programme. Le Saint-Simonisme, qui veut le bien du peuple, s'appuie sur le génie de ces deux grands hommes dont les noms évoquent un magasin plein d'objets variés, et la pureté de l'enfance. Vive la République de notre jeunesse, ô Arsène !

Votre enthousiaste.

B. M. C.

A Madame Petiot.

Juin 1848.

Ça y est ! Voilà le peuple qui marche contre la République. Nous avons eu beau promener notre Barbe devant la population ; les Saint-Simoniens de Bazard et d'Enfantin ont eu beau chanter les plus jolis morceaux de leur répertoire, — car ils chantent des chœurs, symboles de l'harmonie, — le peuple se révolte. Je ne sais pas ce qu'il lui faut. Je donne ma langue au chat. Si ça continue, je vais démissionner ! Je suis bien bon de siéger à la Chambre, dans une atmosphère surchauffée, où je transpire à grosses gouttes, où j'entends des phrases et des discours, des discours et des phrases, où je me fais traiter de tous les noms de l'arc-en-ciel, — je ne sais plus ce que je dis, excusez-moi, chère Arsène ! — alors que je pourrais jouir en paix des rentes que nous donnent, à ma femme et à moi, les pantalons garance de l'armée française ! L'amour du peuple, certes, habite mon cœur, mais si le peuple continue de m'injurier, moi, je m'en vais. Hélas ! où aller, pour ne plus entendre ces invectives perpétuelles ! La France est devenue une volière de perroquets qui ont appris des gros mots !

Votre B. M. C.

A Madame Petiot.

Ma chère Arsène,

Je suis démoralisé. Il est curieux d'avoir à constater que l'on trouve toujours quelqu'un plus rouge que soi ! « De quel droit, me crient les partisans du socialisme, de quel droit, vous, fils de la Révolution, empêchez-vous le peuple de se révolter chaque fois que ça lui fait plaisir? La Révolution a ouvert la porte à toutes les expériences. De quel droit, voulez-vous refermer cette porte? Vous ne pouvez pas arrêter l'élan du peuple, cet élan que vous lui avez donné ; sans quoi vous trahissez la tradition révolutionnaire et les expériences possibles. »

Si j'ose murmurer qu'il faut respecter les biens acquis grâce à la Révolution (je pense aux propriétés et aux usines de ma famille), les socialistes me rient au nez et hurlent : « Vos usines ne sont pas plus respectables, en 1848, que les droits féodaux en 1789! »

Me dire cela, à moi, une des Barbes de 48! C'est inouï. Et c'est d'autant plus indélicat que je ne puis rien répondre. J'ai trop dit que chacun, à tour de rôle, doit jouir des conséquences des révolutions...

Ah! qu'il est ennuyeux que l'on ne puisse pas s'arrêter! Si c'est moi qui jouis des conséquences de 1793 et de 1830, il faut que les autres attendent! Les autres... je veux dire les ouvriers...

Leur tour viendra sans doute. Mais pour le moment, c'est un peu tôt. Je comprends que l'ouvrier a vu des familles comme la mienne accéder aux honneurs et à la fortune en moins de dix ans. Alors, il dit : « Pourquoi pas moi aussi? » Que voulez-vous? ma chère Arsène, c'est excessivement gênant. La situation devient intenable. Il y a huit jours, excédé par cette critique perpétuelle de mes efforts pour conserver les effets de la Révolution sans aller trop loin, j'ai donné ma démission de député, en pleine séance. Le poète Lamartine (qui parle si bien) a essayé de me retenir par le pan de mon habit. Mais rien n'arrêta mon élan vers la porte de sortie. Lamartine a gardé une basque de mon habit. Une fois dehors, je respirai l'air pur, si l'on peut dire que l'air d'une capitale est pur. Je hélai un fiacre, heureux de me sentir enfin libre, heureux de ne plus être obligé de faire figure d'homme rouge à tout prix! Je décidai de partir pour l'Italie, pays du ciel enchanteur et des chants divins. (Je me rappelle que je suis poète...) Or, comme je bouclais ma valise, mon domestique m'apporta un pli cacheté. Quelle ne fut pas ma stupeur

en lisant que, n'étant plus représentant du peuple, je devais reprendre rang dans la Garde Nationale où, par égard de ma situation parlementaire durant huit années, on me conférait le grade de commandant.

Adieu, Italie ! Adieu, nuits étoilées sur la lagune ! Adieu, chant du gondolier qui semble, au loin, le sanglot d'un amour déçu ! Adieu, beauté !

Les temps sont troubles. La Garde Nationale sera chargée de rétablir l'ordre, si les ouvriers descendent dans la rue ! L'ordre est formel : défense à tout garde national de quitter Paris. Ordre de se rendre immédiatement à tout appel du tambour.

Vous dirai-je, ma chère Arsène, que je ne suis plus le brillant dandy de 1830? Vous dirai-je que le sifflement des balles me produit un effet des plus fâcheux? Ayant joui de la vie, j'en connais mieux le prix... Si mon grand-père, le géant de 93, vivait encore et s'il lisait dans mes sentiments, que dirait-il, ce lion formidable?

Me voici donc revêtu d'un de ces uniformes que je fabrique, pour défendre cette République à laquelle ma famille doit tout, cette République qui, au dire des purs, n'est pas la République !

Que me réserve l'avenir? Je donnerais beaucoup pour être plus vieux d'une année, pour savoir si la propriété, issue de la Révolution, triomphera de la Révolution.

Quelle salade, ma chère Arsène !

Garde national, j'ai tiré en 1830 sur l'armée de Charles X, pour placer l'ouvrier là où il est aujourd'hui. Mécontent, l'ouvrier de 1848 va me tirer dessus comme j'ai tiré sur l'armée de Charles X. On tire sur l'opposé de sur quoi on tirait il y a sept ans. Ma tête s'égare. Je vis dans un cauchemar. Songez que, depuis 1830, c'est la guerre presque continuelle. On voit les boutiquiers, ayant revêtu leur costume, embrasser leur femme en pleurs sur le pas de la porte. J'en arrive à souhaiter la guerre étrangère, la guerre civile ayant des inconvénients extraordinaires et dégoûtants. Combien ai-je enjambé de cadavres couverts de sang ! Combien ai-je vu de cervelles dans les ruisseaux ! Combien de fois ai-je glissé dans des entrailles répandues sur la chaussée ! Tout cela pour des bouts de papier qu'on jette dans une caisse, pompeusement dénommée « urne », des bouts de papier dont on n'arrive jamais à faire le compte exact ! Ah ! il n'y a que la guerre étrangère qui nous sortira de là !

Excusez, ma chère Arsène, ces divagations d'un homme qui ne sait plus que penser ! Vous recevrez bientôt des nouvelles de votre

B. M. C.

A Madame Petiot,
Angoulême.

1er *juillet* 1848.

L'État-major de la 17e légion de la Garde Nationale, les officiers, les sous-officiers et les gardes de la 17e légion ont l'honneur de vous faire part de la mort du commandant Benjamin Moyen-Coutard, ancien représentant du peuple, tombé à l'assaut de la barricade du faubourg Saint-Antoine.

Honneur au courage malheureux.

QUATRIÈME LIASSE

CONTENANT UNE PARTIE DES CAHIERS INTIMES DE M. PAUL MOYEN DE COUTARD, REPRÉSENTANT DU PEUPLE, PUIS SÉNATEUR DE L'EMPIRE ET DE LA IIIe RÉPUBLIQUE (1820-1889).

(Paul Moyen de Coutard est le fils de César Moyen de Coutard, né en 1792, lequel était le fils de Pollux Coutard qui avait épousé en 1789 Mlle Pauline Moyen. M. Paul Moyen de Coutard est donc l'arrière-petit-fils de M. François Moyen, boutiquier de la rue Saint-Antoine, devenu par la suite géant de 93.)

31 *décembre* 1848.

J'ai décidé d'écrire dorénavant, à la fin de chaque année, ce que j'appellerai sans vergogne mon examen d'inconscience. Toute ma famille est composée de gens qui disent avec un ton sérieux des choses qu'ils ne pensent peut-être pas. Je dirai sur un ton léger des choses que je pense.

Quel abîme entre mes grands-parents et moi ! Tout se démode si vite ! Ma famille cache ses opérations fructueuses sous les apparences de la générosité, de l'altruisme. J'oserai être franc envers moi-même, sinon envers les autres.

C'est très curieux. Les générations qui nous ont précédés ont compris trois catégories d'individus : 1o les roublards. Ça, c'est ma famille. Je m'y connais. 2o les sentimentaux. Ça, c'est des victimes toutes préparées. Que le ciel les tienne en sa sainte grâce ! Il en est tant qui sont morts, le crâne fracassé d'une balle au coin d'une rue, devant une barricade, comme mon pauvre oncle Benjamin qui n'avait que huit ans de plus que moi et que nous avons enterré en juin dernier ! Mon pauvre oncle Benjamin levait continuellement les yeux aux cieux, tout en posant une main sur son cœur. Il soupi-

rait avec une désolante continuité. Son amour pour le peuple était la cause de ses soupirs. Moi, je préfère soupirer pour les dames. A propos des sentimentaux, une bonne partie d'entre eux est donc allée peupler les cimetières. Le reste ne tardera pas à les suivre. 3º les artistes, ou si vous préférez : les poètes. Ceux-là sont de redoutables gens, dont les œuvres n'ont d'intérêt que vers minuit, quand on a quelque peine à s'endormir et que l'on a besoin d'un soporifique. Le règne des poètes vient de battre son plein : Alphonse, Casimir, Alfred et Totor (1) ont lâché des flots d'éloquence. Moi, je vois très bien où cela nous a menés. D'ailleurs, ça m'est égal.

Ce qui me donne un peu de dédain pour les générations précédentes et surtout pour les sentimentaux, c'est leur désir continuel et maladif de tout prendre au sérieux. Ils ont pris au sérieux la Liberté, l'Égalité, la Fraternité. La vie est, avec eux, terriblement ennuyeuse. Après ce qui vient de se passer, je ne devrais pas, sans doute, écrire ce que j'écris. Mais si je veux être sincère, puis-je cacher ma pensée? Admettons que je sois cynique... Je ne puis penser comme mon oncle Benjamin. Et pourtant je lui dois une fortune immense. Sa femme et lui ne savaient que faire de leur argent. Je crois même qu'ils ne connaissaient pas le total de leurs deux fortunes réunies. Ils n'avaient pas d'enfants. Mon oncle m'a légué dix-huit millions. Mon père et ma mère n'ont jamais attaché leurs chiens avec des saucisses. (Mon père tient le défaut d'avarice de mon grand-père Pollux.) Malgré les énormes revenus de la Société des équipements militaires (et de plus ma famille possède toute la garance du Midi), jamais je n'ai reçu plus de trois cents francs par mois. C'était sans doute un très joli denier pour un fils de famille, mais pas pour le fils d'un des princes de l'industrie. Que de fois j'ai rougi en comparant ma voiture à l'équipage de tel jeune homme connu pour ne posséder qu'une fortune moyenne. L'héritage de mon oncle vient soudain changer mon train de vie. Mais c'est précisément cet héritage qui fait ressortir tout le côté sentimental et, je le dis tout bas, tout le côté ridicule des convictions du pauvre oncle Benjamin. Par son testament, il me lègue donc dix-huit millions, mais il existe une clause, que voici : bourré de remords parce qu'il n'a pas voulu continuer à défendre les intérêts du peuple à l'Assemblée, bourré de remords parce qu'il est rentré dans la Garde Nationale qui avait le devoir de mater le peuple qui devenait gênant, mon oncle me lègue les dix-huit millions à la condition expresse que je me ferai nommer

(1) C'est sans aucun doute de Lamartine, de Delavigne, de Vigny et de Hugo que le jeune François Moyen parle en ces termes.

député et que je défendrai le Peuple avec un grand P. Ainsi sera maintenue la grande tradition des François Moyen de Coutard de Belleville, de Ménilmontant, et de tout ce qu'on voudra.

Et alors, quoiqu'il s'agisse des volontés d'un mort, il se présente ceci qui est comique : je cherchais par tous les moyens à couper au service de la Garde Nationale. (Je ne tiens pas à mourir devant une barricade.) Depuis dix ans j'avais simulé toutes les maladies possibles, mais le dernier conseil de revision ne m'avait pas été favorable. Les médecins m'avaient jugé de santé florissante, malgré dix nuits passées dans les cabarets avec des demoiselles. J'allais donc recevoir une affectation pour un bataillon, quand tout à coup l'héritage du bon oncle Benjamin vient mettre le holà aux désirs du gouvernement qui se fait défendre par ceux qui paient l'impôt! Les députés ne sont pas incorporés dans la Garde Nationale. Comme ça tombe bien!

Ah! cher oncle Benjamin, soyez sans crainte. Je siégerai à l'Assemblée, car avec de l'argent on siège où l'on veut! Et malgré les louis que je vais jeter sur les comptoirs des marchands de vin, les bulletins des citoyens me coûteront moins cher qu'ils vous ont coûté!

10 *décembre* 1851.

Depuis ce que nos républicains appellent le Coup d'État du 2 Décembre, je me demande si nous allons enfin pouvoir jouir de quelque tranquillité.

Qu'on m'entende bien. Je suis un partisan sincère des conquêtes de la Révolution. Ces conquêtes appartiennent à ma famille. Elles sont ma fortune. Je ne vais donc pas dire du mal de la Révolution. Mais puisque conquêtes il y a, gardons-les. Le poète Totor perd la boule : il lance des invectives en vers contre tous ceux qui ne veulent pas se faire écrabouiller par la mitraille. Totor meurt de rage, parce qu'on lui a préféré le prince Louis-Napoléon comme président de la République. Il faudrait faire crever tout le monde à cause de ce qu'il estime la plus grande infamie du siècle. Ces poètes sont odieux. Le prince Louis-Napoléon a une moustache en pointes cirées. Il a une autre allure que Totor. Et puis il est dans la tradition de la Révolution de confier à un soldat d'aventures la défense du pays. Je suis aussi bon partisan de la Révolution, en approuvant la montée d'un Bonaparte sur le trône, que les gens raisonnables de 1800 qui cherchaient un sabre.

Moi, je suis un homme de gauche, un bon démocrate, mais je désire la paix intérieure.

Depuis 1830, qu'on y songe ! La vie était intenable. On ne pouvait pas aller dîner avec une grisette sans risquer des coups de fusil. J'ai passé ma jeunesse entre les chants langoureux des saint-simoniens et les pétarades des batailles de quartiers. Que de retours de l'Opéra avec des civières ou des charrettes pleines de mourants qui râlaient. Pour un oui, pour un non, les rues étaient pleines d'une foule hurlante et de cliquetis d'armes. Ce n'était plus une vie. Je veux bien siéger à gauche, — oh ! cela, tant que l'on voudra ! — mais je veux pouvoir dîner avec des demoiselles, les emmener au théâtre ou au café-concert sans risquer pour elles, et pour moi, une balle dans le front.

Moi, j'admire la Révolution en tant qu'épopée. Pour la lire, de temps en temps. Mais la Révolution avec le corbillard et le cercueil, non, non, merci !

Je vois bien que mes collègues, surtout les membres de la Loge des Vieilles Barbes de 48, me font un peu grise mine depuis huit jours, à cause de l'affaire Baudin. Ils sont bons, eux, avec leur barbe. J'aurais bien voulu les voir à ma place. Baudin me dit, à la buvette de la Chambre : « Il faut que nous fassions quelque chose, nous les gens de gauche, nous les bons républicains ! Songeons à notre réélection. Si nous ne bougeons pas, nous ne serons pas réélus. Allons, avec nos écharpes autour du ventre, dans un quartier populaire. »

Je lui réponds : « Cher ami, si nous ne sommes pas réélus dans un quartier populaire, nous le serons ailleurs. Par tradition de famille, il faut que je sois un homme de gauche. Je le serai toujours. Quant à vous, je vous paierai une autre circonscription si vous êtes blackboulé dans la vôtre aux prochains scrutins. »

Le voilà qui me serre les mains et qui pleure d'attendrissement. Moi, j'avais rendez-vous avec une demoiselle très gentille qui s'appelle Amanda. Baudin m'assommait avec son histoire de scrupules, son désir absurde d'aller se montrer avec son écharpe aux ouvriers du faubourg Saint-Antoine.

D'ailleurs, tout ce qui est arrivé, c'est la faute d'Amanda. Je dis à Baudin : « Restez donc tranquille, croyez-moi. Je viendrai aux nouvelles ce soir » (c'était le 3 décembre). Depuis la veille, le prince Louis-Napoléon avait pris le pouvoir. Je cours au « Café Anglais ». Pas d'Amanda. Je cours aux « Frères Provençaux », où elle allait fort souvent. Pas d'Amanda. Je reviens à « Tortoni ». Pas d'Amanda. Je hèle un cocher. Le fiacre monte vers Montmartre. Arrivé devant la maison d'Amanda, je vois la portière qui balaie le couloir. Je lui demande si elle sait où est Amanda. Elle me répond : « Mademoiselle a eu si peur en voyant défiler la troupe et les canons, qu'elle

est partie en province chez sa tante ! » Bon ! voilà ma journée gâchée. Ne sachant que faire, je décide de revenir à la Chambre. Le cocher a toutes les peines du monde à se frayer un chemin parmi les barrages de troupes et de police. Rien de ce qui est arrivé par la suite ne serait arrivé si Amanda était venue au rendez-vous. Arrivé à la buvette de la Chambre, je retrouve mon Baudin qui buvait mélancoliquement un verre de vin rouge avec deux vieilles Barbes de 48. Il était assez tard. J'avais faim. Il me vient à l'idée de l'inviter à la *Caille*, un bon petit restaurant du quartier de la Bastille. Le fiacre nous y dépose, non sans que nous ayons exhibé nos écharpes plus de quinze fois. Devant l'hôtel des Monnaies, il y avait tant de canons que nous croyions ne jamais passer.

Enfin nous arrivons, nous mangeons, nous buvons ; après quoi, je dis à Baudin : « Le faubourg Saint-Antoine a l'air bien calme ! Je crois que le prince n'a plus rien à craindre... Allons nous promener un peu. »

Nous entrons dans la rue du Faubourg, occupée par un régiment d'infanterie. Après dix minutes environ de marche, nous nous trouvons devant une barricade. Un officier nous demande où nous allons. Baudin écarte son manteau, lui montre son écharpe. L'officier nous salue et nous dit : « Passez, messieurs. » Il y avait un petit couloir, d'un mètre de large à peine, entre les pavés accumulés. Nous nous y glissons ; une fois de l'autre côté, que voyons-nous? La rue à peu près déserte, et trois ou quatre ouvriers occupés à pousser des pavés du haut de la barricade. Baudin leur dit : « Que faites-vous? »

— Nous sommes paveurs. Alors nous démolissons la barricade pour remettre le pavé en place, répondent-ils.

— Qui vous a donné l'ordre de démolir la barricade?

— L'inspecteur de la voirie.

— Où sont les émeutiers?

— Les émeutiers?

— Oui, fait Baudin en s'échauffant, les partisans de la République, de la Liberté et de la Fraternité !

— Nous ne savons pas, monsieur.

Alors Baudin, qui était très « soupe-au-lait », s'écrie : « Montez sur la barricade, si vous aimez vos frères, et faites voir aux prétoriens que vous ne les craignez pas ! Moi qui suis député, je vous fais honte de votre attitude ! »

Les ouvriers lui disent posément :

— Monsieur, faut pas vous fâcher. Nous, on est les paveurs. Alors, on va repaver...

— Si vous êtes paveurs, hurle Baudin, moi je suis représentant du peuple !

— Ça, c'est un bon métier, dit un des ouvriers ! C'est-y vrai, monsieur, que vous gagnez vingt francs par jour?

— Ah ! vous m'insultez ! fit Baudin. Vous allez voir, mon ami, comment on meurt pour vingt francs par jour ! »

Il se tourna vers moi et me dit à voix basse : « Montez avec moi, mon cher, il n'y a rien à craindre. Les soldats font la soupe. Ça impressionnera ces trois ouvriers. »

Moi, je n'aime rien risquer. Dans ces moments, on ne sait jamais : il y a de la nervosité chez la troupe. J'eus raison de rester coi. Je lui dis : « Si ça vous amuse d'en imposer à trois paveurs, allez-y. Moi, je ne bouge pas. »

On sait le reste. Il était à peine arrivé au sommet de la barricade qu'une balle fit voler son chapeau haut de forme. Il tomba à la renverse, le front ouvert. Un brouhaha se faisait entendre du côté de la troupe. Je me glissai par le passage, et j'aperçus des officiers du régiment d'infanterie qui escaladaient la barricade ; d'autres regardaient une fumée qui montait d'une fenêtre. Ils disaient : « Ce n'est pas la troupe qui a tiré. C'est de là que le coup est parti ! »

Et dire que ce pauvre Baudin a passé pour un héros !

31 *décembre* 1854.

Déjà quatre ans passés depuis le Coup d'État !

J'ai reçu une lettre à cheval de la tante Euphrasie (la veuve de mon oncle Benjamin). Il paraît que je suis un républicain trop tiède, que je n'ai pas le droit d'être tiède, et que si je continue à être tiède, tante Euphrasie reprendra les dix-huit millions. En somme, cette brave tante Euphrasie m'envoie une sommation avec frais, et quels frais ! Il ne me reste qu'à m'exécuter. Je vais réchauffer mon républicanisme au feu du génial Edgar et de son livre sur les *Jésuites* (1), à la flamme éblouissante de Totor II (2) ; Paris valait bien une messe ; la République vaut bien dix-huit millions !

Cela posé, tante Euphrasie me met dans une situation gênante. J'aime bien sa République, mais j'aime bien aussi cet excellent garçon à moustaches cirées qui me permet de dîner tranquillement avec des demoiselles sans risquer de laisser ma peau dans des bagarres.

(1) On a reconnu Edgar Quinet.

(2) Il s'agit sans doute de Victor Considérant, qui publia les *Principes du socialisme* en 1847.

Tante Euphrasie tape du pied en disant qu'il n'y a plus de liberté en France.

Quand il y a la Liberté quelque part, c'est fini : on est bouclé, on ne peut plus rien faire. Si le peuple, la tête montée par Totor Ier et ses pareils, n'était pas descendu dans la rue pour brailler, la troupe serait restée dans ses casernes, ou serait allé se promener avec les nourrices ; Amanda n'aurait pas eu peur de la troupe et ne serait pas partie en province chez sa vénérable tante ; j'aurais trouvé Amanda au « Café Riche » ; je ne serais pas retourné à la buvette de la Chambre ; je n'aurais pas trouvé ce pauvre Baudin qui n'aurait pas remplacé Amanda pour mon déjeuner ; et la France n'aurait pas perdu un bonhomme qui n'était ni plus intelligent ni plus médiocre qu'un autre. Assez de génies ! Assez d'organisateurs du bonheur universel ! Vivent les médiocres ! Et vive la gendarmerie nationale ! Oh ! pouvoir s'en aller à Saint-Cloud, dans un fiacre, en fumant un cigare ! Impossible de dire tout cela à tante Euphrasie, qui ne juge pas les choses du point de vue d'Amanda.

L'Empereur Napoléon III est fort aimable envers moi. J'ai pris le parti d'aller lui dire que je suis forcé d'être républicain sous peine de voir s'envoler dix-huit millions. Il a ri pendant un bon quart d'heure, trouvant la situation du plus haut comique, et ne parvenant pas à retrouver sa respiration. Enfin il soupire, en essuyant ses douces larmes : « Que voulez-vous, cher monsieur Moyen? L'Impératrice est royaliste ; mes ministres sont bonapartistes ; moi je suis républicain. Résignez-vous à l'être avec moi. » C'était une façon charmante de me faire comprendre que je peux républicaniser si je veux et que cela n'a pas autrement d'importance...

Papa et maman sont enchantés que j'aie hérité des dix-huit millions, parce qu'ils ne me versent plus trois cents francs par mois. Alors je suis esclave de tante Euphrasie, qui tient un salon politique républicain, où des vieilles barbes de 48 se trempent dans des bols de café au lait. Ces républicains ne sont pas riches ; alors tante Euphrasie, qui est si bonne personne, organise des goûters à la viande, au jambon, au pâté de foie, bref des choses nourrissantes... On dirait une distribution de soupes populaires. Je suis un garçon sans pitié. Je préfère les petits goûters chez Siraudin. Toujours le point de vue d'Amanda...

Comme il sait que je rencontre toute l'opposition républicaine chez tante Euphrasie, l'Empereur me demande parfois, en catimini, des renseignements sur les « rouges ». « Dites-moi donc, mon cher républicain, que vous a dit Pipe-en-Bois, et le petit père Pelletan? »

C'est le jeune Gambetta qu'il appelle familièrement « Pipe-en-

Bois », du nom qu'on donne dans les cafés du Quartier latin à ce cher garçon qui s'exerce à l'éloquence.

Que puis-je dire à l'Empereur? L'Empereur a voulu le pouvoir. Il l'a. Il voit une opposition se dresser contre lui. C'est normal. Du point de vue d'Amanda, je me borne à espérer que les agitations qui ont rendu la vie intenable de 1830 à 1852, c'est-à-dire pendant vingt-deux ans, seront rendues impossibles grâce à la police de l'homme aux moustaches cirées.

J'avouerai tout. Sincèrement, je crois que je suis abruti, sans en avoir l'air. Je me fais penser moi-même à la balle qu'on se renvoie à la paume. De république en socialisme, de révolution en barricades, de réunions publiques en séances du Parlement, de promenade avec Baudin au salon de l'Empereur qui est républicain et l'Impératrice royaliste, c'est bien cela, je suis une balle. Mais j'en ai assez. Alors, j'aspire au repos. Je ne pense plus qu'aux demoiselles. C'est plus reposant.

Les grandes idées m'assomment ; la grande musique me rend malade ; la grande littérature m'endort. Je veux me laisser vivre. Les idées poétiques sur l'amour de l'humanité ont mené le pauvre oncle Benjamin au cimetière ; je préfère les coulisses d'un boui-boui où chante et s'évertue une demoiselle de mes amies qui s'appelle Hortense Schneider. On va pouvoir un peu rire et s'amuser ! Les esprits profonds prétendent que nous allons tout droit à des guerres funestes, que l'Europe sera mise à feu et à sang. Bah ! les militaires sont là pour se battre... Que les balles sifflent sur les champs de bataille, c'est normal ; ce qui est insupportable, c'est qu'elles rebondissent sur le pavé des rues et risquent de transpercer le monsieur qui va jouer au whist chez des amis !

Alors, conclusion : j'ai trouvé le moyen de ménager tante Euphrasie et les dix-huit millions. Il est bien entendu que la Révolution c'est sacré, que la Liberté est aussi sacrée que la Révolution, que l'Égalité et la Fraternité, ça me fait pleurer d'attendrissement. Il est entendu une fois pour toutes que j'aime le peuple à la folie. Celui qui n'aime pas le peuple, je le maudis.

Cela posé, l'Empire permet d'aller au théâtre, aux courses, aux Champs-Élysées, à l'Alcazar, etc., etc. Ça n'est pas mal non plus. Je prends la Révolution et l'Empire, je les flanque dans un cornet, j'agite et je sors de là l'Empire libéral : c'est un tour de passe-passe qui n'est pas si mal exécuté, pour un bourgeois abruti par la vie qu'on lui a fait mener depuis trente-quatre ans qu'il a eu le bonheur de voir le jour.

Ce que cela donnera, c'est les petits-fils qui le verront.

31 *décembre* 1866.

Je n'aime pas les arts. Les arts me fatiguent. Je n'aime pas réfléchir. La Comédie française m'assomme. La tragédie, c'était bon pour l'oncle Benjamin. Moi, je suis un homme gai. Ce qui me plaît, c'est la musique de Meyerbeer, pendant une demi-heure, où je vais baiser la main des dames à l'Opéra, (et des demoiselles). Le théâtre italien passe encore, quoique ça roucoule trop. *Le Postillon de Longjumeau* est assez dans mes cordes, mais c'est un peu pour jeunes filles. Ce qui me va tout à fait, c'est le croustillant. En musique, mon homme c'est Offenbach ; en littérature, ce qui me plaît, c'est Meilhac et Halévy. J'ai entendu trente fois *la Belle Hélène* et je ne sais combien de fois *Orphée aux Enfers* et *la Grande-Duchesse.* D'abord, ça blague tout. Ça démolit les histoires de collège, Jupiter et ce qui fait pâmer les gens de goût. Ça met les pieds dans le plat. Des races se sont prosternées devant des statues de dieux que l'on dit parfaites (moi, je ne comprends rien aux arts plastiques et je me fiche des temples grecs !) ; des races, dis-je, ont imploré, avec des sanglots et de grands gestes, ces habitants du ciel que nous voyons aujourd'hui se trémousser sur les planches en frôlant mon Hortense Schneider (qui, par parenthèse, me coûte assez cher). Il y a là une de ces dégringolades qui m'amusent prodigieusement et j'applaudis à cette méthode de tourner en ridicule tout ce qui fut respectable. J'aime voir bafouer le pouvoir, et entendre dégoiser, dans *la Grande-Duchesse*, un général ridicule. Une soirée aux Bouffes ou aux Variétés m'amuse, alors que les séances du Sénat me donnent une furieuse envie de fuir, ces séances où l'on traite gravement des conséquences de la guerre d'Italie, de celles de la guerre de Crimée, et où je suis hélé par des vieillards qui ne se consolent pas de ce que nous ayons laissé écraser par la Prusse la Bavière et l'Autriche. Bah ! on avait été en Italie et en Crimée, ça suffisait. Nous avons bien fait de laisser l'Autriche se débrouiller, et la Bavière avec elle. En Europe, tout le monde nous aime bien. Pourquoi nous mettre à dos la Prusse?

Les affaires marchent. Paris est brillant. C'est le rendez-vous des élégances du monde entier. Les grenadiers sont très beaux. La cavalerie est superbe. Ça suffit pour les revues, quand un prince étranger vient nous voir.

Ce n'est pas moi qui gênerai l'Empereur ; il a été vraiment trop gentil pour moi. Il me sait républicain par devoir de famille. Ça le touche. Et il m'a bombardé sénateur. Je ne sais guère comment cela s'est fait ; l'essentiel, c'est que tante Euphrasie soit contente.

Le Gambetta-Pipe-en-bois lui ayant dit que ma présence au Sénat était un son de cloche fameux pour les républicains (je ne suis pas très calé en français, mais cette présence qui est un son de cloche, et fameux encore... Enfin, passons !). La chère femme exulte. Il n'y a que le vieux Pelletan (je l'appelle vieux à cause de ses idées vieilles) parmi les vieilles Barbes qui viennent se nourrir dans le salon de la rue Tronchet, il n'y a que le Pelletan qui hoche la tête en me regardant de travers, soupçonnant mes bonnes relations avec « Badinguet ».

La vérité c'est que l'Empereur, devant l'opposition des irréductibles, a besoin d'une opposition sage, d'apparence sérieuse, j'allais dire sereine, une opposition qui, par son attitude passive et officielle, mine l'action des énergumènes. Lorsque Gambetta hurle, lorsque Floquet glapit, lorsque Pelletan vocifère, lorsque Totor Ier rugit comme un lion à la chaîne dans cette gentille petite île de Guernesey qu'il appelle un rocher, lorsque Edgar beugle comme un ruminant qui n'a plus d'herbe à brouter, lorsque Rochefort vomit des injures, ça excite le peuple qui ne demande qu'à être excité. C'est alors que le ministère peut dire : « Nous savons que nous ne sommes pas parfaits. Nous essayons d'améliorer les choses. Tout vient en son temps, mais voyez. Un bon républicain comme M. Moyen, l'arrière-petit-fils d'un géant de 93, nous fait crédit tout en présentant ses critiques. » Il est certain que cette attitude est habile...

Je ne comprends pas pourquoi tant de gens s'agitent en critiquant le pouvoir... Ce désir d'accéder aux places politiques me confond chaque jour davantage. N'était la tante Euphrasie et les dix-huit millions, je collerais bien mon siège de sénateur sous Pipe-en-Bois, sous papa Pelletan, ou sous le petit Rochefort ! S'il n'y avait que ça pour leur faire plaisir !...

Je sens que je suis le type d'homme qui plaît à l'Empereur. Je suis un sceptique. Il est un rêveur qui a des éclairs de réalisme, mais toujours trop tard. (Je dis cela sans en être bien sûr. Je ne pose pas au psychologue.) Au fond, je l'amuse par mon laisser-aller. L'autre jour, il me dit : « Cher monsieur Moyen, n'avons-nous pas fait une bêtise en laissant ce Bismarck écraser l'Autriche et mettre pour ainsi dire la main sur la Bavière? Répondez-moi franchement. » Il y avait une expression de désespoir sur son visage, et il avait l'air de souffrir physiquement autant que moralement. Moi, j'aime rassurer les gens, et puis... est-ce que je sais si nous avons eu raison ou tort? C'est l'avenir qui saura la vérité. Je ne suis pas prophète. Donc, chassant de ma bouche un nuage de la fumée de mon cigare, je lui répondis :

— Sire, dans six mois, personne ne parlera plus de cette petite guerre. Certes, on a été étonné de voir la Prusse se hausser sur les pointes et faire figure d'État important. C'est la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf. D'ailleurs, Émile est de mon avis.

L'Empereur eut un sursaut de joie : « Ah ! votre ami Ollivier pense comme vous?

— Oui, sire.

— C'est un homme remarquable ! fit l'Empereur en souriant. (Façon charmante de me dire que je suis également un homme remarquable.) L'expression de son visage était devenue sereine.

31 *décembre* 1869.

Que les gens sont donc ennuyeux ! Toute la bande Gambetta s'ébroue et fait un scandale du diable ! Mais ce qui m'ennuie le plus, ce sont les gens qui se prétendent raisonnables. Les hurleurs, on s'habitue à leurs hurlements, tandis que les gens sérieux se plaisent à dire des choses qui donnent froid dans le dos. J'ai horreur de ça.

Ce qui inquiète le plus, c'est l'attitude d'Émile. Émile voit les choses en noir. C'est insupportable. Il est mon plus vieil ami. Nous nous tutoyons. Les Ollivier sont à *tu* et à *toi* avec les Moyen. Or Émile a été toujours distant à l'égard de l'Empereur. Je me demande si l'amitié que Napoléon III m'a portée n'était pas guidée par le désir de se servir de moi pour attendrir Émile.

Depuis deux ans je voyais bien que l'on faisait, aux Tuileries, toutes sortes d'allusions en ma présence. On m'a envoyé un jour ce M. Mérimée qui m'a fait comprendre qu'étant ami d'Émile, je devais considérer comme un devoir de faire un rapprochement entre le chef du parti libéral et l'Empereur, que ce serait une belle action politique, que l'on m'en garderait bien de la reconnaissance, qu'il fallait courir au plus pressé, faire la part du feu, et patati et patata. Je devais partir pour Trouville avec Hortense, le jour de cette étrange ambassade. Voilà le voyage remis. Hortense furieuse, tapant du pied, s'écroulant sur un canapé. C'est un des plus mauvais souvenirs de ma vie politique.

Je cours chez Émile. Je m'attendais à un refus cassant, à un abattage en règle, à un de ces réquisitoires qu'il a pris l'habitude de prononcer contre moi, disant que je ne suis pas sérieux, que je ne suis pas une « tête » (merci !) ni une intelligence, (re-merci !), que je ne cherche qu'à bien vivre, que je ne vois pas plus loin que le bout de mon nez, et autres gentillesses. Tout ça me laisse froid. J'aime bien Émile tout de même. Donc, j'attendais l'orage. Et aucun

orage n'éclata. Je vis un large sourire illuminer le visage d'Émile qui me dit, en me serrant la main à l'écraser : « Enfin !... enfin !... on a compris que je suis le seul homme capable de sauver la situation ! » Aux Tuileries, il est tombé dans les bras de Napoléon III. Ils étaient si émus, l'un et l'autre, qu'ils ne pouvaient parler. Enfin ils finirent par se dire des choses très aimables, et je ne fus pas oublié dans ce concert de tendresses. L'Empereur ne me proposa-t-il pas un ministère? Je refusai avec l'énergie du désespoir. Ministre? moi? Ah! non, pour lors ! Qu'Émile entre dans la bagarre, puisque ça l'amuse ! Moi, je n'accepte pas plus les responsabilités de 1869 que je ne montais sur les barricades de 1848.

Les républicains annoncent la révolution. Les gens sérieux annoncent la guerre. Avec qui, la guerre? Avec le grand Turc, ou avec le pacha de Calicut? L'Europe est calme comme un lac. Et ne le serait-elle pas, qui oserait s'attaquer aux grenadiers que l'on voit si magnifiquement alignés quand l'Empereur les passe en revue à Longchamp? Il y a des gens que la victoire de la Prusse, en 1866, empêche littéralement de dormir. Ma parole, ils ont peur que la Prusse s'en prenne à nous. Certes, une mouche peut agacer un lion. Un peu de raison et de logique, s'il vous plaît ! La guerre ne peut pas éclater entre la petite Prusse et la grande France, et pour une bonne raison. Le roi de Prusse et son ministre Bismarck sont venus à Paris, en visite officielle, pour l'exposition de 1867. Et vous croyez qu'après avoir assisté à la revue de Longchamp ils ont envie de s'attaquer à nous? Là, je suis de l'avis de papa Pelletan. En cas de guerre avec les Prussiens, je serais d'avis de mobiliser les pompiers de village. Cela suffirait amplement.

La Prusse... je vous demande un peu... La Prusse et son armée de cent mille hommes... Les pompiers, vous dis-je, les pompiers !...

Nous ne continuons pas plus avant, ici, la publication des papiers de la famille Moyen, papiers dont la lecture ne tarderait pas à devenir fastidieuse. Au reste, depuis cent quarante ans, cette honorable famille radote quelque peu et il nous serait pénible de publier tout ce qui concerne la défaite de Charleroi, tout ce qui a trait à une victoire pénible changée en revers par les politiciens incapables, auxquels la famille des Français moyens donne toute son approbation.

JEAN VARIOT.

les idées & les faits

LECTURES

LE POÈTE INGRAT

On a tort de médire de la bibliophilie et de la railler. Qu'on l'appelle « bibliologie » et elle deviendra une science. C'est une branche du savoir humain comme une autre. La connaissance des livres n'est pas inutile à la critique. Elle éclaire souvent des coins d'histoire littéraire et de psychologie.

Ces temps-ci, M. Fernand Vandérem a proposé, dans le *Bulletin du bibliophile*, une énigme curieuse. S'aidant de la correspondance de Lamartine, il a établi l'existence d'une édition « préoriginale » des *Méditations*, plaquette plus que rare puisqu'on ne l'a pas encore retrouvée. Mais Lamartine parle expressément, en avril 1819, de trois pièces imprimées à vingt exemplaires pour l'auteur et ses amis, alors que le recueil a paru en 1820 seulement.

Il semble qu'il n'y ait là qu'émulation, joies et désespoirs pour les collectionneurs. Attendez.

On observera d'abord que Lamartine a parlé de la première publication de ses vers dans des termes étrangement contradictoires. « Je ne les laisse imprimer, écrit-il à sa sœur, qu'à une vingtaine d'exemplaires, tous retenus... Je suis à corriger les épreuves dans ce moment-ci. » Ce qui ne s'accorde pas avec ce qu'il écrit d'autre part à Éléonore de Canonge : « Pour me tenter, le duc de Rohan et quelques autres en ont fait imprimer deux ou trois (*Méditations*) à mon insu par Firmin Didot. Ils m'en ont donné quelques exemplaires. »

Où le poète dit-il la vérité? Quand il annonce qu'il s'est « laissé » imprimer en fixant lui-même le tirage et qu'il corrige des épreuves,

ou quand il fait savoir qu'on l'a imprimé « à son insu » et qu'on lui a donné quelques exemplaires, ce qui permet de supposer une surprise que lui auraient ménagée des amis, admirateurs de son jeune talent?

La fantaisie de Lamartine, les libertés qu'il prend avec l'exactitude, son dédain du fait précis sont déjà assez remarquables. Ce n'est pas tout. Il y a peut-être dissimulation.

Je puis, quant à l'existence de l'introuvable « préoriginale » des *Méditations*, apporter un témoignage à M. Fernand Vandérem. Il y a bien un quart de siècle que j'ai entendu de la bouche de Gustave Janicot, directeur de la *Gazette de France*, et, par conséquent, l'un des successeurs de l'abbé de Genoude, le récit suivant. Lamartine et Genoude (qui n'était pas encore entré dans les ordres), étaient unis d'une étroite amitié. Ils se lisaient l'un ses vers, l'autre sa traduction de la Bible. Un jour Genoude invita son ami à dîner et, sous sa serviette, le poète trouva un petit livre. Il eut ainsi le plaisir de se voir imprimé pour la première fois.

Ce récit, qu'il me semble encore entendre, s'harmonise parfaitement avec la lettre à Éléonore de Canonge : « Le duc de Rohan *et quelques autres* en ont fait imprimer deux ou trois *à mon insu.* »

La scène est d'ailleurs charmante et cette amitié de jeunes gens enthousiastes touchante à imaginer. Rapprochez-la des vers que Lamartine a dédiés à Genoude (la *Poésie sacrée*, *l'Ordination*...). C'est une page de la vie du poète. Pourquoi ne l'a-t-il pas écrite? Pourquoi a-t-il supprimé de sa biographie le dîner et la brochure trouvée sous la serviette? Par sa plume, quelle valeur l'épisode eût prise ! Mais il n'en est question ni dans *Raphaël*, transposition de sa propre jeunesse où il a conté comment l'éditeur Firmin Didot l'avait éconduit, ni dans ses *Commentaires* où il se contente d'appeler Genoude « un ami de ses premiers vers », ce qui peut au besoin passer pour un remords.

Plus tard, il est vrai, la politique avait séparé Lamartine, devenu républicain, de Genoude resté légitimiste. Mais, en 1819, pourquoi, à sa sœur elle-même, parlait-il du duc de Rohan tandis qu'il laissait son meilleur ami parmi les obscurs « quelques autres »? Genoude, en ce temps-là, devait encore s'appeler Genou, car Louis XVIII, l'ayant anobli, lui avait donné deux particules au lieu d'une. Alphonse de Lamartine rougissait-il de Genou? Cela fait de la peine à imaginer.

Au déclin de ses jours, Lamartine a souffert de l'ingratitude des hommes. Peut-être avait-il commencé lui-même au temps où la gloire, l'amitié, la société, tout lui souriait.

RAPHAEL

De fil en aiguille, du *Bulletin du bibliophile* à Genoude et à Lamartine, j'ai voulu relire *Raphaël*. C'est l'amplification du *Lac*. L'idée de saucer un poème en roman est une erreur prodigieuse. Charles Maurras recommande la marche inverse. Il est vrai qu'on l'écoute peu.

Dans l'histoire d'Elvire, allongée sur deux cents pages, Lamartine a dû mettre beaucoup de remplissage. Il y en a du très bon, du médiocre et du pire. On découvre avec surprise un éloge de Machiavel, « ce sublime praticien des maladies des Empires. » Lamartine donnant du sublime à Machiavel pour condamner la morale de La Fontaine !

Après *Raphaël*, il faut lire le « lundi » que lui avait consacré Sainte-Beuve. Haut respect pour le poète, rigoureux dépouillement de sa prose. C'est une page pénétrante de critique qui va très loin sans dogmatiser. Sainte-Beuve ne raille pas, il s'attriste quand Elvire s'écrie : « Dieu, c'est toi ! Dieu c'est moi pour toi ! Dieu, c'est nous ! » Lire ce « lundi » après *Raphaël*, c'est très sain parce que Sainte-Beuve dit tout sans être sacrilège et ne permet pas qu'on touche à la lyre pure de Lamartine. Honorez toujours la poésie !

DU RIRE

A joindre aux exemples cités par Lucien Fabre des cas qui provoquent le rire par le contraste et l'imprévu.

Dans les *Considérations sur la Révolution française*, Mme de Staël raconte qu'Augereau, à qui l'on demandait en 1797 si Bonaparte ne pensait pas à se faire roi d'Italie, répondit : « C'est un jeune homme trop bien élevé pour cela. »

Extrait des mémoires de François Durand, soldat-musicien de l'armée d'Égypte, après la prise du fort d'El-Arich : « Plusieurs de mes étroits amis ont été investis des voiles lugubres de la mort, entre autres notre basson. »

SUR LE RÉGICIDE

La nouvelle Sorbonne a mis dans les têtes que les « sources » étaient l'essentiel en histoire. Les « sources » ne sont pas tout. La plus grande difficulté d'écrire l'histoire, c'est d'expliquer les événements, et, pour les expliquer, de comprendre les opinions, les doctrines, les sentiments, les intérêts, les positions, tout ce qui détermine la politique, car rien n'a plus de puissance à une époque donnée, et, aux époques suivantes, il faut un grand effort de l'esprit pour se représenter les mobiles des hommes et les raisons de leurs attitudes. Encore n'arrive-t-on

pas toujours à saisir ce qui est individuel. Sainte-Beuve excelle à ces analyses. Il n'est que relativement plus aisé de reconstituer ce qui est général.

Exemple. Nous ne mesurons pas assez, dans la succession des faits de la Révolution française, l'influence qu'ont eue les « votants ». Quand on voit, dans les *Notes historiques* du conventionnel Baudot, ce qu'étaient devenus, sous la Restauration, ceux qui survivaient parmi les régicides, exilés en Belgique ou en Suisse, où ils avaient pris la place de misère des émigrés, on comprend que ces hommes aient admis, désiré, provoqué n'importe quoi, la dictature militaire, le Consulat de Bonaparte, l'Empire napoléonien, pour empêcher le retour des Bourbons. Tout plutôt que cela. Alors un « votant », Sieyès, prépare le 18 Brumaire. Un autre « votant », le tribun Curée, propose la couronne pour Napoléon Bonaparte. Cambacérès, archichancelier de l'Empire, est encore un « votant », etc.

Remontons à une autre époque.

L'assassinat de Henri III par un moine ligueur, l'assassinat plus obscur de Henri IV, n'ont pas eu de moindres effets que la condamnation de Louis XVI sur les idées et par conséquent sur la politique. Le régicide était alors, si l'on peut dire, à droite et le royalisme à gauche. On retrouve dans Voltaire, le Voltaire de *la Henriade* et de l'*Essai sur les mœurs*, l'écho de ces polémiques passées. Si bien passées que Port-Royal avait été fermé, détruit par ordre de Louis XIV. Pourtant, que trouve-t-on aux origines de Port-Royal? Antoine Arnauld, le père d'Angélique, qui, avocat de l'Université. avait accusé les jésuites de complicité dans l'attentat de Châtel contre Henri IV. Mlle Cécile Gazier, dans sa récente *Histoire du monastère de Port-Royal*, écrit que ce discours fut le « second péché originel des Arnauld ». Moins de cent ans après, les positions étaient renversées et ce « second péché originel » n'était même plus intelligible.

BELLICISTES EN 1832

Ces mouvements tournants sont continuels. Comme ils s'accomplissent avec lenteur, on se trouve de l'autre côté sans qu'on s'en soit aperçu. Qui se rappelle aujourd'hui que les partis démocratiques français ont été longtemps belliqueux, qu'être républicain et demander l'annexion de la Belgique et du pays Rhénan, c'était la même chose? Les hommes de gauche étaient ceux qui dénonçaient la « politique du chien crevé », qui flétrissaient les humiliations et les renoncements, qui évoquaient les jours de fierté nationale. Ce n'est pas pendant une Conférence de La Haye ou une Assemblée de Genève

que ces lignes ont été écrites, mais en 1832, par Armand Carrel. Et, au style, aux métaphores, l'époque se sent un peu :

> Malheur à qui coupe les jarrets de son coursier pour n'être pas emporté par lui ! Le hardi cavalier sait qu'il a besoin des jambes de l'animal fougueux qui le porte ; mais il fait jouer à propos le mors et l'éperon. C'est par cette figure qu'un grand homme d'État anglais a donné l'idée la plus frappante de ce que doit être le gouvernement chez une nation forte, une nation qui a de grandes facultés et de grandes passions, car il n'y a point de grandes facultés sans grandes passions ; et malheur aux nations qui ne sont point passionnées ! elles ne sont faites que pour l'esclavage.

Aujourd'hui, Armand Carrel, journaliste républicain, serait à la Société des Nations. Il dirait avec M. Briand : « Que de ravages les questions de prestige peuvent faire parmi les peuples ! » Il ajouterait : « Il y a, dans tous les pays, des hommes qui, obscurément, et avec une ruse perfide, semblent travailler pour que la paix ne dure pas toujours. » Armand Carrel ne dirait plus que l'on « coupe les jarrets du coursier » et que l'on prépare les Français à l'esclavage. Ou bien il le dirait encore et il ne serait plus homme de gauche.

Cependant ce « superpatriote » républicain avait pris les armes contre son pays au temps de la guerre d'Espagne et fait, comme journaliste, ce qu'il avait pu pour amener l'échec de l'expédition d'Alger. Car, dans les opinions des hommes, il ne faut jamais oublier de compter avec l'esprit de contradiction.

JACQUES BAINVILLE.

LA VIE A L'ÉTRANGER

CHATEAUX DANS LES NUAGES

La vérité sort parfois de la bouche de ces grands enfants que sont les politiciens. M. Mac Donald a dit le mot de la situation quand, à Genève, il s'est laissé aller à avouer que toute la politique nouvelle consiste à construire des châteaux dans les nuages en s'en remettant au hasard ou à la Providence du soin d'en établir les bases. Jamais la définition ne s'est appliquée plus exactement qu'à l'activité de la dixième session de la Société des Nations. Dix ans! Ce n'est certainement pas encore pour cet organisme l'âge de raison.

L'événement de cette session a été le lancement officiel du fameux projet de fédération européenne. Voilà bien un château dans les nuages. Et même le record du genre. Un record qui bat de loin tous ceux qu'on a établis depuis dix ans. Et pourtant, le traité de Versailles, qui n'a oublié que de prévoir les moyens d'exécution, et l'accord de Locarno, qui prétend réconcilier le maintien et la révision des résultats de la victoire, étaient déjà de fameux mirages. La Fédération européenne est mieux encore. Elle suppose l'élimination des conflits de passions et d'intérêts, la disparition des survivances des anciennes rivalités. Elle ignore délibérément tous les germes de haine d'un avenir livré aux incertitudes de la lutte pour la vie la plus ardente que l'on ait vue. On admet qu'il suffit de marcher les yeux fixés sur les étoiles pour échapper aux ronces du chemin. C'est du pur messianisme.

Cette mentalité se conçoit bien dans une Babel où le seul langage

commun est celui qui traduit les aspirations de toutes les âmes humaines. On a pu prétendre supprimer le bon Dieu et le paradis. on n'est pas arrivé à tuer l'idéal d'amour et de justice qui repose au fond du cœur de tous les hommes. Plus on veut limiter les réalisations à la vie terrestre, plus on est entraîné à passer par-dessus les obstacles. Combien de fois a-t-on pris l'élan? Toujours, hélas! pour renouveler le mythe d'Icare. C'est un fait indiscutable qu'au bout des grands rêves on trouve trop souvent de sanglantes désillusions. La foi a produit les croisades qui n'ont tout de même pas été des pastorales. La philosophie a conduit à la Révolution. Trente années de guerre, un siècle de bouleversement. Et nous n'en avons pas fini avec les conséquences du droit des peuples, de la démocratie, du principe des nationalités.

La Société des Nations peut-elle devenir le régulateur de toutes ces forces désordonnées? Nous ne demandons qu'à le croire. Pour cela il faudrait peut-être en faire autre chose que le champ d'expansion dans le corps international des virus qui ont empoisonné les organismes particuliers. Or, c'est malheureusement ce qui se produit. La griserie des discours, la duperie des idéologies et, ce qui est beaucoup plus grave, les naïvetés et les faiblesses allant au-devant des fourberies et des calculs. Il est si tentant de subtiliser le portefeuille et de donner de bons crocs-en-jambe aux braves gens qui vont les yeux tendus vers les étoiles. C'est très bien de croire à l'avènement de l'âge d'or, mais cela suppose des renoncements et des résignations dont on voudrait voir au moins quelques commencements.

Nous entendons bien l'argument de ceux qui sont ou qui veulent paraître convaincus. Des commencements de progrès! Il y en a, et même mieux encore : des développements continus. Que l'on mesure seulement le chemin parcouru depuis Locarno et même rien qu'au cours des derniers mois. La grande liquidation n'est-elle pas en bonne voie? La condamnation de la guerre est-elle une formule vide? La Conférence de La Haye a pu être pénible, elle n'en marque pas moins une étape importante. L'Allemagne entre résolument dans la voie de la paix en sévissant spontanément contre les agitateurs nationalistes. L'Angleterre et l'Amérique sont en train de supprimer la concurrence des armements navals. On peut entrevoir une limitation générale des armements, le développement de l'arbitrage, fournissant le moyen de résoudre pacifiquement les conflits. Mieux encore, on s'occupe de prévenir les querelles en cherchant à établir des liens de solidarité économiques et politiques. Tâche longue et difficile. Le but est assez beau pour justifier l'effort et mériter la

confiance. Criminels seraient ceux qui décourageraient les espérances par leur éternel scepticisme. Une génération nouvelle élevée dans la haine de la violence, dans le culte de l'altruisme, viendra, tout naturellement, établir les assises de l'édifice qu'elle n'aurait peut-être pas conçu si on ne lui avait montré, même dans un mirage, le magnifique couronnement.

Tout cela est bel et bien mais n'a que des rapports lointains avec les réalités. Il faut voir les choses comme elles sont. Nous sommes au lendemain d'une guerre qui a fait des riches et des pauvres, des satisfaits et des mécontents. Nous vivons dans un temps où, en dehors même de la liquidation du drame, se produit un formidable déchaînement d'appétits. Tant qu'il s'agira d'abandonner les profits de la victoire ou de plier devant le fort, il sera facile de parler de réconciliation. Tant qu'il s'agira de dissimuler les désaccords sous de brillantes formules, il sera facile de parler d'entente. Mais a-t-on des raisons sérieuses de penser que les espoirs de revanche des vaincus résisteront à la tentation de pousser la surenchère des concessions? A-t-on des raisons de penser que les velléités d'accord aboutissent à autre chose qu'à l'exploitation des défaillances? Voilà ce qu'il faudrait démontrer. Le malheur est qu'en dépit de tous les artifices les manifestations de Genève nous laissent entrevoir exactement le contraire.

Peut-on concevoir démonstration plus saisissante de la duperie de la condamnation de la violence que le grand discours de M. Mac Donald? Le chef du gouvernement anglais a résumé toute son argumentation dans le rappel de l'adage d'après lequel celui qui frappe par le fer périra par le fer. L'avertissement ne date pas d'hier. La sagesse qu'il exprime est celle de générations qui n'ont pas hésité à mettre un glaive dans les mains de la justice. La formule prend une étrange ironie dans la bouche d'un chef de gouvernement qui vient d'être obligé de mobiliser des cuirassés, des avions et des mitrailleuses pour arrêter des massacres et qui ose soutenir que la défaillance de l'autorité n'est pour rien dans l'accident, qu'il faut compter sur la seule force morale pour contenir les passions humaines. Qu'un tel ridicule ait pu se soutenir sans déchaîner des sifflets ou sans attirer au moins la sanction à peine moins sévère de l'éclat de rire, n'est-ce pas la démonstration de l'absurdité d'un régime qui exagère vraiment la licence donnée à chacun de se moquer du monde?

Car c'est vraiment se moquer du monde que de soutenir que le drame de la Palestine n'est pas une crise aiguë des nationalités. C'est se moquer du monde que d'attribuer le réveil de barbarie qui met aux prises les Arabes et les Juifs à d'autres causes qu'aux erreurs

d'une politique qui prétendait déjà faire de la réconciliation en stimulant des rivalités. Depuis un quart de siècle et davantage les Anglais se sont employés à fanatiser le nationalisme arabe sous toutes les formes. Ils se sont servis à la fois des Wahabites et des Husseinites. Pour comble de complication, ils ont opposé le nationalisme juif au nationalisme arabe. Il ne manquait plus pour provoquer l'explosion que de supprimer le prestige de la force en faiblissant devant les revendications du nationalisme égyptien. Voilà l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Les Anglais ont annoncé qu'ils retireraient leurs troupes. Il n'en a pas fallu davantage pour qu'ils fussent obligés non seulement d'envoyer des renforts, mais de faire parler le canon. Ainsi les réalités se rappellent durement à ceux qui prétendent les négliger. Il faut croire que leur rappel n'est pas encore assez précis puisque M. Mac Donald a pu se permettre à Genève de méconnaître publiquement la leçon.

Il a pu se permettre d'ailleurs bien autre chose. Notamment de reprocher à la France, à la Belgique et à l'Italie d'avoir risqué de compromettre la paix à La Haye pour une querelle de gros sous. Même les voûtes de la salle de la Réformation n'ont pas eu un frémissement d'indignation quand M. Mac Donald a renié formellement le protocole de Genève.

On se rappelle ce fameux protocole élaboré en 1924. Déjà à ce moment les travaillistes anglais étaient au pouvoir et on parlait d'organiser la solidarité internationale. Le protocole devait combler la grande lacune de l'organisation de la Société des Nations en décourageant toutes les agressions par la certitude de l'assistance donnée aux victimes. Comme régularisation du mécanisme de la paix, c'était ce que l'on avait fait de plus rationnel. On revenait à la logique. La solidarité suppose la coopération. Le meilleur moyen de décourager la violence est de mettre celui qui serait tenté d'y recourir en face de la certitude d'une répression impitoyable. Pourquoi faut-il que ce bon sens se heurte à la conception radicalement contraire de la chimère et l'égoïsme. La chimère escompte la conversion spontanée du méchant. Il suffit de condamner la guerre pour la rendre impossible. L'égoïsme entend conserver sa liberté d'action pour agir au mieux des circonstances. Cette mentalité qui est celle des Anglo-Saxons s'est manifestée toutes les fois que l'on a cherché à préciser le devoir d'assistance de la Société des Nations. Elle n'avait pas attendu la débâcle des travaillistes, à la fin de 1924, pour obliger M. Mac Donald à abandonner le protocole. Le fait est que la première initiative du même Mac Donald revenant au pouvoir a été de faire savoir discrètement qu'on ne devait plus parler du proto-

cole. L'enterrement était certain. On pouvait seulement se demander comment les choses se passeraient à Genève.

Elles se sont passées de la manière la plus simple. Tout le monde s'est trouvé d'accord pour repousser le spectre du passé. Naturellement, M. Stresemann a été le premier, puisque la suppression du devoir d'asistance est la condition la plus favorable aux futures révisions. Mais M. Briand a abandonné lui aussi la conception française de la coalition défensive. N'est-ce pas même pour masquer cet abandon qu'il s'est enfoncé dans les conceptions étrangères jusqu'à l'idée des États-Unis d'Europe?

C'est là peut-être ce qu'il y a de plus frappant dans l'évolution des dernières années. La politique française renonce aux conceptions françaises pour adopter des théories étrangères. La mise de la guerre hors la loi est une formule anglo-saxonne. La conception française était la suppression de la guerre par la menace de la force. Les États-Unis d'Europe sont également une inspiration américaine. Le mot suffirait à l'indiquer. Aussi quel succès l'idée a-t-elle rencontré de l'autre côté de l'Océan, alors qu'elle devrait provoquer des défiances, car l'Amérique trouverait à qui parler si jamais elle trouvait en face d'elle un bloc européen solidement constitué. Peut-être les Américains, du moins ceux qui sont capables de réfléchir, se rassurent-ils en pensant que le bloc européen n'est pas près de se réaliser. Il suffit de constater les difficultés que l'on rencontre dès que l'on cherche à résoudre des problèmes aussi élémentaires que ceux du charbon et du sucre pour voir combien sont platoniques les velléités de fédération. En réalité tous les éléments de division et de rivalité subsistent et on les retrouve dans toutes les manifestations de la politique de réconciliation.

Un des dogmes du nouvel Évangile est le règlement des conflits par l'arbitrage. Le système est loin d'être sans risque. La France vient d'en faire une dure expérience dans l'affaire des zones, et la Pologne dans l'affaire de l'internationalisation de l'Oder. La justice internationale est plus boiteuse encore que les autres parce qu'elle ne peut pas trouver de magistrats indépendants. C'est pourquoi les partisans les plus résolus de l'arbitrage sont obligés de faire des réserves. Il y en a dans le projet d'arbitrage sur les questions politiques établi l'an dernier et que très peu de nations ont acceptées. Il y en a même dans la clause facultative qui vise uniquement les conflits juridiques. On a considéré comme un succès l'adhésion apportée par M. Mac Donald à cette clause. Mais cette adhésion a été donnée seulement du bout des lèvres et sous réserve de l'acceptation des colonies. Là encore on a eu un beau spectacle d'hypocrisie.

Le seul vrai partisan de l'arbitrage total est M. Stresemann. Admirable conversion de la nation qui a été le champion de la violence, diront les naïfs. Calcul évident, répondrons-nous. Le jour où l'arbitrage sera généralisé, il ne pourra plus être question d'en excepter les dispositions des traités de paix. C'est alors que l'on pourra parler de révision.

On le pourra d'autant mieux que l'on n'aura plus à redouter de résistances. La question du désarmement est en effet entraînée sur la pente. La condamnation de la guerre a commencé par désarmer les prudences. L'accord qui se prépare entre les Anglais et les Américains annonce une nouvelle offensive des nations anglo-saxonnes.

Sans l'attendre nous avons vu se dessiner une offensive en règle contre tout ce qui reste de possibilité de guerre, c'est-à-dire le droit de légitime défense et l'assistance aux victimes d'une agression. De telles éventualités sont-elles compatibles avec la mise de la guerre hors la loi? M. Mac Donald le conteste. Naturellement, il a trouvé l'appui immédiat de M. Stresemann. Pas de temps à perdre. Il faut d'urgence réviser la Charte de la Société des Nations pour écarter toute possibilité d'intervention par la force. Du moment qu'il ne peut plus y avoir de guerre, tout rappel de la force doit être aboli.

Nous retrouvons une fois de plus l'opposition fondamentale qui s'est manifestée, dès l'origine de la Société des Nations, quand il s'est agi d'organiser les sanctions. Nous constatons une fois de plus que l'évolution se traduit régulièrement par le recul de la doctrine française. Cette doctrine a dû abandonner d'abord l'organisation d'une armée internationale, puis les pactes d'assistance, ensuite le protocole. Nous en arrivons au moment où l'on ose parler d'interdire de se défendre et de défendre les faibles attaqués.

Après cela, il ne reste plus qu'à supprimer les organisations militaires mises au service du droit. On y va et grand train. C'est le risque le plus grave des nouvelles idéologies. Tant qu'on garde les moyens de se défendre, on peut laisser faire les pêcheurs de lune. Mais le jour où nous serons désarmés rien ne pourra plus arrêter les retours de violence.

Est-il besoin de dire que l'Allemagne marche plus que jamais à l'avant-garde de la campagne du désarmement. Qui pourrait s'en étonner? Les Allemands font leur jeu. On leur promet de supprimer toutes les conséquences de la défaite. La première inégalité à abolir, n'est-elle pas la servitude militaire du traité de Versailles? Quoi d'ailleurs de plus inoffensif puisque l'Allemagne ne demande pas à réarmer mais à généraliser l'abolition de la conscription?

Nous en sommes là. Tout l'effort de la France a tendu à chercher

le maintien du service obligatoire et la libre disposition des réserves instruites. L'an dernier, on a considéré — et avec raison — comme un très grand succès l'adhésion donnée par l'Angleterre à la thèse française dans le compromis naval. Au moins fallait-il consacrer ce succès. Au contraire on a tout lâché. On a laissé les conservateurs anglais renier eux-mêmes le compromis. Cela laissait prévoir ce qui arriverait avec la rentrée en scène des travaillistes. L'action a été déclenchée à Genève et nous avons eu ce spectacle piquant de voir l'attaque menée par un des représentants des plus qualifiés de la pure tradition britannique, un Robert Cecil.

Plus d'alliances. Plus d'armée. Rien n'empêchera dès lors la déchéance des traités de paix. Ici encore la session de Genève prépare le terrain. Il y a dans la Charte des Nations un certain article 19 qui prévoit la disparition des traités devenus caducs. On se flattait de l'espoir que cette clause resterait lettre morte. La Chine est venue demander son application aux fameux traités inégaux. La requête a été jugée digne d'être reçue. Parmi les quatre puissances qui ont donné leur approbation il y a — retenez bien — la Lithuanie, l'Autriche et l'Allemagne. La Lithuanie songe à sa revendication de Kovno. L'Autriche pense à l'Anschluss. Quant à l'Allemagne elle est tendue vers la suppression de ce que M. Stresemann a osé appeler en pleine assemblée de Genève « des situations grotesques ». Après tout le mot n'a pas mal réussi à M. Snowden.

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

DEUX ROMANS POÉTIQUES

Tous les bons romans, si l'on veut, sont poétiques, en ce sens qu'ils tendent à évoquer la vie, plutôt qu'à la décrire. On pourrait aller jusqu'à soutenir que les meilleurs romans sont des poèmes manqués, qui souffrent d'être exprimés en prose, parce que la prose, dans une littérature en ordre, est l'instrument du discours logique, non celui du sentiment poétique. Et l'on trouverait là, sans doute, la solution du problème tant débattu, il y a quelques années : un bon roman peut-il être une œuvre écrite avec art? Non, répondrait-on, un bon roman ne doit pas être écrit, il doit être chanté. Il y a là, si l'on y songe bien, une vaste question, qui met en cause les trois quarts de la littérature contemporaine. Mais ce n'est pas elle qui nous occupe aujourd'hui.

Nous pensons spécialement, en parlant de « romans poétiques », à des ouvrages qui nous transportent entre le rêve et la réalité, à des livres où le monde est recomposé par l'imagination. Non qu'il s'agisse d'une fantaisie surhumaine et très éloignée de nous ; rien n'est plus proche, au contraire, des humbles choses qui nous entourent, et du déroulement quotidien de l'existence. Mais tout cela est transfiguré par le regard d'un poète. Ainsi le plus pauvre paysage est-il chargé d'un charme indicible, pour les yeux qui l'aiment. Pour finir, c'est bien d'amour qu'il s'agit surtout dans de telles œuvres, écrites, si l'on peut ainsi parler, sous la dictée du cœur ; d'amour et de sensibilité : tout un monde physique et moral est perçu, quasi directement, par l'écrivain aux subtiles antennes qu'est le romancier-

poète, pour reparaître dans des livres étranges et ravissants, dont les personnages possèdent tout à la fois la réalité émouvante des êtres humains et le merveilleux des héros de légende.

*
* *

Ces livres-là sont assez peu nombreux en France, où la clarté et la précision nous sont trop naturels pour qu'il nous soit aisé de nous noyer dans la brume lumineuse qui est l'atmosphère ordinaire de cette sorte d'ouvrages. Cette littérature compte cependant chez nous deux chefs-d'œuvre : la *Sylvie* de Gérard de Nerval, et *le Grand Meaulnes* d'Alain-Fournier. Le roman poétique trouve au contraire un climat d'élection en Angleterre qui a vu paraître récemment un des livres les plus jolis que le genre ait jamais produit : *Poussière* (Dusty Answer), de Mme Rosamond Lehmann (1). M. Jean Talva vient d'en donner une excellente traduction, que nous présente M. Jean-Louis Vaudoyer : un livre, nous dit-il, où « tout ce qui est monde extérieur est mis au service de l'être intérieur », où « l'art du roman permet de faire toucher et sentir l'invisible par l'enregistrement du visible ». Il s'agit moins, dit encore le préfacier, de comprendre, de juger les personnages, que de les aimer. Essayons cependant de nous expliquer pourquoi nous les aimons.

Les livres de cette sorte ont toujours pour cadre un lieu mystérieux et attirant comme un pays de contes de fées. Dans *Sylvie*, c'est la campagne de Valois, qui arrache tout d'un coup Gérard du théâtre où il passait la soirée. Dans *le Grand Meaulnes*, c'est le château de la fête nocturne. Dans *Poussière*, c'est, plus simplement, « le jardin de la maison d'à côté ». Voilà qui est une trouvaille. Un jardin où l'on n'a jamais pénétré, dont on n'a jamais vu, par-dessus un mur, que les frondaisons, toujours les mêmes, qui sont le visage familier de cet inconnu, c'est l'arrière-pays idéal de tout autre jardin, de celui où l'on joue depuis que l'on est enfant. D'autres enfants jouent dans le jardin d'à côté, des enfants dont on ne connaît que le rire et la voix, que l'on a écoutés longtemps avant de savoir comment ils se nomment, et que l'on aime d'avance, sans raison, sans être sûr qu'on les verra jamais. Ils sont les habitants féeriques de ce pays de légende. Et les jeux qu'on imagine, avec eux, si jamais on accédait à ce jardin enchanté, seraient des jeux merveilleux, comme on n'en voit pas dans la vie réelle.

Voilà la fragile donnée de *Poussière*. Mais que de puissance poétique

(1) Un volume chez Plon.

dans ces puériles imaginations ! Qui ne conserve de tels souvenirs, peut-être aux trois quarts oubliés, et qui ne s'en laisse doucement émouvoir, s'il arrive qu'ils se réveillent? Ce trésor de rêves d'enfants est le plus riche qui soit en impressions enivrantes, qui transportent tout l'être d'un seul coup dans un indicible bonheur. Un cœur lyrique ne cesse pas d'y penser. Alain-Fournier disait : « Mon *credo* en art et en littérature : l'enfance. » Et il ajoutait, en se traçant lui-même le programme du livre qui devait être *le Grand Meaulnes* : « Arriver à la rendre sans aucune puérilité, avec sa profondeur qui touche les mystères. Mon livre futur sera peut-être un perpétuel va-et-vient insensible du rêve à la réalité ; « rêve » entendu comme l'immense et imprécise vie enfantine planant au-dessus de l'autre et sans cesse mise en rumeur par les échos de l'autre. »

La confrontation avec la vie est, en effet, ce qui cristallise ces rêveries enfantines, et ce qui donne matière à l'œuvre littéraire. Dans *le Grand Meaulnes*, ou dans *Sylvie*, le rêve est le plus fort, le flot lyrique des impressions ou des souvenirs d'enfance l'emporte et s'épanouit en une floraison poétique de la plus grande pureté. Dans *Poussière*, la jeune héroïne du roman, Judith, une jeune fille de dix-huit ans, est aussi aux confins de l'enfance et de la vie. Mais l'idéalisme enfantin laisse place, chez elle, à de troubles désirs qu'elle mêle ingénument à sa rêverie. Au lieu de se réfugier, comme les personnages de Gérard de Nerval et d'Alain-Fournier, dans un bonheur imaginaire, elle tente, l'imprudente, de réaliser ce bonheur. Il se brise et tombe en poussière. Ce qu'il y a de plus beau dans le jardin d'à côté, c'est qu'il soit derrière un mur qui en défend les secrets ; on n'y devrait jamais entrer ; on ne devrait jamais connaître ceux qui l'habitent.

Dans la maison d'à côté vivent quatre grands garçons, quatre cousins, et leur cousine Mariella, que Judith aime indistinctement, sans s'être jamais demandé si elle souhaiterait d'être comme une sœur pour Mariella, ou quelque chose de plus pour un de ses cousins. Mariella d'ailleurs, est elle-même ce personnage ambigu, et les sentiments de Judith en sont d'autant plus troubles quand elle songe aux enfants du jardin. Le jour où Mariella épouse un de ses cousins, la surprise de Judith couvre peut-être un peu de jalousie. Peut-être. Mais est-on jamais sûr de telles choses? Et puis, le mari de Mariella est tué à la guerre, et la jeune femme reste seule au monde, avec un petit enfant et ses trois cousins survivants. Le souvenir d'un mort teinte de mélancolie l'atmosphère de la maison d'à côté, quand Judith y pénètre pour la première fois.

Du jour de cette première visite chez ses voisins date le début de la lutte entre les rêves de Judith et les réalités de la vie. Les rêves

sont tenaces et la lutte dure longtemps. La maison d'à côté, du reste, est assez en marge des banalités quotidiennes pour que son climat soit favorable à une telle aventure. Chacun des trois cousins mène, par ailleurs, une existence propre, chacun a sa famille, ses amis. Mais ils se retrouvent, l'été, dans la maison, et ils retrouvent Judith, dont l'imagination s'attache à la même vision féerique des hommes et des choses. On danse, le soir, dans la maison ; on se promène dans le jardin ; on va en auto, comme des fous, dans la campagne. On croirait, à certaines minutes, que les rêves se peuvent mettre en action. Mais la vie se venge, brutale. Les troubles désirs du cœur et des sens font naître des flirts qui ressemblent à tous les flirts, et qui, comme eux, finissent mal. Judith détruit tour à tour l'image qu'elle s'était faite des trois jeunes gens, et, trois fois, se brise le cœur. Bien peu de chose, en apparence, sera changé pour elle, à cela près qu'une fée ne sera plus là, qui transformait tout de sa baguette. Tout subsiste, mais tout se défait. Elle se dira, en considérant avec désespoir ce passé privé tout d'un coup de son magique éclairage : « Rien n'est altéré ; l'ordre n'est ni renversé, ni même troublé ; ces moments ont bien existé ; mais tout autour de leur splendeur indécente et folle, de leur audace divine, de leur suffocante magnificence, la vie continue de tisser sans relâche, de fabriquer avec sécurité son tissu incolore et banal. »

Voilà, autant qu'on peut l'isoler, la trame sur laquelle Mme Rosamond Lehmann a brodé le plus délicieux tissu de fleurs vaporeuses. Ce qu'aucun résumé ne peut déceler, c'est l'impression de charme et d'inquiétude, tout à la fois, que laisse cette évocation du monde recréé par un cœur ardent et jeune. Toutes les nuances de la gamme de sentiments qui va de l'amitié à l'amour sont présentes et confondues dans le mélange le plus troublant. (Encore n'avons-nous pas parlé de l'épisode des années de collège de Judith, si plein d'équivoque.) La nature montre ici tout ensemble son innocence et son chaos. Un cœur se cherche dans les songes bleus qu'une tête enfantine a formés ; il se trouve et il découvre les autres cœurs dans une assez vile réalité. Mais celle-ci, si laide qu'elle soit, ne peut pas tuer le souvenir des images dont on la voilait quand on ne la connaissait pas.

*
* *

Il n'est pas douteux que M. Jean Cocteau ait eu l'intention de faire aussi, en écrivant *les Enfants terribles*, un de ces livres que nous avons appelés romans poétiques. Toutes les conditions requises par ce genre de littérature y sont réunies, ou à peu près. Il s'agit, là aussi, d'en-

fants qui se risquent à prolonger dans la vie les jeux de leur imagination. Les parents, comme il convient, sont absents de cette aventure, et représentés seulement par un vague et invisible tuteur. (Les parents, avec les devoirs qu'ils ont mission de rappeler aux enfants, tiennent à des choses trop sévères pour entrer aisément dans les fantaisies poétiques de l'adolescence.) Une chambre où le génie fantasque des jeunes héros du livre se donne libre cours fournit le décor étrange que l'on attendait. Ces héros, enfin, sont un frère et une sœur, dont l'amitié forcenée est, sans qu'ils s'en doutent, aussi inquiétante qu'on peut le souhaiter dans une troublante histoire de cette sorte. Si inquiétante, même, que le choc du réveil est plus terrible que dans *Poussière*, et détermine un double suicide. La poésie des héros de M. Cocteau manque de résistance — on dirait, si l'on osait, qu'elle « ne tient pas le coup » — au contact avec le réel.

Mais précisément, s'il y a là presque tout ce qu'il faut pour faire un roman poétique, n'y manque-t-il pas l'essentiel, qui est le don du poète? Des livres comme ceux dont nous avons parlé ne peuvent être que l'œuvre de tempéraments en communication naturelle avec l'univers physique et les forces créatrices qui l'animent. C'est par là surtout qu'ils sont chargés de poésie, par l'inspiration qui apporte au travail de l'intelligence la matière la plus riche en pure sensibilité. Or une telle inspiration est ce qui manque le plus à M. Cocteau, qui a tâché d'y suppléer, depuis qu'il écrit, par les plus ingénieux artifices. Car ce talent tout intellectuel, tout cérébral, qui a manifesté souvent des qualités perçantes de critique — relisez certaines pages du *Rappel à l'ordre*, — a le malheur de s'être cru et de se croire encore un génie de poète. L'exposé de cette erreur, son commentaire, son explication, fourniraient les éléments d'une étude de l'œuvre de M. Cocteau que nous ne voulons pas entreprendre ici. Pour nous en tenir aux *Enfants terribles*, ils sont l'erreur majeure où M. Cocteau devait tomber. Non seulement ce genre de livre, qui est, nous l'avons dit, poétique par excellence, devait tenter un esprit que ses goûts ont pu leurrer sur ses propres facultés, mais les incertaines imaginations de l'adolescence avaient encore plus d'attrait pour cet esprit : car la poésie le séduit moins par ce qu'elle a de fécond, de vivace et de puissant que par sa position indécise et troublante aux confins de la sensibilité et de la connaissance.

Le charme de la poésie que conçoivent des cœurs adolescents est fait, pour une bonne part, de cette position équivoque. Il devait particulièrement séduire M. Cocteau. Encore faut-il, pour le traduire, garder un cœur proche de la fraîcheur qui donne tout leur prix à des naïvetés parfois déconcertantes. C'est le privilège des

poètes de garder, quel que soit leur âge, cette jeunesse de cœur et de tempérament. M. Cocteau, lui, ne pouvait guère nous donner, de ces jeux qui furent innocents, qu'une image reconstruite dans sa tête. Il est trop intelligent et trop artiste pour manquer une telle composition. Mais il n'y faut chercher qu'un ouvrage d'art, au sens le plus pauvre du mot, et non la sève naturelle et juvénile d'une Rosamond Lehmann ou d'un Alain-Fournier. On a dit que ce livre était le chef-d'œuvre de son auteur. Dans l'intérêt même de M. Cocteau, nous aimons mieux chercher son meilleur livre dans un genre plus conforme à son talent, — par exemple parmi les essais critiques que nous citions tout à l'heure. Car, tenir pour son chef-d'œuvre un livre comme *les Enfants terribles* serait, du même coup, marquer trop cruellement les limites de cette nature incomplète.

André Rousseaux.

LES BEAUX-ARTS

QUELQUES LIVRES DE MUSIQUE

PARMI les collections biographiques et documentaires, les collections d'ouvrages relatifs à la musique et aux musiciens ont pris depuis quelques années une importance de premier plan. C'est qu'elles répondent à un besoin nouveau du public cultivé. Celui-ci a cessé de considérer la musique comme une distraction futile et négligeable, il lui accorde aujourd'hui, à côté de la peinture, de la sculpture, de l'architecture, des arts appliqués, la place qui lui revient dans le patrimoine intellectuel. De là l'intérêt qui se manifeste pour les écrits traitant de l'art musical et de son histoire.

Cependant notre époque a des curiosités multiples. Un goût très vif se fait jour pour les visions et les images, plus encore peut-être que pour les récits littéraires. Aussi Rieder vient-il de publier une collection nouvelle : *Maîtres de la musique ancienne et moderne*, qui groupe, à côté de documents littéraires et musicaux, des documents iconographiques en abondance. Consacrée aux grande musiciens français et étrangers — *Beethoven* par Edmond Vermeil, *Wagner* par René Dumesnil, *Fauré* par son fils Philippe, — cette collection donne par le texte et par l'image un aperçu général, mais étendu, de la vie, des œuvres et de l'esthétique de chacun d'eux. Les documents iconographiques viennent illustrer pas à pas la biographie : choisis autant que possible parmi des documents inédits (lettres, photos, manuscrits, autographes), ils rendent présentes les figures diverses du musicien, de ses proches, de ses amis, de ses interprètes, ils éclairent

la genèse de ses œuvres, ils évoquent les lieux où elles furent composées.

C'est un souci analogue de vivante imagerie qui a poussé Stephen Chauvet à publier, à la Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, un splendide volume sur la *Musique nègre*, avec un recueil de cent dix-huit airs notés et quatre-vingt-douze reproductions d'instruments de musique nègre. C'est beaucoup moins le texte (d'ailleurs riche en renseignements) que cette collection iconographique qui donne son véritable prix à cette étude. Le document photographique et cinématographique apparaît comme de première importance pour l'histoire musicale : il se conjuguera désormais avec le document phonographique.

Ce n'est pas à dire que les « vies romancées » de grands musiciens, sans autre ornement que celui du style, aient perdu de leur attrait. Bien au contraire. *La Vie de Beethoven* par Édouard Herriot et *la Vie illustre et libertine de Lully* par Henry Prunières en témoignent avec éclat. Le premier interprète le musicien à travers un internationalisme sentimental qui rend pourtant justice à ce que tout la musique beethovénienne peut avoir de « national » et de proprement rhénan. Le second imagine de raconter, comme s'il avait lui-même vécu en son temps, la vie scandaleuse et, tout compte fait, peu sympathique, du créateur de l'opéra français ; le ton du pastiche est fort bien attrapé, et Prunières, grand spécialiste des études lullystes, n'a pas de peine à retracer en deux cents pages la biographie la plus complète et la plus sûre qui ait encore été consacrée à Lully.

Parmi les « correspondances », où il y a toujours tant à glaner, deux recueils retiennent l'attention : les *Lettres du président de Brosses à Ch.-C. Loppin de Gemeaux*, publiées pour la première fois, avec une introduction et des notes, par Yvonne Bézard, et la *Correspondance de Claude Debussy et P.-J. Toulet*, publiée par Henri Martineau. Les lettres du président de Brosses n'ont pas moins d'importance pour le lettré que pour le musicologue : on y trouvera des détails tout neufs sur la querelle avec Voltaire, sur la vie intellectuelle en Bourgogne et principalement à Dijon. La correspondance Debussy-Toulet est moins dense, mais combien fine et délicate. On y apprend que Debussy songea à mettre en musique *Comme il vous plaira*, qu'il faisait peu de cas du métier de chef d'orchestre. (« C'est amusant, écrit-il, tant que l'on cherche sa couleur, du bout de la petite baguette ; après, cela ressemble à une exhibition où le succès qui vous accueille ne me semble pas très différent de celui d'un montreur de phénomènes, ou d'un acrobate qui réussit un saut dangereux. ») On y apprend aussi que Toulet trouvait obscure la musique de Ravel.

Il reste encore à signaler les essais divers, dont l'abondance est le signe de la vitalité musicographique française : une étude profonde et pertinente de Boris de Schlœzer sur *Igor Strawinski*, un élégant recueil d'articles d'Adolphe Boschot, *le Mystère musical*, une biographie du chanteur *Fugère* par Raoul Duhamel, des esquisses musicales de Victor Hallut, *De Bach à Debussy*, un volume didactique, *l'Art musical*, par l'analyse et le commentaire des œuvres à l'aide de citations thématiques, rédigé par un enthousiaste L. Blareau, la traduction de quelques récits musicaux célèbres, tels que *le Voyage de Mozart à Prague*, de Mœrike, et diverses nouvelles d'Hoffmann (*Nouvelles musicales* chez Stock, *Trois Contes* chez Trémois), les souvenirs copieux et curieux de Gabriel Astruc dans *le Pavillon des Fantômes* qui n'est autre que le pavillon de Hanovre, une étude définitive sur les *Luthistes* par Lionel de la Laurencie, sur *Marie Taglioni* par André Levinson, la traduction de *Lettres de Wagner à Hans de Bulow et à Emile Heckel*, les cinquième et sixième volumes du *Florilège du concert vocal de la Renaissance* publié par Henry Expert à la Cité des livres. Plus spécial, mais d'un intérêt certain, est le tome additif publié par le violoniste-expert Henri Poidras pour le *Dictionnaire des Luthiers anciens et modernes*, illustré de quatre-vingt-deux planches hors texte qui reproduisent des spécimens de lutherie ancienne et moderne.

ANDRÉ CŒUROY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. PHILIP SNOWDEN
CHANCELIER D'ÉCHIQUIER

Il ne jouait jusqu'ici, même dans la politique anglaise, que les utilités. Son rôle à La Haye en a fait un des grands premiers rôles de la politique mondiale.

On savait, il est vrai, — on aurait pu et dû le savoir du moins, — que c'était lui qui, dans la coulisse, tirait les ficelles, tandis que Mac Donald, onctueux et disert, et qui a toujours une citation de la Bible sur les lèvres, assumait le rôle de faire accepter par la masse les idées ou les mesurés que lui suggérait son compagnon de lutte. Et cela, certes, joint aux constatations qu'on avait pu faire avant et pendant la campagne électorale, ainsi que depuis l'accession au pouvoir du parti travailliste, aurait dû suffire à faire comprendre aux diplomates et aux politiciens que Philip Snowden ne se contenterait pas toujours de souffler à son voisin les belles paroles qui lui valaient les applaudissements et l'influence, et qu'en tout cas il ne se plierait pas aux us et coutumes plus ou moins surannés des grandes palabres internationales.

*
* *

Le chancelier actuel de l'Échiquier est âgé de soixante-cinq ans. Il est né en 1864 à Cowling (Keighly), dans la province de Yorkshire, province célèbre dans le Royaume-Uni, et partiellement aussi dans le monde entier, pour l'excellence de ses jambons et la ténacité de ses habitants.

Fils d'un modeste tisserand, autodidacte, — car s'il est aujourd'hui docteur de l'Université de Leeds, c'est à titre purement honorifique : honoris causa, *comme M. Briand l'est de l'Université d'Oxford, — Philip Snowden, à vingt-deux ans, est un modeste fonctionnaire civil.*

Quelques années plus tard, un accident de bicycle fait de lui, à vingt-neuf ans, un infirme, qui, désormais, ne se traînera plus que par un effort constant de sa volonté. Cette volonté, nous la lisons sur son visage aux arêtes dures, dans ses yeux profondément enfouis sous leurs arcades et protégés par la ligne raide des sourcils, sur ses lèvres minces et serrées et son menton qui saille.

Condamné par son mal à garder le lit pendant deux ans, Snowden consacre ses loisirs à s'instruire. Il dévore les œuvres des théoriciens du socialisme : Marx, Krapotkine. Et quand il peut, enfin, reprendre quelque activité, c'est pour se consacrer à la politique.

Il appartenait jusque-là, en théorie du moins, au parti libéral, mais voici que se forme le parti indépendant du travail — the Independent Labour Party *— et Snowden y adhère avec une passion qu'explique assez l'amertume dont son âme est emplie.*

Journaliste, ses discours et ses articles sur les questions politiques et ouvrières attirent l'attention. On lui offre un siège au Parlement, il refuse. Collaborateur du Labour Journal, *il y travaille à donner à son parti les bases intellectuelles et idéologiques qui lui font encore défaut. En* 1903, *il est nommé président du parti et en exerce les fonctions jusqu'en* 1906, *date de son entrée à la Chambre des Communes où il est envoyé par les ouvriers du coton de Blackburn.*

Sous l'influence de Snowden, le parti travailliste s'éloigne chaque jour davantage de la tradition libérale des Trade Unions *pour se rapprocher du marxisme, de l'antimilitarisme, du pacifisme. Cependant, au Parlement, Snowden ne prend pas une place très en vue. Il n'y a rien de séduisant en lui. Puritain farouche, indifférent à l'argent et à la vanité, dont l'éloquence, si elle attire l'attention, n'a pourtant rien qui touche les cœurs, il ne ressemble ni à Lloyd George ni à Mac Donald, ces « enchanteurs ». Travailleur intellectuel, il cherche à établir les ponts entre la théorie et la pratique. Mais il n'a rien d'un opportuniste. Non seulement il ne recule devant aucun conflit, mais au contraire il cherche la bataille. Et quand l'occasion se présente, il se dresse, tête démesurée sur un corps frêle et douloureux, visage osseux et blafard, tout en creux et en saillies, yeux clairs et toujours à l'affût.*

Surtout, il se prépare à gouverner un jour. Il rédige la formule qu'il essaiera — avec quelques réserves — d'appliquer, et publie : A Socialist Budget *(Un budget socialiste), puis successivement :*

A Living Wage *(Un salaire de vie)* Socialism and Syndicalism *(Socialisme et Syndicalisme)*, Socialism and the drink Question *(le Socialisme et l'Ivrognerie)*, Wage and Prices *(Salaire et Prix)*, Labour and National Finance *(le Labour et les Finances, nationales)*, Labour and the Newworld *(le Labour et le Nouveau Monde)*.

Au moment où la guerre éclate, Snowden se trouve en Australie. A peine revenu, il manifeste hautement son pacifisme ce qui lui vaut de perdre son siège aux Communes en 1918.

En 1922, *il est de nouveau député pour le district de Colne Valley, dont il est resté depuis le représentant.*

Avec une énergie dont on devine la force quand on a suivi les débats de la Conférence de La Haye, il s'oppose au traité de Versailles. C'est lui qui, en 1916, *avait préfacé le livre de Morel :* Truth and the War *(la Vérité et la Guerre) et lui aussi qui écrivit la préface de* Pre-War-Diplomacy *(la Diplomatie d'avant guerre) du même auteur, où la France et la Russie sont accusées d'être seules responsables de la guerre. Cette opinion, Snowden l'a proclamée également dans une lettre adressée au début de* 1923 *à la* Zentralstelle zur Erforschung der Kriegsursachen *(Bureau central des recherches des causes de la guerre)* à *Berlin. Il ne s'est pas contenté d'ailleurs, de faire connaître aux Allemands son opinion sur les origines de la guerre. Il a tenu, à la même époque, à proclamer nettement au Parlement anglais son hostilité contre la France :*

« *Le traité de Versailles, disait-il, le* 17 *février* 1923, *à la Chambre des Communes, le traité de Versailles, a coupé les artères de la vie économique de l'Allemagne et lui a imposé pour le paiement des réparations des conditions impossibles à remplir... En mars* 1921, *le gouvernement du Reich a offert de payer* 2 *milliards* 500 *millions de livres sterling de réparations. On a rejeté cette offre. L'Allemagne a perdu ses colonies et une grande partie de sa flotte commerciale. Les navires de guerre ont été coulés. Elle a livré les riches gisements de fer et de houille de la Lorraine et de la Sarre. On a confisqué la propriété des citoyens allemands dans les pays alliés. Malgré cela, l'Allemagne a payé* 450 *millions de livres or pour les reconstructions. D'autre part, la France est aujourd'hui le pays le plus riche de l'Europe. Elle a, depuis la guerre, économisé* 400 *millions de livres par an. Elle ne connaît pas le chômage, son exportation se développe rapidement. Cependant, pour justifier l'occupation de la Ruhr, elle prétend se trouver dans une mauvaise situation économique. Son action dans la Ruhr n'est d'ailleurs même pas justifiée par les traités de paix.* »

Le député Banbury s'étant alors écrié : « *Qu'aurait fait l'Allemagne en pareil cas?* » *Snowden lui répondit textuellement :*

« Je ne le sais pas. Je ne peux dire qu'une chose, c'est ce que l'Allemagne a fait lorsqu'elle a battu la France il y a cinquante ans. Elle n'a volé aucune province française, elle n'a pas détruit les biens français. Elle a repris, il est vrai, deux provinces qui n'avaient été françaises que deux cents ans et qui avaient été allemandes pendant huit siècles. Quatre-vingt-dix pour cent de la population de ces provinces étaient d'origine et de langue allemandes. L'Allemagne a imposé à la France une indemnité de 200 millions de livres et non de 11 600 millions. Elle n'a pas détruit le crédit national de la France.

« Je ne sais pas ce qu'aurait fait l'Allemagne, mais je sais une chose : c'est que, si elle avait gagné, elle n'aurait pas infligé aux vaincus une paix plus brutale, plus injuste, plus déshonnête et plus provocante, plus apte à faire naître une haine durable, que ne l'ont fait les Alliés, les Alliés qui prétendaient représenter des idéaux plus élevés et avoir une mentalité différente de celle des Allemands. »

*
* *

L'attitude de M. Snowden à La Haye était donc facile à prévoir. Et tout aussi facile à prévoir était celle de M. Mac Donald et d'une grande partie du gouvernement anglais.

Les raisons de cette attitude étaient nombreuses.

En premier lieu, Snowden n'était pas fâché de montrer à la masse du peuple anglais que, grâce aux travaillistes, le budget britannique s'enrichirait de sommes assez importantes.

Par ailleurs, M. Snowden, comme chancelier, en 1924, s'était déjà montré adversaire irréductible de toute remise des dettes de guerre, qui aurait eu pour conséquence nécessaire d'accroître le fardeau fiscal dans son pays. De là à exiger une part plus considérable des paiements de réparations, il n'y avait qu'un pas.

Il est d'autre part évident que MM. Snowden et Henderson ne sont pas insensibles au regain de popularité personnelle qu'a pu leur apporter, au moins chez les travaillistes, le fait d'avoir paru défendre mieux que Baldwin, Chamberlain et Churchill, les intérêts de l'Angleterre.

En second lieu, Snowden et Mac Donald qui n'ont pour la France qu'une sympathie ou tout au moins qu'une estime médiocres, ont voulu affranchir l'Angleterre de toute solidarité trop intime avec nous. M. Mac Donald l'a reconnu récemment quand il a expliqué à un journaliste français la nécessité de réagir contre « l'opinion très répandue en Grande-Bretagne non seulement dans le Labour, mais même dans les milieux conservateurs, que la politique de l'Empire

avec la France était non une coopération, mais une subordination. »

Et après avoir insisté sur le fait qu'aux yeux de la majorité des Anglais, « la politique britannique était à la remorque, sous la dépendance de la France » et qu'on aurait pu croire que l'alliance d'avant guerre existait toujours, M. Mac Donald ajoutait :

« La politique du parti travailliste est que l'amitié de peuple à peuple ne doit pas avoir la pointe tournée contre quelque autre peuple que ce soit. Nous ne pouvons pas penser *comme on pensait avant guerre, dans les conditions de l'avant guerre; nous devons* penser *avec l'esprit d'après guerre, en face de conditions nouvelles ».*

En outre, l'Angleterre était, aux yeux des travaillistes, trop engagée avec les États-Unis. Il fallait y mettre énergiquement le holà.

« L'attitude de M. Snowden à La Haye, a dit très justement M. Morton-Fullerton, doit se comprendre comme étant le premier geste d'indépendance nationale de l'Angleterre à l'égard des Américains depuis la fin de la guerre allemande. »

L'Angleterre, en effet, pour plaire aux États-Unis a depuis dix ans multiplié ses efforts. Elle a accordé leur indépendance aux Irlandais, rompu son alliance avec le Japon, réglé avec l'Amérique, sans se préoccuper de ses anciens alliés, la question des dettes de guerre, elle prépare avec elle un accord naval. Or, on estime, dans certains milieux anglais, qu'on est allé à la limite des concessions. L'Angleterre tout entière sait que les « États-Unis d'Europe » ne sont qu'un rêve irréalisable. Elle s'indigne d'être « honteusement enchaînée par quelques taches d'encre et du lien de parchemins pourris », *comme disait Shakespeare. D'autre part, l'Amérique, absente de La Haye (bien qu'elle y eût un observateur), sait que, pour le moment, l'Angleterre ne peut pas se permettre de montrer trop d'indépendance à son égard et que Mac Donald à Washington sera d'autant plus coulant que M. Snowden aura été plus intransigeant envers les autres, dans l'espèce envers nous et envers l'Italie.*

Ces constatations très justes d'un des meilleurs connaisseurs des contingences anglo-américaines, n'auraient pas dû être ignorées des diplomates européens, pas plus qu'ils ne devaient ignorer la sympathie très nette de M. Snowden pour l'Allemagne.

Cette sympathie aurait pu, il est vrai, se manifester de façon un peu plus diplomatique. Mais M. Snowden n'est pas partisan des belles phrases, ni des circonlocutions. Il est de ceux qui appellent « un chat, un chat ». Et quand il a dit ridiculous and grotesque, *c'est bien « ridicule et grotesque » qu'il a voulu dire et qu'il a dit. Si quelques Français ont pu se laisser illusionner par les interprétations officieuses, les Anglais ni les Américains ne s'y sont pas trompés. Et M. Lloyd*

George n'a pas hésité à écrire : « Ce laïc rude et mal dégrossi a réellement poussé l'audace jusqu'à qualifier de grotesque *les arguments d'un délégué. »*

Et il ajoute : « Les diplomates européens étaient venus à la Conférence comme à un agréable rendez-vous entre gens qui peuvent, une fois de plus, constater qu'ils sont parfaitement d'accord ». *Snowden, lui, disons-le à notre tour, venait pour démolir le plan des experts. On aurait dû le savoir. Il l'avait dit assez fort. Si peu sympathique que soit l'attitude de M. Snowden à notre égard, dans le passé comme dans le présent, il faut bien reconnaître qu'il ne nous avait pas pris en traître. Croire, comme on l'a fait ou comme on a fait semblant de le croire, que M. Snowden n'agissait comme il a agi que par ignorance des us et coutumes diplomatiques, serait inexcusable.*

Cette leçon servira-t-elle pour l'avenir à nos dirigeants? En tout cas, ils ne sauraient plus invoquer la surprise.

M. Snowden, lorsqu'il n'est pas brutal et corrosif, cultive volontiers l'anecdote. En voici une qui peut nous servir de conclusion :

« Il était une fois, répondait un jour à La Haye le chancelier de l'Échiquier à l'un des principaux délégués, il était une fois un Écossais qui jouait au football un dimanche, au lieu d'aller au temple. Il fut un jour tué dans un accident et alla tout droit en enfer. Il se plaignit alors au diable de sa rigueur, en disant qu'il ignorait que jouer au football le dimanche était un péché. A quoi Lucifer répondit : « Ah! vous ne le saviez pas, eh bien! vous le savez maintenant. »

« Je ne puis, ajouta Snowden, vous faire d'autre réponse que celle-ci. » A bon entendeur, salut!

★ ★ ★

Le théâtre : *Le passif de la campagne.*

On a dit l'autre jour ce qu'il y avait eu de bon entre l'automne de 1928 et l'été de 1929. Quelques jeunes auteurs ont du talent, don gratuit de la nature. Ils produisent leurs ouvrages dans une société depuis si longtemps policée qu'ils sont soutenus par un goût public diminué, sans doute, mais encore assez vivace pour qu'il reste un auditoire aux dramaturges qui traitent des choses du cœur ou de l'esprit, sentiment ou pensée, et qui s'adressent à la tête des hommes et non pas à leurs sens.

L'art dramatique, comme la société, résistent longuement et attendent qu'on les sauve.

Qui les menace? Le maître tyrannique, absurde et détestable, l'État.

Les petits maux comme les grands viennent de lui. Tout ce dont il se mêle, il le fait mal, et il se mêle de presque tout. S'il n'a pas encore pris en main l'organisation des spectacles, c'est que nous sommes en Béotie et non pas en Attique. Mais des deux théâtres dont il s'occupe, l'un est en crise et l'autre est l'image du néant.

On a vu que le premier théâtre de France et du monde, celui que les régimes passés nous ont légué, fort de la primauté et riche de gloire, reproduit en diminutif l'état de notre pays, obligé de résister à une gestion qui dilapide l'héritage au point qu'on voit venir le temps où l'œuvre sera en péril. De même que dans la société, la crise de la Comédie-Française est couverte, elle n'est pas encore ouverte. C'est un feu lent, qui mine. Ce n'est pas encore cette anarchie spontanée dont Taine a signalé la présence au début des révolutions; c'est une anarchie administrée.

On a dit quels étaient ces maux, il est bon de les récapituler. Tout ce qui fait autorité dans le monde du théâtre s'est élevé contre la manière dont le représentant de l'État gérait la Comédie-Française. A l'intérieur de la maison, la plupart des comédiens notables ont pris plus ou moins à ciel ouvert parti contre une administration qui ne contente pas grand monde. La troupe est trop nombreuse, le répertoire est mal choisi, parce que dans l'un et l'autre cas, on fait passer le désir des politiciens avant l'intérêt de la maison, de la profession ou de l'art dramatique. La qualité des spectacles baisse, dans un moment où la société en son ensemble et l'art dramatique en particulier traversent un malaise. Les recettes baissent, et la Comédie-Française, à Paris, ne gagne plus d'argent. Pour que les comédiens pris individuellement puissent vivre, on les autorise à multiplier les tournées, donc les absences. Pour que la Comédie prise en corps ait l'air de s'en tirer, elle organise elle-même des tournées collectives. Résultat final, on n'est jamais là, on n'a plus le temps de travailler, les spectacles baissent encore, le public vient de moins en moins et baisse aussi de qualité. On ne vit qu'au prix d'une mort lente.

Cette institution qui ne dure qu'en consommant son capital, c'est une image de la société en démocratie. Tout baisse, d'un même mouvement lent et continu, chaque élément entraînant l'autre un peu plus. L'éducation imposée par la démocratie fournit au théâtre un public de moins en moins cultivé, et les spectacles constituent déjà un des moyens les plus agissants de l'abêtissement.

Il ne faut pas se faire d'illusion : M. Sarment, M. Passeur, M. Achard et M. Zimmer ne touchent qu'une part infime du public. Il n'y a guère que M. Pagnol qui ait touché un vaste auditoire. Le public qui va au théâtre n'est rien comme nombre à côté de celui qui va au cinématographe.

Or, on l'a dit sans doute mais on ne le répète pas assez, l'humanité n'a peut-être jamais connu un instrument d'abêtissement compa-

rable au cinématographe tel qu'il existe à la période actuelle. On ne peut qualifier la sottise, la bassesse et la fausseté des sentiments, des idées ou des faits que propage le film. Un public qui accepte comme pâture ordinaire la formation par le cinématographe, qui va modeler sa sensibilité sur celle des Américains, son goût sur l'esthétique des Allemands, son intelligence de l'histoire du passé sur celle des auteurs de films historiques, sa connaissance du cœur, de l'art, du monde, de l'homme, sur ce que lui enseignent les sauvages d'Hollywood, est un public voué à une prochaine imbécillité.

C'est par là que le théâtre est le plus directement menacé. Les ravages sont déjà sensibles, et ils ne sont rien en comparaison de ceux qui viendront. Si le public se plaît à des ouvrages dont la faiblesse étonne, c'est que le film lui a appris à n'être pas difficile. Si les auteurs s'égarent aux artifices de mise en scène, aux intrigues truquées, c'est qu'ils veulent rivaliser avec la vision rapide, sommaire, fragmentée et barbare à laquelle le public est habitué.

Sans doute, l'État ne saurait être rendu responsable de l'invention ni de la stérilité du cinématographe. Sa part, qui est déjà considérable, consiste à fournir, par l'éducation et les principes qu'il répand, un public sans défense contre cette invasion des Barbares. Tout au plus pourrait-on lui demander de résoudre au profit de l'esprit français et de l'esprit humain la ténébreuse affaire du « contingentement » des films américains, puisque notre langue en est à ce point de bassesse. Mais l'État qui est incapable de défendre nos biens et nos vies, c'est-à-dire l'essentiel, serait bien en peine de sauver l'art qui n'est que le superflu et l'ornement. Pour tirer un art de l'invention nouvelle, pour conserver à côté un art dramatique d'autant plus vivace qu'il serait différent, une très forte élite serait nécessaire. Comme la société moderne n'est pas favorable aux élites, il y a lieu de craindre que la chute s'accentue en même temps que la confusion. On a vu que, pour sortir de gêne, l'administrateur de la Comédie-Française avait eu un moment l'idée incongrue d'exploiter la découverte récente du cinématographe parlant. Des esprits plus sages ont, au contraire, manifesté la crainte légitime que cette invention ne précipite la décadence de l'art dramatique en général et de la Comédie-Française en particulier. Quand on pourra voir et entendre pour huit francs à Carpentras et à Barcelone les acteurs et les pièces illustres, qui viendra à la Comédie-Française? La nature, la race, fournissent leur contingent de dons et de talents ; les lois de l'art dramatique sont si imprescriptibles que les nouveaux venus s'y conforment dès qu'ils ont quelque chose à dire ; en un mot, les éléments disponibles sont sensiblement les mêmes à toutes les époques ; il ne s'agit que de leur mise en valeur. Notre art n'est pas mort et peut reverdir comme le saule dont Ronsard a fait le symbole des renaissances. Tandis que, si la civilisation continue à aller dans le même sens, on doit redouter l'arrivée d'un art égal en qualité à

celui des mimes de l'Empire, et prévoir le temps, peut-être plus prochain qu'on ne croit, où l'on viendra voir les derniers acteurs de la Comédie-Française comme les survivants d'une espèce disparue et des phénomènes objets de curiosité, de même qu'on va voir les derniers bisons au Jardin des Plantes et les négresses à plateaux à Luna Park.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

APRÈS LA CONFÉRENCE DE LA HAYE. A GENÈVE. — *M. Philip Snowden rentre à Londres, où il est accueilli par les ovations de la foule. Il exprime à la presse la satisfaction que lui a apportée l'accord de La Haye et se félicite de l'appui qu'il a reçu de l'opinion et de la presque totalité des journaux. Il proclame que « la restauration de la souveraineté politique et économique de l'Allemagne est l'un des grands succès de la conférence » (1er septembre).*

— *La dixième session de l'Assemblée de la Société des Nations s'ouvre, à Genève. M. Guerrero, délégué du San-Salvador, est élu président (2 septembre).*

M. Ramsay Mac Donald prononce, le 3, un discours des plus vagues. Il commence par déclarer que les fondations de la paix internationale sont aujourd'hui plus solides que jamais. Il ajoute ensuite qu'il faut abandonner « les vieilles idées de sécurité », et dit du pacte Briand-Kellog que c'est « un château construit en l'air. »

M. Briand, qui prend la parole, le 5, demeure tout aussi vague quant au projet de fédération européenne qu'on lui attribue : « J'ai pensé, dit-il, qu'entre des peuples, qui sont géographiquement groupés, comme les peuples d'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral. » Il ajoute que la Société des Nations n'aura pas accompli tout son devoir tant qu'elle n'aura pas édicté de sanctions contre la guerre qu'elle a proscrite.

M. Henderson, tout en annonçant qu'il se rallie aux déclarations de M. Briand, dépose une résolution tendant à la révision des articles 12 et 15 du Covenant qui prévoient des cas de guerre et l'intervention du Conseil. L'Angleterre travailliste, comme l'Angleterre conservatrice, demeure hostile à l'idée des sanctions (6 septembre).

La cérémonie de la pose de la première pierre du Palais de la Société des Nations a lieu, le 7 septembre, en présence des délégations de l'Assemblée.

Le 9, M. Stresemann se félicite de l'évacuation de la Rhénanie. Toutefois, dit-il, le peuple allemand regrette que la Sarre continue à être soumise à l'occupation étrangère.

Le même jour, au cours d'un déjeuner qu'il offre aux premiers délégués des vingt-sept nations européennes, M. Aristide Briand expose son projet de fédération, et annonce un mémorandum.

Le 10, *le comte Apponyi, délégué hongrois, réclame le désarmement des vainqueurs, et proclame que la Hongrie n'est pas satisfaite de son sort et aspire « à un avenir meilleur », ce qui provoque une protestation du délégué roumain* (11 *septembre*).

L'ÉVACUATION DE LA RHÉNANIE. — LA QUESTION DE LA SARRE. — *Le parti économique allemand déclare inacceptable le plan Young, à moins de l'évacuation de la Sarre et de la suppression des articles* 429 *et* 430 *du traité de Versailles* (7 *septembre*).

— *On annonce que les conversations franco-allemandes au sujet de la Sarre commenceront en octobre, à Paris* (8 *septembre*).

— *Les troupes britanniques commencent à évacuer la Rhénanie* (14 *septembre*).

FRANCE. — *Attentat antifasciste au Mont-Boron, près de Nice. Il y a trois morts et onze blessés, dont des femmes et des enfants. Les coupables restent inconnus* (1er *septembre*).

— *Un groupe de tirailleurs marocains est attaqué par des partisans, à Bou-Denib. Il y a vingt-deux tués* (8 *septembre*).

ESPAGNE. — *Dans un manifeste adressé au pays, à l'occasion de l'anniversaire du* 13 *septembre, le général Primo de Rivera annonce l'établissement prochain d'une nouvelle constitution.*

ÉTATS-UNIS. — *Une affaire de pots-de-vin, autour de la conférence du désarmement naval de* 1927, *cause une grande émotion aux États-Unis. Les révélations de M. Shearer mettent en cause quatre amiraux et de grandes sociétés de constructions navales* (10 *septembre*).

ITALIE. — *Le cabinet italien subit un remaniement. M. Mussolini, qui concentrait les pouvoirs de plusieurs ministères, ne conserve plus que l'Intérieur. Parmi les nouveaux ministres nommés, on compte trois des* quadrumviri *de la marche sur Rome. Le plus âgé n'a pas trente-cinq ans* (12 *septembre*).

EMPIRE BRITANNIQUE. — *On annonce que le calme est rétabli, en Palestine, à la suite de l'action énergique des troupes anglaises. L'agitation persiste encore néanmoins dans le monde musulman.*

— *La conclusion de l'accord naval anglo-américain semble pouvoir être envisagé. Les divergences s'annoncent peu importantes, le gouvernement travailliste de Londres ayant, en fin de compte, cédé presque complètement aux exigences américaines. On annonce que M. Mac Donald ira aux États-Unis, le 28 septembre.*

A. M.

Le Gérant : GEORGES MOREAU.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1929. 38529.